



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 2 MAI 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2ND MAY, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2111

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

2112

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

N. PERODEAU.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—**SALUT.**

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, }
Ass. tant Procureur-
Général.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires d'émigration

nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 11 décembre 1924, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans le comté de Lotbinière, sous le nom de paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 2 avril 1925, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy, comme suit, savoir:

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

N. PERODEAU.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING.**

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, }
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the Ecclesiastical Authority of said Diocese, dated the 11th of December, 1924, erecting into a canonical parish the territory hereafter described, in the county of Lotbinière, under the name of "The parish of Saint-Philéas-de-Villeroy";

WHEREAS the secretary of said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of said decree and required notices, in accordance with the provisions of said Statutes, there has been deposited at his office, within the delay fixed by law, no opposition to the recognition of said canonical decree for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 2nd of April, 1925, We have confirmed, established and recognized and by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy to be as follows, to wit:

Le territoire—dans la seigneurie de Saint-Jean-Deschaillons—dont les bornes, en référence aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Deschaillons, pour le cadastre officiel, dans la division d'enregistrement de Lotbinière, sont les suivantes: vers le nord-ouest, le treizième rang de la seigneurie de Saint-Jean-Deschaillons; vers le sud-est, l'arrière-ligne du dix-neuvième rang, laquelle sépare la dite seigneurie de l'Augmentation de Somerset, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mégantic; vers le nord-est, la seigneurie de Lotbinière, dans la paroisse de Sainte-Emmélie-de-Lotbinière, et vers le sud-ouest, le canton de Blandford, dans les paroisses de Saint-Joseph-de-Blandford et de Saint-Louis-de-Blandford, est érigé en une paroisse pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy"; de ce territoire ainsi borné, qui comprend les numéros de subdivision cadastrale numéros trois cent soixante et onze (371) à sept cent dix-huit (718) du lot primordial numéro sept cent vingt-trois (723) de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Deschaillons, les dix-huitième et dix-neuvième rangs de la seigneurie susdénommée étant détachés de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mégantic.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy, dans le comté de Lotbinière, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

2165 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

"Alpha Delta Phi (McGill), Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1925, constituant en corporation sans capital-actions: Victor Evelyn Mitchell, conseil en loi du Roi, et docteur en droit civil, Arthur Ramsay Holden, conseil en loi du Roi, Paul Fleetford Sise, manufacturier, James Colin Kemp, ingénieur, Frédérick-Gerald Robinson, gérant des ventes, Samuel Hanford McKee, docteur en médecine, commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George, Philip-William Kathain Robertson, ingénieur, et

The territory—in the seigniorie of Saint-Jean-Deschaillons—the boundaries of which, with reference to the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Deschaillons, in the registration division of Lotbinière, are the following: towards the north-west, the thirteenth range of the seigniorie of Saint-Jean-Deschaillons; towards the southeast, the rear line of the nineteenth range, which is the line of division between the said seigniorie and the Gère of Somerset, in the parish of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mégantic; towards the northeast, the seigniorie of Lotbinière, in the parish of Sainte-Emmélie-de-Lotbinière, and towards the southwest the township of Blandford, in the parishes of Saint Joseph-de-Blandford and of Saint-Louis-de-Blandford, is erected into a parish for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Philéas-de-Villeroy"; from the territory thus bounded, which comprises cadastral subdivision numbers three hundred and seventy one (371) to seven hundred and eighteen (718) of original lot number seven hundred and seventy-three (773) of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Deschaillons, the eighteenth and nineteenth ranges of the aforesaid seigniorie being detached from the parish of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Mégantic.

And We have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct that the parish of Saint-Philéas-de-Villeroy, in the county of Lotbinière, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of said Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five and in the fifteenth year of Our Reign.

2166 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Letters patent

"Alpha Delta Phi (McGill), Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1925, to incorporate as a corporation without share capital: Victor Evelyn Mitchell, King's Counsel and Doctor of Civil Law, Arthur Ramsay Holden, King's Counsel, Paul Fleetford Sise, manufacturer, James Colin Kemp, engineer, Frederick Gerald Robinson, sales manager, Samuel Hanford McKee, Doctor of Medicine, Commander of the Order of Saint Michael and Saint George, Philip William Kathain Robertson, engineer, and Paul

Paul Phelps Hutchison, avocat, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Les relations sociales, le développement et l'amélioration de ses membres et pour des fins patriotiques, philanthropiques et charitables et pour autres fins;

L'acquisition, l'amélioration et l'emploi de propriétés et édifices pour cette fin;

Le tout cependant sans intention de but pécuniaire, sous le nom de "Alpha Delta Phi (McGill), Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2113

C.-J. SIMARD.

Phelps Hutchison, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

The social intercourse, development and improvement of its members and for patriotic, philanthropic and charitable purposes and the like;

The acquisition, improvement and use of property and buildings for that purpose;

The while, however, without pecuniary gain, under the name of "Alpha Delta Phi (McGill) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$200,000.00.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of April, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2114

"Darwin's Furs, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze avril 1925, constituant en corporation: Henry Judah Trihey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Wentworth Roy Dillon, avocat, Patrick Mullin, comptable, Joseph-Edouard Leduc, ajusteur d'assurance, Mary Estelle-Eileen Gahan, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce maintenant exercé à Montréal, dans le comté d'Hochelaga, sous les nom et raison sociale de "Darwin's Furs" et la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif du propriétaire de tel commerce qui s'y rattache, et payer pour ledit commerce, en totalité ou en partie, par la répartition et l'émission au dit propriétaire, d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de cette compagnie;

Exercer l'industrie générale de la fabrication de fourrures, et accepter et acquérir, détenir, échanger, troquer et de toute manière quelconque aliéner et vendre à commission ou autrement des fourrures ou tous autres articles de vêtements, et agir comme agents, courtiers ou manufacturiers dans aucune de ces transactions pour toute personne, firme ou corporation, et généralement dans l'exercice et la conduite d'une industrie manufacturière et de courtage;

Acheter, acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce de toute corporation, firme ou individu qui peut être exercé avantageusement ou conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou exercé par la compagnie avec tous leurs droits, franchises, pouvoirs, actif, privilèges et passif respectifs, et les payer en tout ou en partie au comptant ou en obligations, débetures ou actions du capital de cette compagnie, de la manière jugée à propos;

Acheter et acquérir et louer, vendre et disposer d'immeubles et propriétés immobilières;

S'unir et se joindre à toute autre corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et conclure des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie

"Darwin's Furs, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1925, incorporating: Henry Judah Trihey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Westmount, Wentworth Roy Dillon, Advocate, Patrick Mullin, Accountant, Joseph Edouard Leduc, Insurance Adjuster, Mary Estelle Eileen Gahan, Stenographer, Spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at Montreal, in the County of Hochelaga, under the firm name and style of "Darwin's Furs" and all or any of the assets and liabilities of the proprietor of that business in connection therewith, and to pay for the said business in whole or in part, by allotting and issuing to the said proprietor fully paid and non-assessable shares of the capital stock of this company;

To carry on a general fur manufacturing business and to purchase, acquire, hold, exchange, deal in and in any way dispose of or sell on commission or otherwise furs or any other articles of wearing apparel and of acting as agent, broker or manufacturer in any such transaction for any person, firm or corporation, and in general in carrying on and conducting a manufacturing and brokerage business;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business of any corporation, firm or individual which may conveniently or advantageously be combined with the business of, or carried on by the Company with all their respective rights, franchises, powers, assets, privileges and liabilities and to pay therefor, in whole or in part, in cash or in bonds, debentures or capital stock of this Company as may be deemed advisable;

To purchase and acquire, and to lease, sell and dispose of real estate and real property;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this Company, and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about

exercant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou qui peuvent être conduites de façon à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et faire des avances de deniers à aucune telle personne, compagnie ou corporation, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, et acquérir par souscription, et vendre, émettre ou réémettre avec ou sans garantie quant au capital et aux intérêts ou les négocier ou en disposer autrement;

Rémunérer en deniers comptants ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions ou des débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation ou la formation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations;

Payer pour tous terrains, commerces, propriétés, droits, privilèges, concessions que cette compagnie pourra avoir acquis ou qu'elle conviendra d'acquérir, et généralement satisfaire au paiement de toutes obligations de la compagnie par l'émission d'actions de cette compagnie ou de toute autre compagnie comme entièrement ou partiellement acquittées, des débetures ou autres valeurs de cette ou de toute autre compagnie créditées comme entièrement ou partiellement acquittées;

Fonder et sustenter ou aider à fonder ou à sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires ou aux dépendants ou parents de telles personnes; formuler et mettre à exécution, si ou lorsque la chose sera jugée à propos, un projet de partage de bénéfices pour permettre aux employés de participer dans les bénéfices du commerce de la compagnie, et accorder des pensions, et faire le paiement de primes d'assurance, le tout aux conditions et pour telle période de temps que cette compagnie croira recommandables;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie, ou susceptible d'augmenter ou faire valoir, directement ou indirectement, aucun des droits ou biens de la compagnie;

Faire toutes les choses convenables et appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou la réalisation des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés, soit seuls ou comme associés avec d'autres corporations, firmes ou individus, et tout autre acte ou actes, chose ou choses qui se rattachent ou se rapportent aux, ou découlent ou dérivent des commerces et pouvoirs susmentionnés ou de toute partie ou parties d'iceux;

Vendre, louer ou autrement disposer des propriétés et entreprises de la compagnie ou de toute partie d'icelles pour la considération que cette compagnie croira raisonnable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Aucune des clauses qui précèdent, ou aucun des objets y spécifiés, ou aucun des pouvoirs conférés par telles clauses, ne seront considérés comme étant subsidiaires ou auxiliaires seulement aux objets mentionnés dans la première clause des présentes, mais cette compagnie aura entière autorité d'exercer tous ou aucun des pouvoirs con-

to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons, company or corporation, and to acquire by subscription, and to sell, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interest, or otherwise to deal with or dispose of the same;

To remunerate by payment in cash or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the Company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares or any debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To pay for any lands, business, property, rights, privileges, concessions, acquired or agreed to be acquired by the Company and generally to satisfy any payment by or obligations of the Company by the issue of shares of this or any other Company as fully or partly paid up or of debentures or other securities of this or any other Company credited as fully or partly paid up;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the Company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons; to formulate and carry out, if and as deemed advisable, a profit sharing plan to enable and permit employees to participate in the profits of the business of the Company, and to grant pensions and make payments towards insurance, the whole upon such conditions and for such period of time as the Company may deem advisable;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To do all and everything suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with other corporations, firms or individuals, and every other act or acts, thing or things incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, undertakings of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other Company;

None of the foregoing clause or the objects therein specified, or the powers thereby conferred, shall be deemed subsidiary or auxiliary merely to the objects mentioned in the first clause hereof, but the Company shall have full power to exercise all or any of the powers conferred by any of the foregoing clauses, and notwith-

férés par aucune des clauses précitées, et nonobstant que le commerce, l'entreprise, les biens ou les actes qu'elle se propose de transiger, d'acquiescer, de négocier ou d'accomplir ne font pas partie des objets de la première clause des présentes, sous le nom de "Darwin's Furs, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et de cinq cents (500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les détenteurs d'actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits de la compagnie, comme un premier lien, un dividende cumulatif privilégié au taux de six pour cent (6%) par année sur le montant alors versé sur les dites actions respectivement;

Le montant payé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou rachat s'il survient des pertes ou dépréciations. Advenant la liquidation de la compagnie, les détenteurs d'actions privilégiées auront le droit de voir à ce que le surplus de l'actif soit appliqué, premièrement: au paiement du capital versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement; deuxièmement: au paiement des arrérages s'il y en a, d.s dividendes privilégiés jusqu'au commencement de la liquidation, mais après cela, ils ne participeront pas dans le résidu, s'il y en a, du surplus de l'actif qui restera après avoir payé le principal des actions privilégiées et les arrérages des dividendes sur icelles;

Toutes les actions privilégiées pourront être rachetées par la compagnie en aucun temps au taux de cent cinq (105), et la compagnie pourra en aucun temps racheter une partie des actions privilégiées au lieu de l'émission totale; dans le cas où la compagnie désirerait acheter une partie seulement des actions privilégiées émises, et que, par ce fait, un détenteur d'actions privilégiées aura droit au rachat d'une fraction d'une action, la compagnie ne sera pas tenue de racheter ou de tenir compte de telle fraction d'une action.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2115 C.-J. SIMARD.

"Gerald Smith, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, William Patrick Creagh et Harold Eldon Reid, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter ou acquiescer par location, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, des propriétés immobilières d'aucune tenure ou description, et aucun immeuble ou intérêt afférent, et aucuns droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des résidences et des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes

standing that the business, undertaking, property, or acts proposed to be transacted, acquired, dealt with or performed do not fall within the objects of the first clause hereof, under the name of "Darwin's Furs, Limited".

The capital stock of the Company is to be ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into four hundred and ninety (490) Preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each and five hundred (500) Common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The holders of Preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the Company, as a first charge, a cumulative preferential dividend at the rate of six per centum (6%) per annum on the capital at the time being paid up on such shares respectively.

The capital paid up on Preference shares shall not be liable to cancellation or redemption in respect of loss or depreciation. In the event of the winding up of the Company, the holders of Preference shares shall be entitled to have the surplus assets applied, first: in paying off the capital paid up on the Preference shares held by them respectively; secondly: in paying off the arrears, if any, of the preferential dividend to the commencement of the winding up, but thereafter they shall not participate in the residue, if any, of such surplus assets which shall remain after paying off the capital and arrears of dividends on Preferred shares.

All preference shares shall be subject to redemption at any time at one hundred and five (105) and the Company may, at any time, redeem part of the Preference shares and not the whole issue. In the event of the Company desiring to redeem a part only of the issued Preferred shares and any Preference shareholder thereby becoming entitled to redemption of a fraction of a share, the Company shall not be bound to redeem or take into account such fraction of a share.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1925.

C. J. SIMARD,
2116 Assistant Provincial Secretary.

"Gerald Smith, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of April, 1925, incorporating: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh and Harold Eldon Reid, stenographers, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or acquire by lease, exchange or otherwise land, buildings and immovable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including private residences and buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations

et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurants, fins industrielles ou autres fins commerciales, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation; et faire les opérations générales d'agents d'immeubles et de courtiers dans toutes leurs spécialités;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et vendre, aliéner, développer, administrer et faire le commerce de terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, concessions forestières, machineries, outillage, fournitures, marchandises et toutes sortes de propriétés, et faire un commerce général d'immeubles et les opérations d'une agence générale, y compris les opérations attachées à la construction, l'entreprise de travaux, le développement, la promotion, le placement, l'audition, et le courtage d'assurance, et exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucun de ces objets ou jugée de nature à augmenter la valeur d'aucun des biens ou objets de la compagnie, en faciliter la réalisation ou les rendre profitables, et exercer les fonctions d'entrepreneurs et constructeurs pour construire, exécuter, démolir, réparer, modifier ou améliorer des logis, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, bureaux, ateliers, quais, édifices et travaux de toutes sortes, y compris des résidences privées;

Construire, maintenir, améliorer, développer, exploiter, contrôler et gérer des aqueducs, égouts, usines à gaz, réservoirs, ponts, chemins, usines pour la génération de forces motrices, chaleur et lumière, hôtels, clubs, restaurants, bains, conciergeries, maisons d'habitation, lieux de culte, lieux d'amusements, terrains de jeux, parcs, jardins, magasins, boulangeries, échoppes, laiteries et autres travaux et installations que cette compagnie croira pouvoir directement ou indirectement favoriser la réalisation des objets de la compagnie, et contribuer ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'entretien, le développement, l'exploitation, le contrôle et l'amélioration d'iceux;

Etre agents pour la vente et l'achat d'immeubles et de tous intérêts immobiliers et, moyennant rémunération, trouver des placements immobiliers pour toute personne; être agents pour la vente, pour les propriétaires, de tous immeubles, subdivisions, emplacements d'édifices ou de villes ou de terrains de toutes sortes ou de tout intérêt dans iceux, et assumer et acquérir de toute personne ou corporation toute agence inclusive ou autres pour la vente de tels terrains, emplacements ou intérêts sur iceux, et accepter cession de tous contrats et exécuter tous contrats faits par toute personne avec toute personne ou corporation pour la vente de tels terrains, emplacements ou intérêts dans iceux, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de location de maisons, et, comme commerce connexe, faire les opérations d'agents d'assurance contre le feu;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, courtiers et agents, et exécuter et exploiter tous genres d'opérations financières,

requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers, and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to sell, alienate, develop, administer and deal in lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, and to carry on a general real estate and general agency business, including building, contracting, development, promoting, investing, auditing, and insurance brokerage and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's objects or property; and to carry on the business of contractors, builders and jobbers, for the construction, execution, demolition, repair, alteration or improvement of flats, houses, apartments, factories, warehouses, offices, shops, wharves, buildings and works of all kinds, including private residences;

To construct, maintain, improve, develop, work, control and manage by waterworks, sewers, gas works, reservoirs, bridges, roads, electric power, heat and light supply works, hotels, clubs, restaurants, baths, apartment houses, dwellings, places of worship, places of amusement, pleasure grounds, parks, gardens, stores, bakeries, shops, dairies and other works and conveniences which the Company may think directly or indirectly conducive to the objects of the Company, and to contribute to or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and, for reward, to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, buildings sites, town sites, or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, inclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house, and rental agents, and, as incidental thereto, to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial,

commerciales, foncières, mercantiles et autres, et faire le commerce d'obligations et de valeurs mobilières et placer dans, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir, soit comme principal ou agent, ou absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale, et jouir, vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de toutes obligations débetures, capital, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et des bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise dans laquelle la compagnie pourra s'engager ou dans laquelle d'autres personnes pourront s'intéresser, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque; placer et négocier des emprunts et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie pourra disposer en aucun temps;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie

trading and other operations, and to carry on the business of bond and investment dealers and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others as well as in any movable or immovable property whatsoever, and to invest and deal in, and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying

exercant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la

on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and

compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Gerald Smith, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1925.

2117 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Joncas, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Henry Judah Trihey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Wentworth Roy Dillon, avocat, Patrick Mullin, comptable, Joseph-Edouard Leduc, ajusteur d'assurances, Mary-Estelle-Eileen Gahan, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce maintenant exercé à Montréal, dans le comté d'Hochelaga, par M. J.-H. Joncas, et la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif du propriétaire de tel commerce qui s'y rattache, et payer pour le dit commerce, en totalité ou en partie, par la répartition et l'émission au dit propriétaire d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de cette compagnie;

Exercer l'industrie générale de la fabrication de fourrures, et accepter et acquérir, détenir, échanger, troquer et de toute manière quelconque aliéner ou vendre à commission ou autrement des fourrures ou tous autres articles de vêtements, et agir comme agents, courtiers ou manufacturiers dans aucune de ces transactions pour toute personne, firme ou corporation, et généralement dans l'exercice et la conduite d'une industrie manufacturière et de courtage;

Acheter, acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce de toute corporation, firme ou individu qui peut être exercé avantageusement ou conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou exercé par la compagnie, avec tous leurs droits, franchises, pouvoirs, actifs, privilèges et passifs respectifs, et les payer en tout ou en partie au comptant ou en obligations, débetures

incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Gerald Smith, Inc.", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1925.

2118 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Joncas, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1925, incorporating: Henry Judah Trihey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Wentworth Roy Dillon, Advocate, Patrick Mullin, Accountant, Joseph Edouard Leduc, Insurance Adjuster, Mary Estelle Eileen Gahan, Stenographer, Spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at Montreal, in the County of Hochelaga, by J. H. Joncas, Esq., and all or any of the assets and liabilities of the said J. H. Joncas, and to pay for same, in whole or in part, by allotting and issuing to the said proprietor fully paid and non-assessable shares of the capital stock of this Company;

To carry on a general fur manufacturing business and to purchase, acquire, hold, exchange, deal in and in any way dispose of or sell on commission or otherwise furs or any other articles of wearing apparel and of acting as agent, broker or manufacturer in any such transaction for any person, firm or corporation and in general in carrying on and conducting a manufacturing and brokerage business;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business of any corporation, firm or individual, which may conveniently or advantageously be combined with the business of, or carried on by the Company, with all their respective rights, franchises, powers, assets, privileges and liabilities and to pay therefor, in whole or in part, in cash or in bonds, debentures or capital

ou actions du capital de cette compagnie de la manière jugée à propos;

Acheter et acquérir et louer, vendre et disposer d'immeubles et propriétés immobilières;

S'unir ou se joindre à toute autre corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et conclure des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou qui peuvent être conduites de façon à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et faire des avances de deniers à aucune telle personne, compagnie ou corporation, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, et acquérir par souscription, et vendre, émettre ou réémettre avec ou sans garantie quant au capital et aux intérêts ou les négocier ou en disposer autrement;

Rémunérer en deniers comptants ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions ou des débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation ou la formation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations;

Payer pour tous terrains, commerces, propriétés, droits, privilèges, concessions que cette compagnie pourra avoir acquis ou qu'elle conviendra d'acquérir, et généralement satisfaire au paiement de toutes obligations de la compagnie par l'émission d'actions de cette compagnie ou de toute autre compagnie comme entièrement ou partiellement acquittées, des débetures ou autres valeurs de cette ou de toute autre compagnie créditées comme entièrement ou partiellement acquittées;

Fonder et sustenter ou aider à fonder ou à sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses précédesseurs en affaires ou aux dépendants ou parents de telles personnes; formuler et mettre à exécution, si ou lorsque la chose sera jugée à propos, un projet de partage de bénéfices pour permettre aux employés de participer dans les bénéfices du commerce de la compagnie, et accorder des pensions, et faire le paiement de primes d'assurances, le tout aux conditions et pour telle période de temps que cette compagnie croira recommandables;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie, ou susceptible d'augmenter ou faire valoir, directement ou indirectement, aucun des droits ou biens de la compagnie;

Faire toutes les choses convenables et appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou la réalisation des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés, soit seuls ou comme associés avec d'autres corporations, firmes ou individus, et tout autre acte ou actes, chose ou choses qui se rattachent ou se rapportent aux, ou découlent ou dérivent des commerces et pouvoirs susmentionnés ou de toute partie ou parties d'iceux;

Vendre, louer ou autrement disposer des propriétés et entreprises de la compagnie ou de toute

stock of this Company, as may be deemed advisable;

To purchase and acquire, and to lease, sell and dispose of real estate and real property;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this Company, and to enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons, company or corporation, and to acquire by subscription, and to sell, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interest, or otherwise to deal with or dispose of the same;

To remunerate by paying in cash or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the Company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares or any debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay for any lands, business, property, rights, privileges, concessions, acquired or agreed to be acquired by the Company and generally to satisfy any payment by or obligations of the Company by the issue of shares of this or any other Company as fully or partly paid up or of debentures or other securities of this or any other Company credited as fully or partly paid up;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the Company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons; to formulate and carry out, if and as deemed advisable, a profit sharing plan to enable and permit employees to participate in the profits of the business of the Company, and to grant pensions and make payments towards insurance, the whole upon such conditions and for such period of time as the Company may deem advisable;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To do all and everything suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with other corporations, firms or individuals, and every other act or acts, thing or things incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, undertakings of the Company or any part

partie d'icelles pour la considération que cette compagnie croira raisonnable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Aucune des clauses qui précèdent, ou aucun des objets y spécifiés, ou aucun des pouvoirs conférés par telles clauses, ne seront considérés comme étant subsidiaires ou auxiliaires seulement aux objets mentionnés dans la première clause des présentes, mais cette compagnie aura entière autorité d'exercer tous ou aucun des pouvoirs conférés par aucune des clauses précitées, et nonobstant que le commerce, l'entreprise, le bien ou les actes qu'elle se propose de transiger, d'acquérir, de négocier ou d'accomplir ne font pas partie des objets de la première clause des présentes, sous le nom de "Joncas, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et de cinq cents (500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les détenteurs d'actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits de la compagnie, comme un premier lien, un dividende cumulatif privilégié au taux de six pour cent (6%) par année sur le montant alors versé sur les dites actions respectivement.

Le montant payé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou rachat s'il survient des pertes ou dépréciations.

Advenant la liquidation de la compagnie, les détenteurs d'actions privilégiées auront le droit de voir à ce que le surplus de l'actif soit appliqué, premièrement: au paiement du capital versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement; deuxièmement: au paiement des arriérés, s'il y en a, des dividendes privilégiés jusqu'au commencement de la liquidation, mais après cela ils ne participeront pas dans le résidu, s'il y en a du surplus de l'actif qui restera après avoir payé le principal des actions privilégiées et les arriérés des dividendes sur icelles;

Toutes les actions privilégiées pourront être rachetées par la compagnie en aucun temps au taux de cent cinq (105), et la compagnie pourra en aucun temps, racheter une partie des actions privilégiées au lieu de l'émission totale; dans le cas où la compagnie désirerait acheter une partie seulement des actions privilégiées émises et que, par ce fait, un détenteur d'actions privilégiées aura droit au rachat d'une fraction d'une action, la compagnie ne sera pas tenue de racheter ou de tenir compte de telle fraction d'une action;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2119

C.-J. SIMARD.

thereof for such consideration as the Company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company;

None of the foregoing clauses, or the objects therein specified, or the powers thereby conferred shall be deemed subsidiary or auxiliary merely to the objects mentioned in the first clause hereof, but the Company shall have full power to exercise all or any of the powers conferred by any of the foregoing clauses, and notwithstanding that the business, undertaking, property or acts proposed to be transacted, acquired, dealt with or performed do not fall within the objects of the first clause hereof, under the name of "Joncas, Limited".

The capital stock of the Company is to be ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into four hundred and ninety (490) Preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each and five hundred (500) Common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The holders of Preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the Company, as a first charge, a cumulative preferential dividend at the rate of six per centum (6%) per annum on the capital at the time being paid up on such shares respectively.

The capital paid up on Preference shares shall not be liable to cancellation or redemption in respect of loss or depreciation. In the event of the winding up of the Company, the holders of Preference shares shall be entitled to have the surplus assets applied, first: in paying off the capital paid up on the Preference shares held by them respectively; secondly: in paying off the arrears, if any, of the preferential dividend to the commencement of the winding up, but thereafter they shall not participate in the residue, if any, of such surplus assets which shall remain after paying off the capital and arrears of dividends on Preferred shares.

All Preference shares shall be subject to redemption at any time at one hundred and five (105) and the Company may, at any time, redeem part of the Preference shares and not the whole issue. In the event of the Company desiring to redeem a part only of the issued Preferred shares and any Preference shareholder thereby becoming entitled to redemption of a fraction of a share, the Company shall not be bound to redeem or take into account such fraction of a share.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1925.

C. J. SIMARD,

2120

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de la Mine d'Amiante Boisvert, Limitée".

"La Compagnie de la Mine d'Amiante Boisvert, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Augustin Galipeau, commerçant, de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, Albert Valiquette, Frédéric Boisvert, Frédéric Sigouin, cultivateurs, et Ernest Galipeau, industriel, tous quatre de Saint-Calixte-de-Kilkenny, dans le district de Joliette, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1925, incorporating: Augustin Galipeau, trader, of the town of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, Albert Valiquette, Frederic Boisvert, Frédéric Sigouin, farmers, and Ernest Galipeau, industrial, all four of Saint Calixte de Kilkenny, in the district of Joliette, for the following purposes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Compagnie de la Mine d'Amiante Boisvert, Limitée", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Calixte, comté de Montcalm, dans le district de Joliette, chez M. Frédéric Boisvert.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril 1925.

2121 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Electrique de Ville-Marie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Bernardin Desrochers, employé civil, Dame Marie-Anne Gauthier, épouse séparée de biens du susdit Bernardin Desrochers, R.-Cecil Parker, comptable, Donat Goulet, avocat, et Albert Guay, notaire, tous du Village de Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, dans les buts suivants:

Construire, installer et maintenir une ou des lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique dans les comtés de Témiscamingue, Pontiac et Abitibi;

Construire, acquérir, louer, posséder, exploi-

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, ware-houses and stores necessary or useful to its operations;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the present section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "La Compagnie de la Mine d'Amiante Boisvert, Limitée", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Saint Calixte, county of Montcalm, in the district of Joliette, at Mr. Frederic Boisvert's house.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1925.

2122 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Electrique de Ville-Marie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1925, incorporating: Bernardin Desrochers, civic employee, Dame Marie Anne Gauthier, wife separated as to property of aforesaid Bernardin Desrochers, R. Cecil Parker, accountant, Donat Goulet, advocate, and Albert Guay, notary, all of the village of Ville Marie, in the county of Témiscamingue, for the following purposes:

To construct, install and maintain one or more lines for transmission and distribution of electric power in the counties of Témiscamingue, Pontiac and Abitibi;

To construct, acquire, lease, possess, exploit

ter et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour engendrer l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connue ou qui pourra être à l'avenir découverte.

Fabriquer, générer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, fournir à contrat et distribuer l'électricité, la force ou l'énergie électrique ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les comtés de Temiscamingue, de Pontiac et d'Abitibi;

Acquérir, posséder, louer ou autrement acquérir, exploiter et disposer de quelque manière que ce soit des pouvoirs hydrauliques et les développer;

Obtenir de toute municipalité ou personne comprise dans les comtés de Temiscamingue, Pontiac et Abitibi, des franchises exclusives pour l'installation et la transmission d'énergie électrique dans lesdits comtés;

Agir en général comme industriels, fabricants, manufacturiers, marchands, courtiers, agents en tout genre et pour toutes sortes d'objets en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Exercer tous autres industries ou commerces qui pourraient être jugés profitables ou avantageux pour la compagnie;

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement et détenir, posséder, utiliser, louer, charger, vendre, céder et autrement disposer et exploiter tous biens meubles et immeubles utiles aux fins de la compagnie et les payer en actions de la compagnie, acquittées en totalité ou en partie ou obligations de la compagnie;

Acquérir, et détenir des valeurs de toutes sortes mobilières et immobilières, pour dettes et engagements ou obligations encourus ou à encourir envers la compagnie dans la conduite de ses opérations et les décharger ou en disposer autrement;

Vendre, louer ou disposer autrement de la totalité ou de toute partie de l'entreprise de la compagnie et accepter en paiement complet ou partiel des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et les distribuer entre les actionnaires de la compagnie;

Acquérir toutes entreprises semblables à celle de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs de telle compagnie et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables dans l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

S'associer, s'unir, se fusionner ou autrement conclure des arrangements au sujet du partage des profits, des dépenses, des intérêts, des risques communs, des concessions réciproques ou pour toutes autres fins avec toutes personnes, sociétés, associations ou compagnies exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou commerce qui pourrait être susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir ou aider à la promotion de compagnies pour les fins ou de nature à profiter à la présente compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires et propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Ville-Marie, Limitée", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, actions communes.

and maintain shops or plants, machinery, apparatus and engines for generating gas, electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy now known or which may be discovered in the future;

To manufacture, generate, accumulate, transmit, utilize, sell, deal in, supply on contract and distribute electricity, electric or other power or energy provided such sale of light, heat and power be limited to the counties of Temiscamingue, of Pontiac and of Abitibi;

To acquire, possess, lease or otherwise acquire, exploit and dispose, in any manner whatever, of hydraulic power and to develop the same;

To obtain from any municipality or person, within the counties of Temiscamingue, Pontiac and Abitibi exclusive franchises for the installation and transmission of electric power in the said counties;

To act generally as makers, fabricators, manufacturers, merchants, brokers, agents for any purposes and objects connected with the purposes for which the company is incorporated;

To carry on any other industry or business that may be deemed profitable or advantageous for the company;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and hold, own, utilize, lease, change, sell, convey and otherwise dispose of and exploit any movable and immovable property useful for the purposes of the company, and pay for same with wholly or partly paid up shares or bonds of the company;

To acquire and hold movable and immovable securities of all kinds for liabilities or obligations incurred or to be incurred towards the company in the conduct of its business and to discharge or otherwise dispose of same;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company and to accept in full or part payment therefor shares bonds or other securities of any other company and to distribute same among the shareholders of the company;

To acquire any undertakings similar to those of the company, including the good-will, plant and powers of such company and to dispose of same as it may see fit;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments in the exercise of the powers of the company;

To enter into partnership, union or amalgamation or into other arrangements for sharing of profits or expenses, interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any persons, partnerships, associations or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote or assist in promoting any companies, for purposes calculated to benefit the present company;

To do all acts, exercise all powers and carry out all operations incidental or conducive to the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Compagnie Electrique de Ville-Marie, Limitée", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La valeur de chaque action sera de cent piastres (\$100.00) et le capital-actions ne comprendra que des actions communes ou ordinaires ayant une valeur au pair ou nominale, tel que susdit, de cent piastres (\$100.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2123 C.-J. SIMARD.

"La Propriété Immobilière, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Rémi Chevrier, agent, Eugène Simard, avocat, et Lucienne Gagnon, fille majeure et usant de ses droits, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme comptables-vérificateurs;
Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants;

Demander, rechercher, obtenir des informations sur l'état financier des individus, des compagnies, des corporations; communiquer telles informations à ses clients; préparer et vendre des rapports et des états à ce sujet;

Tenir une agence mercantile;

Acquérir, posséder, vendre des états ou rapports commerciaux; préparer et distribuer des journaux, circulaires, brochures, almanachs d'adresse, se rapportant à la situation financière et commerciale des individus et des corporations;

Tenir un bureau de recouvrement de créances;

Acheter et vendre des créances;

Promouvoir, organiser, régir tous commerces, toutes industries, toutes sociétés, toutes corporations;

Faire le commerce des valeurs mobilières, notamment des obligations, actions et autres titres;

Acheter, acquérir, posséder, donner, aliéner des actions, obligations, bons, débiteures ou autres titres émis par toutes personnes, individus ou corporations;

Acheter, acquérir, louer, donner, aliéner des marques de commerce et de fabrique, permis, brevets, dessins industriels, concessions, franchises et privilèges;

Faire affaires comme financiers, agents financiers ou courtiers, marchands ou agents à commission, marchands généraux, courtiers ou spéculateurs sur actions, obligations ou autres titres négociables, souscripteurs, organisateurs de compagnies ou d'autres affaires;

Fonder, organiser, aider à fonder ou à organiser des sociétés, compagnies ou corporations relativement à toutes affaires; prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, cautionnements, endossements, garanties ou autres titres, tous individus, sociétés, compagnies ou corporations;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces ou en nature, toutes propriétés de la compagnie, y compris ses propres actions, obligations ou valeurs, ainsi que les actions, ou obligations ou valeurs que la compagnie peut acquérir ou posséder;

Agir comme courtiers en immeubles;

Accepter, acheter, acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner, donner, échanger et hypothéquer toutes espèces de propriétés, mobilières ou immobilières;

The value of each share shall be one hundred dollars (\$100.00) and the capital stock shall consist only of common shares having a par value as aforesaid of one hundred dollars (\$100.00).

The head office of the company will be at Ville Marie, in the county of Témiscamingue, district of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1925.

C. J. SIMARD,
2124 Assistant Provincial Secretary.

"La Propriété Immobilière, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1925, incorporating: Remi Chevrier, agent, Eugène Simard, advocate, and Lucienne Gagnon, spinster and in the full exercise of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as auditors;

To act as agents for manufacturers, producers and traders;

To ask for, seek, obtain information respecting the financial standing of individuals, companies, corporations, distribute such informations to their clients, prepare and sell reports and statements with reference thereto;

To carry on a mercantile agency business;

To acquire, possess, sell commercial statements or reports, prepare and distribute newspapers, circulars, pamphlets, directories, respecting the commercial and financial standing of individuals and corporations;

To keep a collection office;

To purchase and sell credits;

To promote, organize, manage any trade, industry, society or corporation;

To deal in movable securities, specially bonds, shares and other stocks;

To purchase, acquire, possess, give, alienate shares, bonds, obligations, debentures or other securities issued by any persons, individuals or corporations;

To purchase, acquire, lease, give, alienate trade marks, trade names, licenses, patents, industrial designs, concessions, franchises and privileges;

To carry on business as financiers, financial agents or brokers, merchants or commission agents, general merchants, brokers or speculators in stocks, bonds or other negotiable instruments, underwriters and promoters of companies or other business;

To promote, organize, help to promote or organize societies, companies or corporations for all kinds of businesses, to raise or assist in raising money or to aid by way of bonus, loans, sureties, endorsements, security or other titles any individuals, partnerships, companies, corporations;

To distribute to the shareholders of the company, in specie or kind, any property of the company, including its own stocks and bonds or securities as well as the stocks, bonds or securities which the company may acquire or possess;

To act as real estate brokers;

To accept, purchase, acquire, possess, lease, operate, alienate, give, exchange and hypothecate all kinds of movable and immovable property;

Acquérir, acheter, posséder, exploiter, aliéner ou donner toutes promesses de vente d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que hypothèques, privilèges ou autres droits; agir comme spéculateurs sur les immeubles; acquérir, acheter, posséder, aliéner, donner ou échanger des terres et lots vacants; diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre; faire construire ou construire tous lots vacants ou toutes étendues de terre lui appartenant;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger et aliéner toutes propriétés mobilières et immobilières pour recouvrer des créances ou pour en faciliter et en assurer le paiement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre, aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, meubles ou immeubles;

Exercer l'industrie générale de camionneurs et expéditeurs;

Manufacturer, troquer et faire le commerce d'outils, instruments, voitures, camions, carrosses, véhicules-automobiles, et généralement de toutes sortes de véhicules d'été et d'hiver;

Manufacturer, acheter, louer ou autrement vendre, acquérir, arrenter, exploiter, faire circuler ou autrement disposer ou rendre profitable, et faire le commerce de moteurs et machines mus par la vapeur, l'électricité, l'explosion ou la combustion interne, l'air comprimé ou toutes autres énergies, taximètres, automobiles et toutes sortes d'autres véhicules ou moyens de transport, mus par la force motrice ou non, et employés ou pour être employés sur terre, sur l'eau ou dans l'air, ainsi que tous les accessoires et équipements s'y rattachant;

Mettre en service, pour le transport du fret, des voitures, des automobiles, des taxicabs, et autres véhicules-moteurs de tous genres, bateaux, automobiles, et généralement toutes sortes de moyens de transport, mécaniques ou non, de quelque genre que soit la force motrice;

Construire, aliéner, échanger et exploiter des garages et débarcadères, ateliers de réparations, boutiques, entrepôts, et magasins pour les fins susdites et pour l'utilité du public en général;

Construire, aliéner, échanger et exploiter tous genres de remises et étables; acheter, louer, échanger, acquérir, posséder, construire, aliéner et exploiter les biens ci-dessus mentionnés, de même que tous genres d'entrepôt pour recevoir et emmagasiner tous biens, meubles, effets et marchandises quelconques, et faire tous contrats à cette fin;

Construire, ériger, acquérir à un titre quelconque, exploiter et entretenir des installations à vapeur, réservoirs pour le gaz, la gasoline, le pétrole, et tous autres liquides ou explosifs, subordonnés à toutes les lois générales et règlements locaux à ce sujet, aux fins de produire la force motrice en rapport avec l'industrie de la compagnie;

Produire, manufacturer et fournir de l'électricité pour des fins de lumière, de chaleur, de force motrice, pour l'usage de la compagnie; construire, ériger, entretenir et mettre en service toutes machines pour produire de l'électricité pour les besoins de la compagnie;

Payer tous les déboursés relatifs à la promotion de la présente compagnie et à sa formation, ainsi que pour services rendus par les promoteurs ou par toutes autres personnes, soit en deniers comptants ou en actions acquittées, privilégiées et ordinaires, de la compagnie, ou les deux;

To acquire, purchase, possess, operate, alienate or give any promises of sale of real estate and any real rights upon immovables, such as hypothecs, privileges or other rights; to act as real estate speculators; to acquire, purchase, possess, alienate, give or exchange vacant lands and lots to divide into lots and prepare the cadastre of any tracts of land; to cause the building or build upon any vacant lots or any tracts of land belonging to the company;

To accept, possess, exploit, lease, exchange, sell and alienate movable and immovable property to recover credits or to facilitate and assure such recovery; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as security for existing debts, take, acquire, hold, exchange, sell, alienate property of all kinds, real or personal, movable or immovable;

To carry on a general cartage and forwarding business;

To manufacture, truck and deal in tools, instruments, vehicles, trucks, carriages, motor-vehicles and generally all kinds of summer and winter vehicles;

To manufacture, purchase, lease or otherwise sell, acquire, rent, operate, circulate or otherwise dispose of or render profitable and deal in motors and machinery driven by steam, electricity, internal explosion or combustion, compressed air or any other power, taxi-meters, automobiles and any other kinds of vehicles or conveyances, mechanically driven or not, and used or to be used on land, water, or in the air, as well as all accessories and equipment attached thereto;

To operate for the transportation of freight, carriages, automobiles, taxi-cabs and other motor-vehicles of all kinds, motor-boats and generally all sorts of conveyances, mechanically driven or not, and driven by any motor power whatsoever;

To construct, alienate, exchange and operate garages and landings, repair-shops, work-shops, warehouses and stores for the aforesaid purposes and for public use generally;

To construct, alienate, exchange and operate all kinds of stores and stables; to purchase, lease, exchange, acquire, possess, construct, alienate and operate the above mentioned property and also all kinds of warehouses, for receiving and storing any chattels, movables, goods and merchandise whatsoever, and to enter into any contracts in connection therewith;

To construct, erect, acquire under any title, operate and maintain steam plants, gas, gasoline, petroleum, reservoirs, and reservoirs for any other liquids or explosives, subject to all general laws and local by-laws on that behalf, for the production of motive power in connection with the business of the company;

To produce, manufacture, and supply electricity, for light, heat and motive power purposes for the use of the company; to construct, erect, maintain and operate any machinery for the production of electricity for the requirements of the company;

To pay all disbursements in connection with the promotion of the present company and its formation, as well as for services rendered by the promoters or by any other persons, either in cash or in paid up preferred or common shares or both;

Exercer toutes autres industries, manufacturières ou autres, que la compagnie croira capables d'être convenablement exercées en rapport avec l'industrie ci-dessus;

Faire toutes conventions et conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations, engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant; acquérir, posséder, vendre et aliéner des actions, obligations, bons, débetures et autres valeurs de toutes autres compagnies ou corporations;

Acquérir de toutes personnes, compagnies ou corporations, par achat, bail, ou autrement, le commerce, la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges, contrats, entreprises, associations, compagnies ou corporations exerçant un commerce semblable à celui; les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées, privilégiées et ordinaires, de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de tout ou partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie, moyennant le prix et aux conditions qu'elle jugera convenables;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugées convenables par la compagnie, notamment, par hypothèques sur ses biens, meubles ou immeubles, ou par dépôts, ou par émission d'obligations;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats, et autres instruments négociables et transportables;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de toutes marchandises, propriété mobilières ou immobilières, qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra, ou en paiement de tous frais, déboursés ou services, rendus ou futurs;

Faire toutes choses relatives aux entreprises de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de son objet; exercer toutes industries ou tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Vendre, céder et aliéner ses franchises, et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou partie d'icelles, à toutes personnes, compagnies ou corporations, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle jugera convenables, et particulièrement, pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telle compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "La Propriété Immobilière, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the above business;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and enterprises, reciprocal concession or co-operation with all persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or any industry which the present company is authorized to carry on, or into any enterprise conducive or incidental to the attainment of the purposes of the company;

To acquire, possess, sell and alienate stocks, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation;

To acquire from any person, company or corporation, by purchase, lease or otherwise, the business, movable or immovable property, assets, goodwill, rights, privileges, contracts, enterprises, associations, companies or corporations carrying on a business similar to the above; to pay for the same in cash or bonds or paid up preferred and common shares of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of all or any part of the business, property and enterprise of the company, at such price and for such conditions as the company may deem suitable;

To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business, at any times, and as often as the company will deem expedient, on such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, notably by hypothecs on the movable and immovable property, or by deposits or by the issue of bonds;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, obligations, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares of the company in payment of any merchandise, movable or immovable property which the company may or will hold, or for disbursements or services rendered or to be rendered;

To do all things relative to the business of the company, for the exercise of its trade and the realization of its purposes, to carry on any industry and trade capable of being carried jointly with the foregoing;

To sell, assign and alienate its franchises and part or all of the rights, privileges, powers possessed by the company, as well as its business or any part thereof, to any person, company or corporation, at such price and for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem suitable, and particularly for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of such companies;

To do and execute any other acts and things which may be useful or seem advantageous for the operations of the above undertakings, under the name of "La Propriété Immobilière, Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Ce capital-actions de neuf cent quatre-vingt-dix actions est fractionné en sept cent quarante actions privilégiées à dividende fixe, cumulatif et privilégié de huit pour cent (8%), et en deux cent cinquante actions ordinaires;

Les dites actions privilégiées et les dites actions ordinaires auront droit et seront sujettes respectivement aux préférences, priorités, droits, privilèges, restrictions et conditions ci-après énumérés, savoir:

(a) Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les profits nets de chaque année de la compagnie et avant paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires, un dividende fixe et privilégié de 8% par an, mais ils n'auront le droit de recevoir aucun autre dividende. Ce dividende fixe et privilégié sera payable trimestriellement les premiers octobre, janvier, avril et juillet de chaque année. Ce dividende sera cumulatif, c'est-à-dire, si les profits nets d'une année ne suffisent pas à le payer, aucun dividende sur les actions ordinaires ne pourra être payé avant que les arriérages de dividende sur les actions privilégiées aient été payés.

Les ajustements à faire quant aux dividendes ou à l'intérêt en vue des diverses dates des souscriptions et des divers montants payés sur les dites actions privilégiées, seront déterminés de temps à autre par règlements ou résolutions des directeurs de la compagnie, jusqu'à ce que l'émission totale des dites actions privilégiées soit faite et payée;

(b) La compagnie devra, par résolution du bureau de direction, nommer à Montréal un agent de transfert des actions de la compagnie, lequel agent de transfert pourra être un officier de la compagnie;

(c) La compagnie, sur résolution des directeurs, aura le droit en aucun temps et de temps à autre de racheter en tout ou en partie les dites actions privilégiées de gré à gré, à la bourse, ou autrement, au prix du marché ou à tout prix dont il pourra être convenu;

(d) La compagnie, sur résolution des directeurs, aura de plus le droit de racheter les dites actions privilégiées, en tout ou en partie, à chaque date fixée pour le paiement des dividendes, sur un avis de trente jours envoyé par lettre recommandée, à l'adresse des actionnaires telle qu'inscrité dans les livres de la compagnie, en payant aux porteurs des dites actions cent piastres (\$100.00) pour chaque action, avec en plus tous les dividendes accrus et non payés à la date du rachat;

(e) Les actions privilégiées de la compagnie seront divisées en séries comme suit: la série "A" comprendra cent cinquante actions remboursables le ou avant le 1er octobre 1930; la série "B" comprendra cent cinquante actions remboursables le ou avant le 1er octobre 1933; la série "C" comprendra deux cents actions remboursables le ou avant le 1er octobre 1935; et la série "D" comprendra deux cent quarante actions remboursables le ou avant le 1er octobre 1940; et la compagnie sera tenue et obligée d'opérer le rachat des dites actions privilégiées, le ou avant les dates ci-dessus, et les porteurs des dites actions privilégiées non rachetées aux diverses dates d'échéance précitées auront le droit d'en exiger le rachat aux dites dates, au prix de cent piastres (\$100.00) par action avec en plus tous les dividendes accrus et non payés aux dites dates;

This capital stock of nine hundred and ninety (990) shares is fractioned into seven hundred and forty (740) eight per cent (8%) fixed cumulative preferred shares and into two hundred and fifty (250) common shares;

The said preferred shares and the said common shares shall be entitled and shall be subject respectively to the priorities, rights, privileges, restrictions and conditions herein after enumerated, to wit:

(a) The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive, out of the net profits of each year of the company and before the payment of any dividends on the common shares, a fixed preferred dividend of 8% per annum, but they shall not be entitled to any other dividend; this fixed preferred dividend shall be payable quarterly the first of October, January, April and July of each year. Such dividend shall be cumulative, that is to say, if the net profits of any year are not sufficient to pay same, no dividend will be paid on the common shares before the arrears of the dividends on the preferred shares have been paid;

The adjustments to be made as to dividend or interest in view of the various dates of subscription and of the various amounts paid upon the said preferred shares shall be determined from time to time by by-laws or resolutions of the directors of the company, until such time as the total issue of the said preferred shares has been subscribed and paid for;

(b) The company shall, by a resolution of the board of directors, appoint at Montreal, a transfer agent of the shares of the company, which transfer agent may be an officer of the company;

(c) The company, by resolution of the directors, shall have the right at any time and from time to time to redeem in whole or in part the said preferred shares from hand to hand, at the stock exchange or otherwise, at the market price or at any such price as may be agreed upon;

(d) The company, upon resolution of the directors, shall also have the right to redeem the said preferred shares in whole or in part, on each date fixed for the payment of dividends, upon previous notice of thirty days sent by registered mail to the address of the shareholders as entered in the books of the company, by paying to the holders of such shares one hundred dollars (\$100.00) for each share, together with all accrued and unpaid dividends up to the date of such purchase;

(e) The preferred shares of the company shall be dividend into several classes as follows: Class "A" shall consist of one hundred and fifty (150) shares redeemable on or before the first of October, 1930; Class "B" shall consist of one hundred and fifty (150) shares redeemable on or before the first of October 1933; Class "C" shall consist of two hundred (200) shares redeemable on or before the first of October 1935, and Class "D" shall consist of two hundred and forty (240) shares redeemable on or before the first of October, 1940; and the company shall be bound and held to carry out the redemption of such preferred shares on or before the above dates and the holders of such preferred shares unredeemed on the various dates of maturity above mentioned shall have the right to exact the re-purchase thereof on the said dates, at the price of one hundred dollars (\$100.00) per share together with all accrued and unpaid dividends on said dates;

(f) Dans le cas de rachat partiel des dites actions privilégiées, en vertu du pouvoir mentionné au paragraphe (d) ci-dessus, la compagnie doit le faire par tirage au sort;

(g) Les porteurs d'actions privilégiées désignées pour rachat ou ayant droit au rachat devront présenter leurs certificats d'actions au bureau de la compagnie au jour fixé dans l'avis pour le remboursement, et les lui remettre sur paiement du prix de rachat; ces certificats seront ensuite annulés;

Les dividendes sur les dites actions privilégiées ainsi rachetées cesseront automatiquement à la date fixée pour le rachat, et les porteurs des dites actions ainsi rachetées n'auront plus dans la suite aucun droit contre la compagnie ni dans la compagnie, ni aucun autre droit, sauf celui de recevoir le paiement du prix de rachat, tel que décrit ci-dessus;

(h) Dans le cas de dissolution, liquidation ou banqueroute de la compagnie, ou dans les cas de distribution du capital de la compagnie en tout ou en partie, les porteurs des actions privilégiées auront le droit d'être colloqués par priorité et privilège sur tous les porteurs des autres actions, pour tous les dividendes accrus et non payés à la date du commencement de la dite dissolution, liquidation, banqueroute ou distribution du capital, qu'ils aient été déclarés ou non, et pour une somme de cent piastres (\$100.00) pour chacune des dites actions privilégiées détenues par eux;

(i) Les porteurs des actions privilégiées n'auront pas le droit de voter aux assemblées générales de la compagnie ou de ses actionnaires, sauf dans le cas où la compagnie désirerait émettre des obligations, et dans ce cas, il faudra obtenir le consentement des deux tiers des porteurs des dites actions privilégiées pour que la compagnie ait le droit d'émettre des obligations;

(j) Cependant, dans tous les cas où huit dividendes trimestriels sur les actions privilégiées seraient accrus et en souffrance, une assemblée générale de tous les porteurs d'actions privilégiées et ordinaires devra être tenue, après un avis semblable à celui prescrit par les règlements de la compagnie pour une assemblée spéciale d'actionnaires, si la demande en est faite par écrit par un porteur ou des porteurs représentant au moins dix pour cent (10%) des actions privilégiées alors émises et non rachetées, et est adressée au secrétaire de la compagnie à sa principale place d'affaires, et, dans le cas où la dite assemblée ne serait pas convoquée dans les vingt jours qui suivent, tout porteur ou tous porteurs représentant ce même pourcentage des actions privilégiées émises et non rachetées pourront convoquer la dite assemblée; lorsque la dite assemblée des porteurs des actions privilégiées et ordinaires sera tenue, les directeurs alors en fonction cesseront d'agir, et les porteurs des actions privilégiées nommeront à la dite assemblée deux directeurs, et les porteurs d'actions ordinaires nommeront l'autre directeur;

Les porteurs d'actions ordinaires n'auront plus ensuite le droit de voter sur aucune matière, sauf sur l'élection du directeur ci-dessus mentionné et de son successeur, et le droit de vote appartiendra aux porteurs d'actions privilégiées, mais les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas le pouvoir seuls d'adopter une ou des résolutions pour dissoudre, ou pour liquider la compagnie, ou pour la fusionner, ou pour mettre fin à ses opérations, ou pour abandonner son commerce, ou pour faire des entreprises nouvelles et

(f) In case only part of the said preferred shares are redeemed, by virtue of the powers mentioned in paragraph D aforesaid, the shares to be redeemed must be selected by lot.

(g) The holders of the preferred shares called for redemption or entitled to redemption must present their certificates of shares at the office of the company, on the day fixed in the notice of redemption, and remit same to the company upon payment of the price of redemption, such certificates being afterwards cancelled;

The dividends upon the said preferred shares thus redeemed shall cease automatically on the date fixed for such redemption and the holders of the said shares thus redeemed shall have no further right against the company or in the company or any other right, except the right to receive the payment of the purchase price, as stated above;

(h) In the case of dissolution, winding up or bankruptcy of the company or in the case of the distribution of the assets of the company, in whole or in part, the holders of the preferred shares shall be entitled to be collocated in priority and preference over all the holders of the other shares, for all accrued and unpaid dividends up to the date of commencement of said dissolution, winding up, bankruptcy or distribution of assets, whether declared or not, and for a sum of one hundred dollars (\$100.00) for each of said preferred shares held by them;

(i) The holders of the preferred shares shall have no right to vote at the general meeting of the company or its shareholders, except in the case if the company desire to issue bonds, and in such case the consent of two-thirds of the holders of said preferred shares must be obtained before the company shall be entitled to issue bonds;

(j) However, in all cases wherein eight quarterly dividends on the preferred shares shall accrue and be in arrears, a general meeting of all the holders of preferred and common shares must be held, after a notice similar to the one described by the by-laws of the company for a special meeting of the shareholders, if the demand therefor is made in writing by any holder or holders representing at least ten per cent (10%) of the preferred shares then outstanding and unredeemed, and is addressed to the secretary of the company at its head office, and in the case said meeting be not called within the following twenty days, any holder or holders representing the same percentage of preferred shares issued and unredeemed may call the said meeting; when the said meeting of the holders of the preferred and common shares is held, the directors then in office shall cease to act, and the holders of the said preferred shares shall appoint at the said meeting two directors and the holders of the common shares shall appoint the other director;

The holders of the common shares shall have no further right to vote on any matter, except for the election of the director above mentioned and of his successor, and the right to vote shall belong to the holders of preferred shares, but the holders of preferred shares shall not have alone the power to adopt any resolution or resolutions for the dissolution or winding up of the company, or for its amalgamation, or to terminate its operations, or to give up business, or to undertake new undertakings distinct

distinctes des opérations alors en cours de la compagnie, ou pour amender la charte de la compagnie, ou pour racheter les actions privilégiées, et le droit de vote des porteurs d'actions ordinaires ne sera pas suspendu sur toutes résolutions se rapportant à la dissolution, à la liquidation, à la fusion de la compagnie, à la cessation de ses affaires, à l'abandon de son commerce, à la fin de ses opérations à des entreprises nouvelles et distinctes des opérations alors en cours de la compagnie, à des amendements à la charte de la compagnie et au rachat des actions privilégiées;

Dès que tous les arrérages des dividendes auront été payés ou dès que les recettes actuelles et antérieures de la compagnie en justifieront en loi le paiement, le droit de vote cessera d'appartenir aux porteurs d'actions privilégiées et reviendra aux porteurs d'actions ordinaires. Une assemblée générale des porteurs d'actions ordinaires devra alors être tenue après un avis semblable à celui prescrit par les règlements de la compagnie pour une assemblée spéciale d'actionnaires, et si la dite assemblée n'est pas convoquée dans les vingt jours, elle pourra être convoquée par le directeur élu par les porteurs d'actions ordinaires, ou par un ou plusieurs porteurs d'actions ordinaires;

Lorsque cette assemblée sera tenue, les directeurs alors en fonction cesseront d'agir et les porteurs d'actions ordinaires procéderont immédiatement à l'élection d'un nouveau bureau de direction, et les porteurs d'actions privilégiées n'auront plus le droit de voter, sauf cependant dans le cas prévu au paragraphe "I" ci-dessus mentionné;

Dans le cas où le droit de vote serait remis aux porteurs d'actions ordinaires par suite du fait qu'il y aurait des fonds disponibles pour payer les arrérages des dividendes sur les actions privilégiées, si les directeurs élus à l'assemblée ci-dessus mentionnée des porteurs d'actions ordinaires ne paient pas, dans un délai de trois mois, les dits arrérages de dividendes sur les actions privilégiées, une nouvelle assemblée des porteurs d'actions privilégiées et ordinaires pourra être convoquée tel que ci-dessus mentionné, pour procéder de nouveau à l'élection d'un nouveau bureau mixte de direction, et le droit de vote appartiendra aux porteurs d'actions privilégiées, sujet aux termes, conditions et restrictions ci-dessus mentionnés;

Durant tout le temps que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau mixte de direction tel que ci-dessus prévu, toute vacance parmi les directeurs élus par les porteurs d'actions privilégiées sera comblée par l'autre directeur élu par eux et restant en charge, et toute vacance du poste de directeur élu par les porteurs d'actions ordinaires sera comblée par ces derniers sur réunion spéciale, tel que prévu dans les règlements de la compagnie;

(k) Dans aucun cas, aucun dividende quelconque ne pourra être déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie, à moins que et jusqu'à ce que tous les dividendes accumulés et arriérés sur les actions privilégiées aient été payés ou mis à part;

(l) Sur tous les points non prévus par les présentes, la compagnie pourra, en rapport avec les actions privilégiées, faire des règlements conformément à la loi et non incompatibles avec les présentes.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

from the operations then carried on by the company, or to amend the charter of the company or to redeem the preferred shares, and the right to vote of the holders of the common shares shall not be suspended upon any resolution relating to the dissolution, winding up or amalgamation of the company, the termination of its business, the giving up of its business, the closing up of its operations, new undertakings distinct from the operations then carried on by the company, amendments to the charter of the company and the redemption of the preferred shares;

As soon as all arrears of dividends have been paid, and as soon as the present and previous receipts of the company lawfully justify the payment thereof, the right to vote shall cease to belong to the holders of preferred shares and shall revert to the holders of common shares; a general meeting of the holders of the common shares shall then be held after a notice similar to the one prescribed by the by-laws of the company for the special meetings of the shareholders, and if the said meeting be not called within the twenty days following it may be called by the director elected by the holders of the common shares or by one or several holders of common shares;

When the meeting is held, the directors then in office shall relinquish office, and the holders of common shares shall immediately proceed to the election of a new board of directors and the holders of preferred shares shall have no further right to vote, save however the case provided for in paragraph I aforesaid;

In the case when the right to vote shall revert to the holders of common shares owing to the fact that there are available funds for the payment of arrears of dividends upon the preferred shares, if the directors elected at the above meeting of the holders of the common shares do not pay within a delay of three months the said arrears of dividends upon the preferred shares, a new meeting of the holders of preferred and common shares may be called as above mentioned, to proceed again to the election of a new mixed board of directors and the right to vote shall belong to the holders of preferred shares, subject to the above terms, conditions and restrictions;

During all the time that the affairs of the company shall be managed by a mixed board of directors as above provided for, any vacancy among the directors elected by the holders of preferred shares shall be filled by the other director elected by them, and in office, and any vacancy in the office of director elected by the holders of the common shares shall be filled by the latter, in special meeting assembled as provided in the by-laws of the company;

(k) In any case, no dividend whatsoever shall be declared or paid on the common shares of the company unless and until all accrued unpaid dividends on the preferred shares have been paid or set apart.

(l) Upon all points not provided for herein, the company may, with regards to the preferred shares, make by-laws in accordance with law and not inconsistent with these presents.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quatorzième jour d'avril. 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2125 C.-J. SIMARD.

"North Western Gold Mining & Exploring Co.,
Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1925, constituant en corporation: René Chênevert, Léopold Barry, avocats, Mario Lattoni, étudiant en droit, William Thuot, notaire public, et Edward Volkmar, agent, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour les mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ic eux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "North Western Gold Mining & Exploring Co., Limited", (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de soixante-quinze mille piastres

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of April, 1925.

C. J. SIMARD,
2126 Assistant Provincial Secretary.

"North Western Gold Mining & Exploring Co.,
Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1925, incorporating: René Chênevert, Leopold Barry, Advocates, Mario Lattoni, Law Student, William Thuot, Notary public, and Edward Volkmar, Agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use or such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures and other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "North Western Gold Mining & Exploring Co., Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00),

(\$75,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2127 C.-J. SIMARD.

"Quebec Southern Power Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Edmund Parker Dale Harris, Duncan Robinson Anderson, avocats, Mary Bradley, Margaret Hartley et Lilian-Margaret Gallagher, sténographes, ces trois dernières, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exploiter l'industrie d'une compagnie de lumière, chauffage et force motrice dans toutes ses spécialités, et acquérir, développer, produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre de l'électricité pour fins de chauffage, d'éclairage, de traction et de force motrice électriques, et pour fins industrielles et autres, et entreprendre et conclure tous contrats et conventions pour l'éclairage de cités, villes, rues, édifices et autres lieux, et pour l'approvisionnement d'éclairage et chauffage et force motrice électriques pour fins publiques et privées dans les districts de Terrebonne, Joliette, Moncalm et Hull;

Acquérir par achat, échange, licence, location ou autrement, et posséder, détenir et développer des forces hydrauliques, droits et privilèges hydrauliques; et faire, bâtir, construire, maintenir et mettre en œuvre des aqueducs, réservoirs, barrages, canaux, ponceaux, biez, conduites, tuyaux et autres dispositifs, et exécuter et faire tous autres travaux nécessaires ou appropriés pour développer, obtenir, emmagasiner, transmettre, vendre, livrer, mesurer et distribuer de l'eau et pour créer, maintenir et développer des forces hydrauliques, électriques ou autres forces mécaniques pour aucune des fins de la compagnie;

Souscrire ou acquérir par achat, échange ou autrement, et détenir et posséder des titres, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exécuté de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, récépéter avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Construire, acquérir, maintenir, exploiter, utiliser et conduire des usines, machinerie, appareils et dispositifs pour produire de la force et de l'énergie électrique, pneumatique.

divided into one thousand five hundred (1,500) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1925.

C. J. SIMARD,
2128 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Southern Power Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1925, incorporating: Edmund Parker Dale Harris, Duncan Robinson Anderson, Advocates, Mary Bradley, Margaret Hartley and Lilian Margaret Gallagher, Stenographers, these last three unmarried women of full age, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a light, heat and power company in all its branches, and to acquire, develop, generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes, and to undertake and enter into contracts and agreements for the lighting of cities, towns, streets, buildings and other places, and for the supply of electric light, heat and motive power and for any or all public and private purposes in the districts of Terrebonne, Joliette, Montcalm and Hull;

To acquire by purchase, exchange, license, lease or otherwise, and to own, hold and develop water powers, water rights and hydraulic privileges; and to make, build, construct, maintain and operate aqueducts, reservoirs, dams, canals, culverts, flumes, conduits, pipes and other appliances and to execute and do all other works and things necessary or convenient for developing, obtaining, storing, transmitting, selling, delivering, measuring and distributing water and for the creation, maintenance and development of hydraulic, electric or other mechanical power for any of the purposes of the company;

To subscribe for or acquire by purchase, exchange or otherwise, and to hold and own stocks, bonds, debentures or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To construct, acquire, maintain, operate, use and manage works, machinery, apparatus and appliances for the production of electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy, and to

hydraulique ou autre et acheter, louer ou autrement acquérir telle force, et en produire, la transmettre et distribuer;

Construire, maintenir et exploiter des lignes ou fils de transmission, poteaux, tours, tunnels, conduites et autres travaux s'y rattachant, ou avec d'autres conducteurs ou dispositifs pour conduire, transporter, fournir et recevoir de l'électricité, ou autre force ou énergie à ou de compagnie ou compagnies, personne ou personnes;

Acquérir par achat, échange, licence, location ou autrement, et posséder et développer toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, terrains, terres, lots de grève, forces hydrauliques, droits hydrauliques, droits riverains, privilèges hydrauliques et autres servitudes, droits, franchises et privilèges;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, produire, développer, transmettre, distribuer et disposer de gaz soit naturel ou artificiel, pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, et toutes sortes d'appareils et de matériaux qui s'y rapportent, et en disposer ainsi que de tous leurs produits et de leurs sous-produits;

Construire et acquérir, louer et exploiter des lignes de téléphone, acquérir et ériger tout le matériel l'outillage ou les appareils nécessaires et transmettre des messages sur lesdites lignes, et conclure des contrats ou conventions avec d'autres compagnies pour la réception et la transmission de messages à ou de lignes de raccordement;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, développer et exploiter des terres à bois et des concessions forestières de toutes sortes, et exploiter l'industrie du bois et du papier dans toutes ses spécialités, fabriquer et disposer de toutes sortes de bois de construction, bois, bois à pâte et papier et de leurs produits et sous-produits;

Acquérir, ériger, maintenir et exploiter des scieries, moulins à raboter, moulins à farine et toutes autres sortes de moulins et fabriques, soit actionnés par la force électrique, hydraulique, la vapeur ou autre force;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et généralement faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandise, et spécialement d'appareils, dynamos, générateurs, lampes et autres accessoires électriques;

Construire, maintenir et exploiter, sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie ou sur lesquels la compagnie peut acquérir des droits, des chemins de fer, tramways, embranchements et voies d'évitement, cours d'eau, quais, entrepôts et usines;

Acquérir, développer, maintenir, exécuter et jouir de concessions, licence, franchise, privilèges ou pouvoir se rapportant à la génération, l'accumulation, la distribution, l'usage et l'emploi d'énergie électrique, de force hydraulique, d'eau et de gaz;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement

purchase, lease or otherwise acquire such power and to generate, transmit and distribute the same;

To construct, maintain and operate transmission lines or wires, poles, towers, tunnels, conduits and other works wherewith or with other conductors or devices to conduct, convey, furnish or receive electricity or other power or energy to or from any company or companies, person or persons;

To acquire by purchase, exchange, license, lease or otherwise, and to own and develop all kinds of property, movable and immovable, lands, lots, water lots, water-powers, water rights, riparian rights, hydraulic privileges and other servitudes, rights, easements and privileges;

To manufacture, buy or otherwise acquire, produce, develop, transmit, distribute and dispose of gas, whether natural or artificial, for light, heat and power purposes, and all kinds of apparatus and supplies in connection therewith, and to dispose of the same or of any products or by-products thereof;

To construct, acquire, lease and operate lines of telephone, and to acquire, erect and maintain all necessary plant, equipment or apparatus, and to transmit messages over its said lines, and to enter into contracts and agreements with other companies for the reception and transmission of messages to and from connecting lines;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to develop and exploit timber lands and timber limits of all kinds, and to carry on the lumber and paper industry in all its branches, and to manufacture and dispose of all kinds of lumber, wood, pulp-wood and paper and the products or by-products thereof;

To acquire, erect, maintain and operate saw mills, planing mills, flour mills and all other kinds of mills and factories, whether operated by electric, hydraulic, steam or other power;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally in all kinds of goods, wares and merchandise, and especially electrical apparatus, dynamocs, generators, lamps and other appliances;

To construct, maintain and operate, on lands owned or controlled by the company or over which the company may acquire rights, railways, tramways, branches and sidings, water-courses, wharves, warehouses and works;

To acquire, develop, maintain, enjoy and carry out concessions, licenses, franchises, privileges or powers relating to the generation, accumulation, distribution, use and employment of electric energy, hydraulic power, water or gas;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire

tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent

any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or

ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Quebec Southern Power Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille (5,000) actions de stock privilégié d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00), et dix mille (10,000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$175,000.00;

Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié à un taux n'excédant pas sept pour cent (7%) par an sur le capital alors payé sur lesdites actions, lequel dividende sera cumulatif de la date de l'émission desdites actions, avant la déclaration ou le paiement sur les actions ordinaires ou sans valeur nominale au pair de la compagnie; et advenant toute liquidation de la compagnie, ou toute ventilation ou distribution, soit volontaire ou autrement, de l'actif de la compagnie, lesdites actions privilégiées seront remboursées à leur pleine valeur au pair de \$100 par action avec en plus les dividendes courus jusqu'à la date de telle ventilation ou distribution, avant le paiement d'aucune somme sur les actions ordinaires ou sans valeur nominale au pair;

Les actions privilégiées seront rachetables en totalité ou en partie, au gré de la compagnie, à toute échéance de dividende pour les fins de les retirer de la circulation, au taux de \$105 par action avec les dividendes courus jusqu'à la date du rachat;

Tous les autres profits de la compagnie disponibles pour la distribution de dividendes seront attribués aux actions ordinaires de la compagnie en cours, et lesdites actions ordinaires, advenant toute liquidation, ventilation ou distribution de l'actif de la compagnie, tel que mentionné plus haut, auront droit à tous autres biens et actifs disponibles après avoir satisfait auxdits droits des détenteurs desdites actions privilégiées en vertu de cette charte.

Les possesseurs et les détenteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie, excepté dans le cas et aussi longtemps que la compagnie fera défaut de payer huit dividendes trimestriels au taux de (7%) par année, sur telles actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1925.

2129 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

"Ramsay Glass Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Solon Eliasoph, Adolph Gordon, et Nathan Solomon, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents et commerçants en gros et en détail de toutes sortes de glaces et vitres, verres de fantaisie, mercure, miroirs et de tous articles de commerce de nature semblable ou autre:

Acquérir par achat, location, concession ou autrement des plantations, fabriques, franchises, et les exploiter et les développer;

Acquérir par achat, location ou autrement, ériger, construire, maintenir, exploiter, améliorer,

conduire to the attainment of the above objects under the name of "Quebec Southern Power Corporation".

The capital stock of the company is to consist of (5000) shares of preferred stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and (10,000) shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$175,000.00;

The said preferred shares shall be entitled to a preferential dividend at the rate of, but not exceeding seven per cent (7%) per annum on the capital for the time being paid up on such shares, cumulative from the date of the issue thereof, before any dividends are declared or paid upon the common or no par shares of the company; and upon any winding up of the company or any liquidation or distribution, whether voluntary or otherwise, of the assets of the company, the said preferred shares shall be entitled to be paid in full at their par value of \$100.00 per share and dividends accrued to the date of liquidation or distribution, before any amount is paid upon the common or no par value shares;

The preferred shares shall be redeemable in whole or in part, at the option of the company, on any dividend date for the purpose of being retired, at the sum of \$105.00 per share and dividends accrued to date of redemption;

All other profits of the company available for distribution in dividends shall be attributed to the outstanding common shares of the company, and the said common shares shall, upon any winding up, liquidation or distribution of the assets of the company, as aforesaid, be entitled to all other available property and assets, after satisfaction of the said rights of the holders of said preferred shares.

The owners and holders of said preferred shares shall have no right to vote at any meeting of the shareholders of the company, except in the event of and only so long as there shall be eight quarterly dividends at the rate of 7% per annum in arrears and unpaid thereon.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April 1925.

2130 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Ramsay Glass Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1925, incorporating: Solon Eliasoph, Adolph Gordon, and Nathan Solomon, all advocates, of the City and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, exporters, agents and wholesale and retail dealers in all kinds of plate and window glass, fancy glass, art lead, mirrors and all and any articles of commerce of a similar or other nature;

To acquire by purchase, lease, concession or otherwise, plantations, factories, franchises, and to work and develop the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve and

et faire le commerce d'immeubles, moulins, fabriques, entrepôts, édifices, maisons pour les employés et les autres personnes et travaux de toute description, et convertir et approprier tous terrains de la compagnie pour des chemins, édifices et autres commodités, et généralement améliorer et exploiter des terrains et propriétés:

Acquérir par achat, location ou autrement, et exploiter des magasins pour la vente d'aucun des produits de la compagnie, ou produits de nature semblable:

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables:

Émettre des récépissés négociables ou autrement pour des marchandises emmagasinées chez la compagnie; prêter des fonds à toute personne, firme ou compagnie avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, garantir leurs contrats ou leur aider autrement:

Souscrire, entreprendre, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, convertir et faire le commerce de titres, actions et valeurs de toutes sortes, de compagnies avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Emprunter des deniers de toute banque, personne, firme ou corporation, et donner les hypothèques ou garanties jugées convenables:

Prendre comme garantie de toutes dettes de la compagnie, des mortgages et hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie;

S'associer ou faire toute autre convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou la coopération avec toute personne ou firme, et promouvoir, aider à promouvoir, former ou organiser des compagnies, des syndicats ou autres sociétés de toutes sortes aux fins d'acquérir et d'entreprendre aucun des biens de cette compagnie ou l'avancement de ses objets ou pour toutes autres fins jugées utiles aux affaires que cette compagnie peut entreprendre;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou faire valoir autrement toutes concessions, droits, privilèges, marques de commerce, patentes, permis et franchises utiles ou convenables aux opérations de cette compagnie;

Acquérir toute entreprise ou commerce semblable en tout ou en partie à celui de la compagnie avec l'outillage, les marchandises en magasin, la clientèle, les marques de commerce, l'actif et les franchises de toutes sortes et exercer toute autre industrie qui peut être convenablement exercée en rapport avec aucun des objets précités, et les payer en deniers comptants, actions ou titres de la compagnie ou autrement;

Conclure toutes conventions avec toutes autorités municipales ou autres qui sembleront favoriser les objets de la compagnie, et obtenir de telles autorités tous droits, privilèges ou concessions que cette compagnie croira convenable d'obtenir, et mener à bonne fin, exercer et observer tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transporter, troquer, faire le commerce d'effets, articles et marchandises et propriétés de toutes classes et description;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'elle pour la considération que cette compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, titres ou valeurs de cette ou de toutes autres compagnies;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou au-

deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees, or others, and work of every description, and to convert and appropriate any lands of the Company for roads, buildings, and other conveniences, and generally to deal with and improve land and property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to operate stores to sell any of the products of the Company or products of a similar nature;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the Company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the Company may have business relations;

To subscribe for, to undertake, issue on commission, or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, any securities of all kinds, of companies with which this Company may have business relations;

To borrow money from any bank, person, firm or corporation and to give such hypothec or security as may be deemed fit;

To take as security for any debt of the Company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the Company;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnerships of all kinds, for the purpose of acquiring and undertaking any property of this Company or of advancing the objects thereof or for any other purposes which may be expedient for the business of the Company to enter into;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and franchises suitable or convenient for the business of the Company;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the Company together with the plant, stock in trade, good-will, trademarks, assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects, and to pay for the same in cash, shares or stock of the Company, or otherwise;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions which the Company may think advisable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description;

To sell or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such considerations as the Company may think fit, and in particular for shares, stock or securities of this or any other company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either

trement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rapportent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés;

Rémunérer en deniers comptants et, avec l'approbation des actionnaires, en actions ou titres ou de toute autre manière toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront considérés être distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie peut poursuivre ou exercer un quelconque ou plusieurs de tels objets, pouvoirs ou fins sans égard aux autres, et aucune clause ne sera limitée dans sa généralité ou interprétée autrement comme se rapportant à toute autre clause de tels objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Ramsay Glass Company, Limited." avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1925.

2131 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate by payment in cash, and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner, any person, firms or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company or any other securities of the Company or in the formation or promotion of the Company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the Company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the Company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Ramsay Glass Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, common stock.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1925.

2132 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Canadian International Paper Company".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 1 de la loi 15 George V, chapitre 93, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour d'avril 1925, à la compagnie "Saint-Maurice Lumber Company", changeant son nom en celui de "Canadian International Paper Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1925.

2133 Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

"Geo. Hall Coal & Shipping Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour d'avril 1925, à la compagnie dite "Geo. Hall Coal & Shipping Corporation", pour les fins suivantes:

a. Augmentant le capital-actions de la dite compagnie, étant le règlement No 10 de ses règlements, de la manière ci-après indiquée:

1. Le capital-actions de la compagnie est par le présent augmenté de la somme de deux millions quatre cent mille piastres (\$2,400,000.00) à la somme de cinq millions deux cent cinquante mille piastres (\$5,250,000.00) par une émission additionnelle de cinq cent mille piastres (\$500,000.00) de stock privilégié de deuxième série (divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, ayant le même rang et étant *pari passu* et sujet à tous les droits, privilèges, préférence,

Supplementary Letters Patent

"Canadian International Paper Company".

Notice is hereby given that under the provisions of article 1 of the Act 15 George V, chapter 93, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th of April, 1925, to the company St. Maurice Lumber Company, changing its name to that of "Canadian International Paper Company".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1925.

2134 ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

"Geo. Hall Coal & Shipping Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1925, to the company "Geo. Hall Coal & Shipping Corporation", for the following purposes:

a. To increase the capital stock of the said company, being By-law N. 10 of its By-laws, in the manner set forth:

1. That the capital stock of the company be, and the same is hereby increased from the sum of two million four hundred thousand dollars (\$2,400,000.00) to the sum of five million, two hundred and fifty thousand dollars (\$5,250,000.00) by the further issue of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) of Second Preference stock (divided into 5,000 shares of \$100.00 each), ranking equally with and *pari passu* to, and subject to all the rights, privileges, preferences,

droits de vote, restrictions et qualifications attachés à la présente émission de stock privilégié de deuxième série; et par l'émission additionnelle de deux millions trois cent cinquante mille piastres (\$2,350,000.00) de stock ordinaire, divisé en (23,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune;

2. Les nouvelles actions seront émises et réparties de la manière et dans la proportion que les directeurs de la compagnie jugeront à propos pour le bénéfice de la compagnie;

b. Amendant le paragraphe 5 du caractère particulier et des caractéristiques de protection des actions privilégiées de première et seconde séries de la compagnie, étant le règlement No 13 de ses règlements, de la manière suivante:

Le paragraphe 5 du caractère particulier et des caractéristiques de protection des actions privilégiées de première série est abrogé et remplacé par le suivant:

"5. Les détenteurs d'aucune des actions privilégiées de première série auront aussi le droit de recevoir de la compagnie quatre pour cent (4%) sur le montant total des dividendes reçus sur telles actions, ledit quatre pour cent (4%) étant une contribution additionnelle faite par la compagnie pour payer l'impôt du revenu sur tels dividendes";

Et le paragraphe 5 du caractère particulier et des caractéristiques de protection des actions privilégiées de deuxième série est abrogé et remplacé par le suivant:

"5. Les détenteurs des actions privilégiées de deuxième série auront aussi le droit de recevoir de la compagnie quatre pour cent (4%) sur le montant des dividendes reçus sur telles actions, ledit quatre pour cent (4%) étant une contribution additionnelle faite par la compagnie pour payer l'impôt du revenu sur tels dividendes";

c. Pour mieux définir les pouvoirs d'emprunt de ladite compagnie, étant un règlement portant le No 14 de ses règlements, de la manière suivante:

Aucune dette hypothécaire ou obligataire ne sera créée par la compagnie sans l'autorisation et le consentement des détenteurs des deux-tiers en valeur des actions privilégiées de la compagnie de première et de seconde séries en cours, obtenus à une assemblée générale spéciale des détenteurs des dites actions privilégiées de première et de seconde séries, dûment convoquée aux fins d'obtenir tel consentement et autorisation, pourvu toutefois que tel consentement et telle autorisation des détenteurs d'actions privilégiées de première et de seconde série ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie de ses banquiers ou autrement dans le cours ordinaire de ses opérations, et ne s'appliquent pas aussi à l'achat de vaisseaux additionnels qui ont été maintenant achetés ou pour lesquels elle a donné des contrats ou qui seront achetés dans l'avenir ou pour lesquels elle donnera des contrats, sujet aux liens existants, ou que cette compagnie pourra acheter en donnant une hypothèque ou des hypothèques sur tels vaisseaux, ou autres propriétés ainsi achetées ou pour lesquels elle a donné des contrats, dans le but d'obtenir des fonds pour tel achat particulier.

Daté du bureau du secrétaire de la province, à Montréal, ce onzième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2135 C.-J. SIMARD.

voting powers, restrictions and qualifications attaching to the present authorized issue of Second Preference stock; and by the further issue of two million, three hundred and fifty thousand dollars (\$2,350,000.00) of Common Stock, divided into 23,500 shares of \$100.00 each;

2. That the new shares be issued and allotted in such manner and in such proportion as the directors of the company may deem proper for the benefit of the company;

b. To amend paragraph 5 of the Particular Character and Protective Features of the First and Second Preference Stock of the said Company, being By-law No. 13 of its By-laws, in the manner set forth:

That Paragraph 5 of the Particular Character and Protective Features of the First Preference Stock be cancelled, and the following Paragraph substituted therefor:

"5. The holders of any of the First Preference shares shall also be entitled to receive from the company four per cent (4%) on the amount of the dividends received thereon, said four per cent (4%) being an additional contribution by the company towards the income tax thereon";

And that paragraph 5 of the Particular Character and Protective Features of the Second Preference Stock be cancelled and the following paragraph substituted therefor:

"5. The holders of any of the Second Preference shares shall also be entitled to receive from the company four per cent (4%) on the amount of the dividends received thereon, said four per cent (4%) being an additional contribution by the company towards the income tax thereon";

c. To further define the borrowing powers of the said company, being known as By-law No. 14 of its By-laws, in the manner set forth:

That no mortgages or bonded indebtedness shall be created by the company without the authorization and consent of the holders of two-thirds in value of the outstanding First and Second Preference Stock of the company, obtained at a special general meeting of the holders of said First and Second Preference Stock, duly called for the purpose of giving such consent and authorization, provided, however, that such consent and authorization of the holders of First and Second Preference Stock shall not be applicable to borrowings by the company from its bankers or otherwise in the ordinary course of business, nor shall it be applicable to the purchase of additional vessels or other property which have now been bought or contracted for, or may hereafter be bought or contracted for, subject to existing encumbrances, or which may be bought by the Corporation giving a mortgage or mortgages on such vessels or other property so bought or contracted for, for the purpose of financing that particular purchase.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the eleventh day of April, 1925.

C. J. SIMARD,
2136 Assistant Provincial Secretary

Département de la colonisation, des
mines et des pêcheries

Department of Colonization, Mines
and Fisheries

ORDONNANCE pour la fermeture des routes entre les lots 41 et 42 du rang III et 42 et 43 du rang IV du canton de Taché, dans le comté de Chicoutimi.

ORDER for the closing of the by-roads between lots 41 and 42 of range III and 42 and 43 of range IV of the township of Taché, in the county of Chicoutimi.

ATTENDU que le conseil municipal du canton de Taché, en vertu du règlement No 10 adopté le sixième jour d'avril, 1925, demande la fermeture des routes entre les lots 41 et 42 du rang III et 42 et 43 du rang IV du canton de Taché, copie de ladite résolution ayant été déposée dans les archives du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries sous le No 2/110 des lettres reçues pour l'année 1925;

WHEREAS the municipal council of the township of Taché, by virtue of by-law No. 10 adopted the sixth day of April, 1925, makes application for the closing of the by-roads between lots 41 and 42 of range III and 42 and 43 of range IV of the township of Taché, copy of said resolution being filed in the archives of the Department of Colonization, of Mines and Fisheries under No. 2/110 of Letters-Received for the year 1925;

ATTENDU que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que ces routes sont devenues une charge trop lourde pour la municipalité et qu'elles ont été remplacées par une autre;

WHEREAS the reason brought forth to the support of said application is that such by-roads have become useless, having been replaced by another;

ATTENDU qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ces routes ne peuvent être fermées sans une autorisation du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés;

WHEREAS it is advisable to grant said application and that under article 2065 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, such by-roads cannot be closed without an order from the Department of Colonization, Mines and Fisheries, Government moneys having been expended thereon;

EN CONSÉQUENCE, pour me conformer au désir du conseil municipal du canton de Taché, dans le comté de Chicoutimi, j'autorise la fermeture des routes plus haut mentionnées, et ordonne que les terrains qu'elles occupent retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

THEREFORE, to comply with the desire of the municipal council of the township of Taché, in the county of Chicoutimi, I do authorize the closing of the above by-roads and order that the lands they occupy revert to their former proprietors and successors.

Le Sous-Ministre,
L.-A. RICHARD.

Quebec, April 23, 1925.

L. A. RICHARD,
Deputy Minister.

Québec, le 23 avril, 1925.

2151

2152

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

1498-20.

Québec, le 24 avril 1925.

Demande est faite d'unir les municipalités scolaires de Shawville et Clarendon, toutes deux dans le comté de Pontiac, sous le nom de "La Municipalité scolaire de Clarendon". 2155-18-2

1498-20.

Quebec, April 24th, 1925.

Application is made to unite the school municipalities of Shawville and Clarendon, both in the county of Pontiac, under the name of "The School Municipality of Clarendon". 2156-18-2

No 97-25

Québec, 23 avril 1925.

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de la "Paroisse de Saint-Benoît", publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 4 avril 1925, à la page 1218, à la quatrième ligne, après le mot Saint-Benoît, ajouter "village". 2177

No. 97-25

Quebec, April 23rd, 1925.

In the notice concerning the school municipality of the "Parish of Saint Benoît", published in the *Quebec Official Gazette*, of the 4th of April, 1925, at the page 1218, at the fourth line, after the word Saint Benoît, add "village". 2178

No 507-24

Québec, 27 avril 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 avril 1925, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-Kildare, comté de Joliette, le lot No 352 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, et de l'annexer à la municipalité scolaire de "Grand-Rang-de-Sainte-Mélanie", même comté. 2179

No. 507-24

Quebec, April 27, 1925.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 24th of April, 1925, to detach from the school-municipality of Saint Ambroise de Kildare, county of Joliette, the lot number 352 of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare, and to annex it to the school municipality of Grand Rang of Sainte Melanie, same county. 2180

661-22

Québec, 27 avril, 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 avril 1925, de changer le nom de la municipalité scolaire de Sainte-Chantal, comté de Jacques-Cartier, en celui de "Sainte-Jeanne-de-Chantal". 2181

661-22

Quebec, April 27th., 1925.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 24th. of April, 1925, to change the name of the municipality of Ste Chantal, county of Jacques Cartier, to that of "Sainte Jeanne de Chantal". 2182

1793-24

Québec, 27 avril 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 avril 1925, de détacher de la municipalité scolaire de Val-Brillant, comté de Matapédia, les lots Nos 233 à 236 inclusivement du rang 2 de la seigneurie du Lac-Matapédia; les lots Nos 385 à 387 inclusivement du rang 3 de la même seigneurie, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sayabec, même comté.

2183

1793-24

Quebec, 27th April, 1925.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 24th. of April, 1925, to detach from the school municipality of Val Brilliant, county of Matapédia, the lots Nos. 233 to 236 inclusively, of the 2nd range of the seigniorie of Lake Matapédia; the lots Nos. 385 to 387 inclusively of range 3 of the same seigniorie, and to annex them to the school municipality of "Sayabec", same county.

2184

42-25

Québec, 27 avril 1925.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 24 avril 1925, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Villeroiy", dans le comté de Lotbinière, tous les lots des rangs 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de la seigneurie de Saint-Jean-Deschaillons, ce territoire ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

2185

42-25

Quebec, April 27th, 1925.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 24th of April, 1925, to erect into a separate school municipality, under the name of "Villeroiy", in the county of Lotbinière, all the lots contained in ranges 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19 of the seigniorie of Saint Jean Deschaillons. This territory presently forms part of no organized school-municipality.

2186

No 132-25.

Québec, 17 avril 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lacolle, comté de Saint-Jean, les lots Nos 168, 170 à 173 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, même comté, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Cyprien, dans le comté de Napierville.

2057-17-2

No. 132-25.

Quebec, April 17th, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Lacolle, county of Saint John, the lots Nos. 168, 170 to 173 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint Bernard de Lacolle, same county, and to annex them to the school municipality of Saint Cyprien, in the county of Napierville.

2058-17-2

No 289-25

Québec, 16 avril 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure, tout le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Siméon, même comté.

Ce territoire est borné et limité comme suit:

Vers le nord-ouest, la ligne séparant le lot primitif No 40 du lot No 41, dans le 1er rang, et celles entre les lots primitifs 15 et 16, dans les 2, 3, 4èmes rangs; au sud-est, les lots Nos 211, 664, 952 et la moitié sud-est de 819; au sud-ouest, la Baie-des-Chaleurs, et au nord-est, le 5ème rang, sur les largeurs, telles que respectivement déterminées par les deux bornes précédentes.

2059-17-2

No 289-25

Quebec, April 16th, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles de Caplan, county of Bonaventure, all the territory hereunder described, and to annex it to the school municipality of Saint Siméon, same county.

This territory is bounded and limited as follows:

To the northwest, the line dividing original lot No. 40 from lot No. 41, in the 1st range, and those between original lots 15 and 16, in the 2nd, 3rd and 4th ranges; to the southeast, the lots Nos. 211, 664, 952 and the southeast half of 819; to the southwest, the Bay of Chaleurs, and to the northeast, the 5th range, on such widths as are respectively determined by the two preceding boundaries.

2060-17-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Lumbermen's Mutual Casualty Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance automobile, le et après ce premier jour d'avril, 1925.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Alfred Richard, 50 Edifice Beardmore, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour d'avril, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J. A. PARADIS.

Département du trésor,

Branche des assurances, Québec, P. Q.

2137-18-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Lumbermen's Mutual Casualty Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Automobile Insurance, on and after this first day of April, 1925.

The name and address of the chief agent for the province of Quebec are: Alfred Richard, 50 Beardmore Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADS,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch, Quebec, P. Q.

2138-18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Phoenix Insurance Company of Hartford", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé permettant en plus l'assurance automobile (ne comprenant pas les dommages causés par les blessures à la personne) grêle, contre les dégâts causés par arrosiers automatiques, ouragan et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2139—18-2

Avis est par le présent donné que "The British Law Insurance Company, Limited", a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce premier jour d'avril, 1925.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: M. W.-B. Colley, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S.R. P. Q., 1909, ce premier jour d'avril, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Département du trésor,

Branche des assurances, Québec, P. Q.

2141—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à "The Equitable Fire and Marine Insurance Company", l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, explosion, automobile (ne comprenant pas l'assurance contre les pertes causées par blessures personnelles), a été amendé, permettant en plus l'assurance contre la grêle, contre les dégâts causés par arrosiers automatiques et contre les ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2143—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Connecticut Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre la grêle, contre les dégâts causés par arrosiers automatiques, ouragan et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "Phoenix Insurance Company of Hartford", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Automobile Insurance (excluding Insurance against loss by reason of bodily injury to the person) hail, sprinkler leakage, tornado Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS.

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2140—18-2

Notice is hereby given that "The British Law Insurance Company, Limited", has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this First day of April, 1925.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: Mr. W. B. Colley, 17 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS.

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2142—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Equitable Fire and Marine Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Explosion, Automobile (Excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person), has been extended to include Hail, Sprinkler Leakage and Tornado Insurance, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS.

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2144—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Connecticut Fire Insurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Hail, Sprinkler Leakage, Tornado Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant.
J. A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2145—18-2

Avis est par le présent donné que "The Laurentian Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce premier jour d'avril, 1925.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Mr Alan-Judah Hart, 138 rue Notre-Dame ouest, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S.R.F.C., 1909, ce premier jour d'avril, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Département du Trésor,

Branche des Assurances,

Québec, P. Q.

2147—18-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Westchester Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et explosion, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre la grêle, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et ouragan, le et après ce trente et unième jour de mars, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P.Q.

2149—18-2

Avis de formation de Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le comté de Kamouraska, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 57 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscription et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$124,600.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingtième jour d'avril, mil neuf cent vingt-cinq.

SIMEON BELANGER,

Président.

EUSEBE LANDRY,

Secrétaire.

2157

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Sea Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce vingt-huitième jour d'avril, 1925.

Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch.

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2146—18-2

Notice is hereby given that "The Laurentian Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire insurance, on and after this first day of April, 1925.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Mr Alan Judah Hart, 138 Notre Dame Street West, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch,

Quebec, P.Q.

2148—18-2

Notice is hereby given that the certificate of Registry issued to "The Westchester Fire Insurance Company," authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire and explosion insurance, has been extended to include hail, sprinkler leakage and tornado insurance, on and after this thirty-first day of March, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of March, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

2150—18-2

Notice of formation of a Mutual Fire Insurance Company.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Alexandre", in the county of Kamouraska, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of Quebec, 1909, and that 57 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to take insurance for a total amount of \$124,600.00.

Given pursuant to the article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty five.

SIMEON BELANGER,

President.

EUSEBE LANDRY,

Secretary.

2158

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Sea Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this twenty eighth day of April, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-huitième jour d'avril, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2171—18-2

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty eighth day of April, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2172—18-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The British Colonial Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre l'ouragan, le et après ce vingt-huitième jour d'avril, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-huitième jour d'avril 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2173—18-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The British Colonial Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Sprinkler Leakage and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Tornado Insurance, on and after this twenty eighth day of April, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-eighth day of April, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

2174—18-2

Département de la Voirie

DECRET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL.

No 649.

24 avril 1925.

ROUTE RICHMOND-YAMASKA

A l'avenir, les chemins suivants feront partie de la route régionale connue sous le nom de:

Route Richmond-Yamaska

savoir:

Dans le comté de Richmond:

Dans la municipalité de la ville de Drummondville:

La rue Hemmings, aussi désignée sous le nom de rue Principale, depuis l'intersection de la rue Lindsay jusqu'à la rue Hériot;

La rue Hériot, depuis la rue Hemmings jusqu'à la rue Lowring.

2153

Road Department

ORDER OF THE LIEUTENANT GOVERNOR IN COUNCIL

No. 649.

April 24, 1925.

RICHMOND-YAMASKA HIGHWAY

In the future, the following roads shall form part of the Regional highway known under the name of:

Richmond-Yamaska Highway

to wit:

In the county of Richmond:

In the municipality of the town of Drummondville:

Hemmings Street, also known under the name of Main Street, from the intersection of Lindsay Street to Heriot Street;

Hériot Street, from Hemmings Street to Lowring Street.

2154

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans la province, sous le nom de "Les producteurs de sucre d'érable de Québec", et que son principal siège d'affaires est en la cité de Québec.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture, ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the Province, under the name of "Les Producteurs de sucre d'érable de Québec", with its chief place of business in the city of Quebec.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, 25 avril 1925. 2217

The Minister authorizes the formation of this Association.

Dated at Quebec, April 25th, 1925.
J. ANTONIO GRENIER,
2218 Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparations de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5209.

Dame Anna Lobel, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Berman, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Maurice Berman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 24 avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2167-18-5 ISIDORE POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 299.

Dame Gertrude Luber, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Adelman, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Harry Adelman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 24 avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2169-18-5 ISIDORE POPLIGER.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 615. Dame Gilberte Bacon, épouse commune en biens de Ludger Permentier, restaurateur, des cités et district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ludger Permentier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2219-18-5 ROSAIRE MARCOTTE.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 198. Dame Delvina Tanguay, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, épouse commune en biens de Moïse-J. Beaudin, bourgeois, du même lieu, dit district, ladite Dame Delvina Tanguay dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Moïse-J. Beaudin, bourgeois, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, défendeur; et "City Water Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Coaticook, district de Saint-François, tiers-saisie.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24ième jour d'avril 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2221-18-5 RIOUX & FORTIER.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 2409. Dame Aldina Turcot, de la ville de Saint-Michel-de-Laval, district de Montréal, épouse commune en biens de Edouard Saint-Maurice, laitier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette cour en date du 1er avril, 1925, demanderesse; vs Le dit Edouard Saint-Maurice, laitier, du même lieu, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5209.

Dame Anna Lobel, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Maurice Berman, merchant, of the same place, plaintiff; vs Maurice Berman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, April 24, 1925.

ISIDORE POPLIGER,
2168-18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 299.

Dame Gertrude Luber, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Harry Adelman, merchant, of the same place, plaintiff; vs Harry Adelman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, April 24, 1925.

ISIDORE POPLIGER,
2170-18-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 615. Dame Gilberte Bacon, wife common as to property of Ludger Permentier, restaurateur, of the city and district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Ludger Permentier, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 26th March, 1925.

ROSAIRE MARCOTTE,
2220-18-5 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 198. Dame Delvina Tanguay, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, wife common as to property of Moïse J. Beaudin, bourgeois, of the same place, said district, the said Dame Delvina Tanguay duly authorized à ester en justice for the purposes of these presents, plaintiff; vs Moïse J. Beaudin, bourgeois, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, defendant; and "City Water Company, Limited", a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Coaticook, district of Saint Francis, garnishee.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 24th day of April, 1925.

RIOUX & FORTIER,
2222-18-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2409. Dame Aldina Turcot, of the town of Saint Michel de Laval, district of Montreal, wife common as to property of Edouard Saint Maurice, milkman, of the same place, duly authorized à ester en justice under a judgment of this Court, rendered on the 1st of April, 1925, plaintiff; vs The said Edouard Saint-Maurice, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le 9 avril, 1925.

Montréal, 18 avril, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & LABELLE.

2045—17-5

Canada, Province de Québec, district de Hull, Cour Supérieure. No. Dame Anastasie Lacombe, épouse commune en biens de Adrien Bergeron, imprimeur, des cité et district de Hull, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; contre le dit Adrien Bergeron, imprimeur, des cité et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour d'avril 1925.

Hull, le 18 avril, 1925.

J.-WILFRID SAINTE-MARIE,

2049—17-5 Procureur de la demanderesse.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 73.

Dame Lumina Saint Ours, épouse commune en biens de Elmer Rupert, agent, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Elmer Rupert, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 8 avril 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVERY & DEMERS.

Montréal, 8 avril 1925. 1931—16-5

PROCÉDURE SOMMAIRE.

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dans la Cour supérieure, No 165.

Dame Marie-Louise Turcotte, du canton de Stanstead, épouse de Alphège Chauvette, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alphège Chauvette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatorzième jour du mois d'avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,
EUGENE SAINT-PIERRE.

Sherbrooke, ce 14 avril 1925. 1961—16-5

District de Montréal, Cour supérieure, No 4995. Dame Maude Anna Derosia, épouse commune en biens de Ian McLeish, professeur, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée par jugement de la Cour supérieure, rendu le 20ième jour de mars, A. D., 1925, demanderesse; vs Ian McLeish, professeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 ième jour de mars 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
1789—15-5 COONAN & PLIMSOLL.

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, No 715. Blanche Hovington, de La Reine, demanderesse; vs Ludger Marcoux, de La Reine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 31 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1805—15-5 WILLIAM PARADIS.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 9th of April 1925.

Montreal, 18th April, 1925.

BEAUREGARD & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.

2046—17-5

Canada, province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. Dame Anastasie Lacombe, wife common as to property of Adrien Bergeron, printer, of the city and district of Hull, duly authorized to proceed at law, plaintiff; against The said Adrien Bergeron, printer, of the city and district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth day of April, 1925.

Hull, April 18th, 1925.

J. WILFRID SAINTE MARIE,

2050—17-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 73.

Dame Lumina Saint Ours, wife common as to property of Elmer Rupert, agent, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester in justice, plaintiff; vs The said Elmer Rupert, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, on the 8th day of April, 1925.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th April 1925. 1932—16-5

SUMMARY PROCEDURE.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. In the Superior Court. No. 165.

Dame Marie Louise Turcotte, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, wife of Alphège Chauvette, of the township of Stanstead, district of Saint Francis, farmer, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Alphège Chauvette, Defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case, this fourteenth day of April 1925.

EUGENE SAINT-PIERRE,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, this 14th day of April, 1925.
1962—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4995. Dame Maude Anna Derosia, wife common as to property of Ian McLeish, professor, of the city and district of Montreal, and duly authorized hereto by judgment of the Superior Court, rendered on the 20th day of March, A. D., 1925, plaintiff; vs Ian McLeish, professor, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st of March, 1925.

COONAN & PLIMSOLL,
Attorneys for plaintiff.

1790—15-5

Canada, Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. 715. Blanche Hovington, of La Reine, plaintiff; vs Ludger Marcoux, of La Reine, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 31st of March, 1925.

WILLIAM PARADIS,
Attorney for plaintiff.

1806—15-5

Avis divers

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295-A des Statuts refondus, 1909, que "Quebec Development Company, Limited", corporation incorporée en vertu de la Loi des Compagnies du Canada, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, dans la province de Québec, se propose de faire faire et de construire des digues, une usine génératrice, un canal et tous autres travaux nécessaires pour le développement du pouvoir d'eau qui lui appartient et connu sous le nom de Shipshaw, ces travaux devant être faits sur et le long de la rivière Saguenay depuis près de la Chute à Caron jusqu'à près l'embouchure de la rivière Shipshaw, en front et à travers des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Jonquière, comme les Nos 17-a, 17-b, 18, 19-a, 19-b, et 20, et en front et à travers des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Simard, sous les Nos 17-a, 18-a, 18-a-1, 19-a, 19-a-1, 20-a, 20-a-1, 21, 21-a, 22, 23, 24-a, 24-b, 25, 26 et 27.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du Comté de Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Daté à Québec ce 22ème jour d'avril 1925.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

par l'assistant secrétaire,

2061—17-5

H.-L. STAVELEY.

Miscellaneous Notices

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295-A of the Revised Statutes, 1909, that Quebec Development Company, Limited, a corporation organized under the Canada Companies' Act, with its principal office in the city of Quebec, province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed and to construct dams, power-house, canal and all other works for the development of its water power known as "Shipshaw Development", the said works to be built in and along the Saguenay River, from near Chute à Caron to near the mouth of the Shipshaw River, in front of and across lots known and designated on the official plan and book of reference for the township of Jonquière, as numbers 17-a, 17-b, 18, 19-a, 19-b, and 20, and in front of and across lots known and designated on the official plan and book of reference for the township of Simard, as numbers 17-a, 18-a, 18-a-1, 19-a, 19-a-1, 20-a, 20-a-1, 21, 21-a, 22, 23, 24-a, 24-b, 25, 26 and 27.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan and specifications of such works shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the date following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Quebec, this 22nd day of April 1925.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED,

per H. L. STAVELEY.

Assistant-Secretary.

2062—17-5

Assemblée

SCOTTISH TRUST COMPANY.

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée des actionnaires de la compagnie dite "Scottish Trust Company", sera tenue en la cité de Montréal, au No 110 rue Windsor, vendredi, le quinzième jour de mai 1925, conformément aux dispositions de la section 11 de la Loi d'incorporation, étant 8 Edouard VII, ch. 119.

J.-P.-B. CASGRAIN,
AIME GEOFFRION,
NARCISSE PERODEAU,
JOHN-GEORGE PYKE.

2189

Meeting

SCOTTISH TRUST COMPANY.

Notice is hereby given that a meeting of the shareholders of the "Scottish Trust Company" will be held in the city of Montreal, at 110 Windsor Street, on Friday, the fifteenth day of May, 1925, in accordance with section 11 of the Act of Incorporation, being 8 Edward VII, ch. 119.

J. P. B. CASGRAIN,
AIME GEOFFRION,
NARCISSE PERODEAU,
JOHN GEORGE PYKE.

2190

Chartes :—Abandon de

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 5973-A-D de la loi des compagnies de Québec, que La Lithographie du Peuple, Ltée, demandera l'abandon de sa charte.

Québec, 27 Avril, 1925.

Le secrétaire,

J.-H. SAINT-CYR.

2161

Charters :—Surrender of

Notice is hereby given, in accordance with article 5973-A-D of the Quebec Companies' Act, that "La Lithographie du Peuple, Ltée", will make application for the surrender of its charter.

Québec, April 27, 1925.

J. H. SAINT-CYR,

Secretary.

2162

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "The Lacolle Brokerage Company, Limited," constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 11 mars 1922, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

F.-G. BUSH.
2163

Montreal, 27 avril 1925.

Notice is hereby given that The Lacolle Brokerage Company, Limited, incorporated by letters patent of the province of Quebec, dated 11th March, 1922, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

F. G. BUSH.
2164

Montreal, 27th April, 1925.

Bureau-chef

Canada, province de Québec.

"COTE'S ECONOMIC ROSSER, LIMITED".

Avis re: Bureau Principal.

Avis est donné que la compagnie "Côté's Economic Rosser, Limited," constituée en corporation par lettres patentes de cette province en date du 17 mars 1925 et ayant son Bureau Principal dans la cité de Québec, a établi son Bureau et domicile légal au numéro 111, Côte de la Montagne, édifice Morin, cité de Québec. A compter de la date du présent avis, le dit Bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingtième jour d'avril mil neuf cent vingt-cinq.

EDGAR ROCHETTE,

Secrétaire de la compagnie

2159 "Côté's Economic Rosser, Limited".

Chief Office

Canada, Province of Quebec.

COTE'S ECONOMIC ROSSER, LIMITED.

Notice re: Head-Office.

Notice is hereby given that the company Cote's Economic Rosser, Limited, incorporated by letters patent of this province dated the 17th of March, 1925, and having its head-office in the city of Quebec, has established its head-office and legal domicile at No. 111 Mountain Hill Street, Morin Building, city of Quebec. From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty five.

EDGAR ROCHETTE,

Secretary of the company

2160 Cote's Economic Rosser, Limited.

ERRATUM

CHICOUTIMI

ERRATUM

Dans la publication de l'avis dans la cause No 9618, Mademoiselle Emélie Tremblay contre Adjutor, fils de feu Jean, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 25 avril 1925, à la page 1468, veuillez lire "contre Adjutor Tremblay, fils de feu Jean Tremblay" au lieu de "contre Adjutor, fils de feu Jean".

2175

ERRATUM

CHICOUTIMI

ERRATUM

In the publication of the notice in cause No. 9618, Miss Emelie Tremblay against Adjutor, son of the late Jean, published in the *Quebec Official Gazette* of the 25th of April, 1925, on page 1468, please read: "against Adjutor Tremblay, son of the late Jean Tremblay" instead of "against Adjutor, son of the late Jean".

2176

Soumissions

LE BUREAU PROTESTANT DES SYNDICS D'ECOLLES POUR LA CITE D'OUTREMONT

Avis public est par les présentes donné que Le Bureau Protestant des Syndics d'Ecoles pour la cité d'Outremont, recevra au bureau du sousigné, Strathcona Academy, 520 chemin Sainte-Catherine, Outremont, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le vingt et unième jour de mai 1925, des soumissions cachetées adressées au soussigné et endossées "Soumissions pour débentures", pour l'achat de débentures formant un montant total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), datées le premier avril 1925, payables le premier jour d'avril, 1945, portant intérêt au taux de cinq et demi pour cent par année, payable semi-annuellement les premiers jours

Tenders

THE PROTESTANT BOARD OF SCHOOL TRUSTEES FOR THE CITY OF OUTREMONT

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Trustees for the city of Outremont, will receive at the office of the undersigned, Strathcona Academy, 520 Sainte Catherine Road, Outremont, until four o'clock in the afternoon, on the twenty-first day of May, 1925, sealed tenders addressed to the undersigned and endorsed "Tenders for Debentures", for the purchase of debentures aggregating in principal amount fifty thousand dollars (\$50,000.), dated the 1st day of April, 1925, payable on the first day of April, 1945, bearing interest at the rate of five and one-half per centum per annum, payable half-yearly on the first day of October

d'octobre et avril de chaque année, le principal et l'intérêt seront payables au porteur en or, au bureau de la "Royal Bank of Canada", en la cité de Montréal. Les débetures sont en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00, au gré de l'acheteur, et des coupons d'intérêt y seront annexés représentant les paiements semi-annuels d'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la valeur au pair des débetures, et chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les débetures au moment de leur livraison. La plus haute ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée des syndics d'écoles, tenue à leur bureau, en la cité d'Outremont, le vingt et unième jour de mai, 1925, à huit heures du soir.

Pour renseignements complets concernant cette émission, s'adresser au soussigné.

Outremont, 28 avril, 1925.

Le secrétaire-trésorier,

2187

WILLIAM F. ROWELL.

Avis est par le présent donné que la Ville Laval-des-Rapides demande des soumissions pour l'achat de \$10,000. d'obligations, portant intérêt à 5½% payable les premier mai et premier novembre, avec échéance au premier mai 1945.

Ces obligations sont en coupures de \$500. payables à la Banque Canadienne Nationale bureau chef à Montréal, et à la succursale de la même Banque à Cartierville. Ces obligations sont émises en vertu du règlement No 52 de la Ville Laval-des-Rapides et sont numérotées de 1 à 20.

Des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à lundi, le 18 mai 1925, avant 5 heures de l'après-midi, et seront ouvertes à la séance régulière du Conseil qui sera tenue ce même soir. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1%.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus basse, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Aussi sur même avis, la Ville Laval-des-Rapides demande des soumissions pour l'achat de \$29,000. débetures des règlements 23-24 de la Ville Laval-des-Rapides données en garantie collatérale pour un emprunt temporaire de même montant, portant intérêt au taux de 6% payable les premier janvier et premier juillet, avec échéance au premier juillet 1956 et les premier novembre et premier mai avec échéance au premier mai 1957.

Des soumissions cachetées seront aussi reçues jusqu'à lundi, le 18 mai 1925, avant 5 heures de l'après-midi, et seront ouvertes à la séance régulière du Conseil qui sera tenue ce même soir. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1%.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus basse, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

De même sur même avis la Ville Laval-des-Rapides demande des soumissions pour l'achat de \$2,500. d'obligations, portant intérêt à 5½% payable les premier mai et premier novembre, avec échéance au premier mai 1935. Ces obligations sont en coupures de \$500. payables à la Banque Canadienne Nationale bureau chef à Montréal et à la succursale de la même Banque à Cartierville. Ces obligations sont émises en vertu du règlement No 47 de la Ville Laval-des-Rapides et sont numérotées de 1 à 5.

Des soumissions cachetées seront de même re-

and of April in each year, the principal and interest being payable to bearer in gold coin, at the office of the Royal Bank of Canada, in the city of Montreal. The debentures are of the denominations of \$100., \$500. and \$1,000., to suit purchaser, and there will be attached thereto interest coupons representing the semi-annual payments of interest.

Every tender must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of the par value of the debentures and every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery. The highest or any tender not necessarily accepted.

Tenders are to be taken into consideration at a meeting of the School Trustees to be held at their office, in the city of Outremont, on the 21st day of May 1925, at eight o'clock in the evening. Full particulars of the issue may be had on application to the undersigned.

Outremont, April, 28th, 1925.

WILLIAM F. ROWELL,

2188

Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the town of Laval des Rapides asks for tenders for the purchase of \$10,000.00 of bonds bearing interest at 5½%, payable the first of May and first of November, and maturing the first of May 1945.

These bonds are in denominations of \$500.00 payable at the head-office of La Banque Canadienne Nationale at Montreal, and at the Branch of the same Bank at Cartierville. These bonds are issued under by-law No. 52 of the town of Laval des Rapides, and are numbered from 1 to 20.

Sealed tenders will be received until Monday, the 18th of May, 1925, before 5 o'clock P. M., and will be opened at the regular sitting of the Council to be held the same evening. Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1%.

The Council does not bind itself to accept the lowest, the highest or any of the tenders.

Notice is further given that the town of Laval des Rapides asks for tenders for the purchase of \$29,000.00 of debentures, under by-laws 23-24 of the town of Laval des Rapides, given as collateral security for a temporary loan of the same amount, bearing interest at the rate of 6%, payable the first of January and the first of July, 1956, and maturing the first of July, 1956, and the first of November and the first of May, maturing the first of May 1957.

Sealed tenders will also be received until Monday the 18th of May 1925, before 5 o'clock P. M., and will be opened at the regular sitting of the Council to be held the same evening. Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1%.

The Council does not bind itself to accept the lowest, the highest or any of the tenders.

Also, notice is further given that the town of Laval des Rapides asks for tenders for the purchase of \$2,500.00 of bonds bearing interest at 5½%, payable the first of May and the first of November and maturing the first of May, 1935. These bonds are in denominations of \$500.00 payable at the head-office of La Banque Canadienne Nationale at Montreal and at the Branch of the same Bank at Cartierville. These bonds are issued under by-law No. 47 of the town of Laval des Rapides and are numbered from 1 to 5.

Sealed tenders shall also be received until

ques jusqu'à lundi, le 18 mai 1925, avant 5 heures de l'après-midi, et seront ouvertes à la séance régulière du Conseil qui sera tenue ce même soir. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1%.

Le Conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus basse, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Ville Laval-des-Rapides, 20 avril 1925.

Le greffier,

2055-17-2

J.-A. PAQUETTE.

Monday, the 18th of May, 1925, before 5 o'clock P. M., and shall be opened at the regular sitting of the Council to be held the same evening.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1%.

The Council does not bind itself to accept the lowest, the highest or any of the tenders.

Town of Laval des Rapides, April 20th. 1925.

J. A. PAQUETTE,

2056-17-2

Clerk.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 20 mai 1925, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1924 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général.

1687-14-6

T.-E. McDONNELL.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 20, 1925, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1924, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,

Vice-President and General Manager.

1688-14-6

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de: Dame Joseph Dallaire, Grand'Mère, Qué., cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le QUATRIÈME jour de JUIN, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire), sera vendu, à l'encan public, et conformément au paragraphe 4-A-C et E. de l'article 20, de la Loi de faillite, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Grand'Mère, l'immeuble suivant:

Un terrain à Grand'Mère, contenant 45 pds de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir de la rue "Publique" à aller à 50 pieds de l'eau la plus haute de la rivière "Welsh"; borné en front par la dite rue, en arrière au bout de la dite profondeur, du côté sud-ouest par M. Arthur Ferron, représentant Antoine Gélinas, et de l'autre côté par MM. Petit, représentant Thomas Desaulniers; faisant partie du lot No. 94, cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore — avec maison y érigée et dépendances.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de faillite, équivaut à une vente faite par le shérif.

Trois-Rivières, le 28 avril, 1925.

Le Syndic,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau: 15a Bonaventure,
Trois-Rivières.

2191-18-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of: Dame Joseph Dallaire, Grand'Mère, Que., authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FOURTH day of JUNE, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time), there will be sold by public auction and in accordance with paragraph 4-A-C and E. of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the parish church of Saint Paul de Grand'Mère, the following immovable:

A lot of land at Grand'Mère, containing 45 feet in width, by the depth to be found from the Public Street as far as 50 feet from the high water mark of Welsh River; bounded in front by the said street, in rear at the end of said depth, on the southwest side by Mr. Arthur Ferron, representing Antoine Gélinas, and on the other side by Messrs Petit, representing Thomas Desaulniers; forming part of lot No. 94 of the official cadastre of the parish of Sainte Flore — with the house thereon erected, and dependencies.

This sale, made under the Bankruptcy Act, is equal to a sheriff's sale.

Three Rivers, April 28, 1925.

J. H. O. HEBERT,

Trustee.

Office: 15a, Bonaventure.
Three Rivers.

2192-18-2

Dans l'affaire de Loguay Arseneault, Shawinigan Falls, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marc-de-Shawinigan, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain situé en la ville de Shawinigan Falls, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-six au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-86), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice pour la

In the matter of Loguay Arseneault, Shawinigan Falls, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the door of the parochial church of Saint Marc de Shawinigan, the following immovable, to wit:

A lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, known and designated as being the lot number eighty six, on the plan of subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty four (624-86) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice,

paroisse de Sainte-Flore, contenant, le dit terrain, cinquante pieds et six pouces de largeur sur cent pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—sans bâtisse.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières 8 avril 1925. 1935—16-2

Dans l'affaire Alexandre Malouin, de Buckingham, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à la porte de l'église Saint-Grégoire-de-Nazianze, en la ville de Buckingham, P.Q., l'immeuble en cette affaire, comme suit:

Un certain morceau de terrain étant la partie nord du lot deux cent treize de la ville de Buckingham, mesurant soixante-six pieds entre les lignes tant en front qu'en arrière, par cent pieds de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées.

La vente se fera au plus haut enchérisseur. Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A.B.C., de la Loi de faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant. Le syndic,

J.-E. COUTURE.

Bureau: 193, rue Principale,
Hull, ce 17 avril, 1925. 2039—17-2

for the parish of Sainte Flore, containing, the said lot of land, fifty feet and six inches in width, by one hundred and six inches in depth, English measure, more or less—without buildings.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 716-717 C.C.P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.
Three Rivers, April 8, 1925. 1936—16-2

In the matter of Alexandre Malouin, of Buckingham, authorized assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at the door of the parish church of Buckingham, P.Q., the immovable forming part of this estate, to wit:

That piece of land known and designated as being the north part of lot two hundred and thirteen of the town of Buckingham, measuring sixty-six feet between the front and rear lines by one hundred and twenty feet in depth, more or less—with all the buildings thereon erected.

This item to be sold to the highest bidder. The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4, A.B.C., of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash. J. E. COUTURE,

Trustee.

Office: 193 Main Street.
Hull, April 17, 1925. 2040—17-2

Ventes par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 754.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 24 avril 1925, dans une cause dans laquelle Emile Legault, bourgeois, et Joseph Legault, conducteur de tramways, tous deux des cité et district de Montréal; Dame Maria Legault, épouse contractuellement séparée de biens de Hector Desnoyers, photographe, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; demoiselle Emilia Nantais, fille majeure, Dame Exilda Nantais, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Ouellette, tous trois des cité et district de Montréal, le dit Henri Ouellette pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame Maria Nantais, épouse contractuellement séparée de biens de Hormidas Roy, marchand, tous deux de la ville de Beauharnois, dit district, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame Malvina Laflamme, veuve de feu Olivier Nantais, des cité et district de Montréal, et Dame Cléophile Lamarche, veuve de Joseph Nantais, des cité et district de Montréal, sont demandeurs; et Pierre-Henri Dufresne, ès qualité

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 754.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 24th of April, 1925, in a cause wherein Emile Legault, gentleman, and Joseph Legault, tramway conductor, both of the city and district of Montreal; Dame Maria Legault, wife contractually separated as to property of Hector Desnoyers, photographer, both of the city and district of Saint Hyacinthe, the latter to authorize his wife for the purposes hereof; Miss Emilia Nantais, spinster of the full age of majority; Dame Exilda Nantais, wife contractually separated as to property of Henri Ouellet, all three of the city and district of Montreal, the said Henri Ouellet to authorize his wife for the purposes hereof; Dame Maria Nantais, wife contractually separated as to property of Hormidas Roy, merchant, both of the town of Beauharnois, said district, the latter to authorize his wife for the purposes hereof; Dame Malvina Laflamme, widow of the late Olivier Nantais, of the city and district of Montreal, and Dame Cléophile Lamarche, widow of Joseph Nantais, of the city and district of Montreal, are plaintiffs; and Pierre Henri

syndic autorisé aux biens de Olivier Legault, failli, des cité et district de Montréal; Dame Ruth Valois, en sa qualité de tutrice à Luc Nantais, Denise Nantais et Anne Nantais, tous des cité et district de Montréal; Ferdinand Legault, réparateur de métiers, de New Bedford, dans l'état du Massachusetts, l'un des états unis de l'Amérique, sont défendeurs, et Olivier Legault, des cité et district de Montréal, est mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

(A) "Un emplacement ayant front sur la rue Bleury, en la cité de Montréal, contenant quarante-neuf pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur, moins ce qui en a été détaché pour l'élargissement de la rue Bleury; le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec deux maisons en brique, façade en pierre de taille, contenant magasins avec logements au-dessus, construites sur le niveau de la rue Bleury, portant ci-devant les Nos 314, 316, 322 et 324 de ladite rue Bleury, et maintenant les Nos 1414, 1416, 1420 et 1422 de la même rue, et avec deux pâtés de maisons en brique construits en arrière desdits magasins, de chaque côté dudit emplacement, et autres dépendances dessus construites; le dit emplacement étant composé de la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-sept (Pt. N. E. 227) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal; icelle partie de lot étant bornée; en front, au nord-est, par une partie dudit lot numéro deux cent vingt-sept sur ledit plan exproprié pour l'élargissement de la rue Bleury; en arrière, par le résidu dudit lot numéro deux cent vingt-sept sur ledit plan; du côté nord-ouest par le numéro deux cent vingt-trois sur ledit plan; et du côté sud-est, par le lot numéro deux cent vingt-huit sur le même plan."

(B) "Un lopin de terre situé en la ville de Rigaud, au nord de la rivière à la Grasse, ayant front sur la rue Saint-Anselme, mesurant, ledit lopin de terre, cent quatre-vingts pieds de front, plus ou moins, formé des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, sous les numéros cent treize et cent seize (113-116) et contenant ensemble environ trois arpents et demi en superficie, plus ou moins, avec une maison en bois, une écurie et autres dépendances érigées sur ledit numéro cent seize; sauf et à distraire toutefois dudit lot numéro cent treize, le terrain appartenant à Jules-A. Desjardins."

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQ JUIN, 1925, à DIX HEURES ET DEMIE du matin, heure de Montréal, cour tenante, dans la salle d'audience No. 31 du Palais de justice de Montréal, ou à toute autre chambre que le juge président cette cour voudra désigner, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition aux fins de conserver devra être déposée dans les six jours

Dufresne, in his quality of authorized trustee to the property of Olivier Legault, bankrupt, of the city and district of Montreal; Dame Ruth Valois, in her quality of tutrix to Luc Nantais, Denise Nantais and Anne Nantais, all of the city and district of Montreal; Ferdinand Legault, loom repairer, of New Bedford, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, are defendants, and Olivier Legault, of the city and district of Montreal, is *mis-en-cause*, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

A. An emplacement fronting on Bleury Street, in the city of Montreal, containing forty-nine feet in width by one hundred and eighty feet in depth, less the part thereof detached for widening Bleury Street; the whole English measure and more or less, with two cut stone front and brick houses, containing stores with dwellings above, erected on the line of Bleury Street, formerly bearing Nos. 314, 316, 322 and 324 of said Bleury Street and now Nos. 1414, 1416, 1420 and 1422 of same street and with two blocks of brick houses erected in rear of said stores, on each side of said emplacement, and other dependencies thereon erected; the said emplacement being composed of the northeast part of the lot of land known and described under number two hundred and twenty-seven (N. E. Pt. 227), on the official plan and in the book of reference of Saint Lawrence ward of the city of Montreal; said part of lot being bounded in front to the northeast by a part of said lot number two hundred and twenty-seven on said plan, expropriated for widening Bleury Street, in rear by the residue of said lot number two hundred and twenty-seven on said plan; on the northwest side by number two hundred and twenty-three on said plan; and on the southeast side by lot number two hundred and twenty-eight on said plan.

B. A parcel of land situate in the town of Rigaud, to the north of River à la Grasse, fronting on Saint Anselme Street, measuring, said parcel of land, one hundred and eighty feet in front, more or less, composed of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the village of Rigaud, under numbers one hundred and thirteen and one hundred and sixteen (113 & 116) and containing in all about three arpents and a half in superficies, more or less, with a wooden house, a stable and other dependencies erected upon said lot number one hundred and sixteen; save and to be deducted however from said lot number one hundred and thirteen the land belonging to Jules A. Desjardins.

The above immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTH day of JUNE, 1925, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon (Montreal Time), sitting the Court, in the Court room, No 31 of the Montreal Court House, or in any other room which the Court may refer, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within

après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais présentement prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 25 avril, 1925.

Les procureurs des demandeurs.

2193—18-2 ANGERS & DELAGE.

Province de Québec, District de Montréal, No 1850, Cour Supérieure.

Avis public est donné qu'en vertu du jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 26 mars 1925, dans une cause dans laquelle Henry-James alias Harry-James Bergevin, cultivateur, de la ville Lasalle, district de Montréal, est demandeur; et Margaret McCarthy, de la cité et du district de Montréal, veuve de George Heasley, en son vivant, encadreur, du même lieu, et Thomas-J. McCarthy, de la dite cité de Montréal, tous deux personnellement et en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de Dame Elizabeth McLean, en son vivant de la dite cité de Montréal, veuve de James McCarthy, aussi en son vivant du même lieu; James-Laurence McCarthy, de Woodside, dans l'Etat de Californie, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et Estelle Bergevin, fille majeure et usant de ses droits, de la ville Lasalle, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

(a) La partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le No 170-A des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal; la dite partie de lot contenant environ 45 pieds de largeur en front sur la rue Sherbrooke par 147 pieds de profondeur le long de la rue Mance, le tout mesure anglaise ou plus ou moins; bornée la dite partie de lot en front, au nord-ouest par la rue Sherbrooke; au nord-est par la rue Mance; en arrière, au sud-est, par la ruelle portant le No 170-B des dits plan et livre de renvoi; au sud-ouest par le lot No 4 de la subdivision officielle du dit lot No 170-A — avec bâtisses dessus construites et usage de la dite ruelle en commun avec les autres y ayant droit.

(b) Le lot de terre connu et désigné sous le No 4 de la subdivision officielle du lot No 170-A des plan et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, mesurant 20 pieds et 8 pouces de largeur par 127 pieds et 8 pouces de profondeur dans une ligne et 134 pieds dans l'autre ligne, plus ou moins et mesure anglaise; borné en front au nord-ouest, par la rue Sherbrooke; en arrière, au sud-est, par une ruelle connue sous le No 170-B des dits plan et livre de renvoi, d'un côté, au nord-est, par la partie du dit lot No 170-A des dits plan et livre de renvoi ci-dessus décrite et de l'autre côté, par le lot No 3 de la subdivision officielle du dit lot No 170-A — avec bâtisses dessus construites et droit de passage en commun, avec les autres y ayant droit, dans la dite ruelle.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère séparément et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de MAI 1925, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, chambre No. 31 ou toute autre chambre que la cour fixera dans le palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du

six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 25, 1925.

ANGERS & DELAGE,

2194—18-2 Attorneys for Plaintiffs.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 1850, Superior Court.

Public notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 26th. of March, 1925, in a cause wherein Henry James alias Harry James Bergevin, farmer, of the town of Lasalle, district of Montreal, is plaintiff; and Margaret McCarthy of the city and district of Montreal, widow of George Heasley, in his lifetime, farmer, of the same place, and Thomas J. McCarthy, of said city of Montreal, both personally and in their quality of testamentary executors of Dame Elisabeth McLean, in her lifetime of said city of Montreal, widow of James McCarthy, also in his lifetime of the same place; James Laurence McCarthy, of Woodside, in the state of California, one of the United States of America, and Estelle Bergevin, spinster of the full age of majority and in the exercise of her rights, of the town of Lasalle, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

A. The northeast part of the lot of land known and designated under No. 170-A, of the official plan and book of reference of Saint Laurence ward, in the city of Montreal, the said part of lot containing about 45 feet in width, in front, on Sherbrooke Street, by 147 feet in depth, along Mance Street, the whole English measure or more or less; bounded, the said part of lot, in front to the northwest by Sherbrooke Street, to the northeast, by Mance Street; in rear to the southeast, by the lane bearing No. 170-B, of said official plan and book of reference; to the southwest by lot No. 4 of the official subdivision of said lot No. 170-A, —with the buildings thereon erected and the use of said lane in common with all others having rights therein.

(b) The lot of land known and designated under No. 4, of the official subdivision of lot No. 170-A, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, measuring 20 feet and 8 inches in width by 127 feet and 8 inches in depth in one line and 134 feet in the other line, more or less and english measure; bounded in front, to the northwest, by Sherbrooke Street, in rear, to the southeast, by a lane known under No. 170-B, of said official plan and book of reference, on one side to the northeast by the part of said lot No. 170-A, of the said plan and book of reference above described, and on the other side by lot No. 3 of the official subdivision of said lot No. 170-A — with the buildings thereon erected and right of passage in common with all others having right therein in said lane.

The immovables above described will be put up to auction separately and adjudged to the highest and last bidder, the FOURTEENTH day of MAY, 1925, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in Court room No. 31 or in any other room which the court may designate in the Montreal court house, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the

protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 8 avril, 1925.

Le procureur du demandeur,

1819—15-2

A.-S. PELLETIER.

office of the Prothonotary of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A. S. PELLETIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, April 8, 1925.

1820—15-2

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 1920. Avis public est donné par les présentes que les immeubles suivants, savoir:

a) l'immeuble connu et désigné sous le numéro quarante-neuf (No 49), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées, et portant les numéros civiques 684, 686, 688 et 690 rue Notre-Dame est;

b) l'immeuble connu et désigné sous le numéro vingt (No 20), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, en la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2180 et 2186, rue Notre-Dame est, adjugés le 26 juin 1924 à Joseph-Séraphin-Avila Gaudry dit Bourbonnière, un des défendeurs, dans une instance en partage mue entre dame Angéline Bourbonnière, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Borromée Dumont, médecin, de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; et dame Emma Bourbonnière, veuve de R.-Eugène Chevrier, en son vivant, agent, de Montréal, Avila Bourbonnière et Fortunat Bourbonnière, tous deux de Montréal, défendeurs—seront, en vertu d'un jugement de cette cour rendu le 13 janvier 1925, ordonnant la vente desdits immeubles à la folle enchère dudit Joseph-Séraphin-Avila Gaudry dit Bourbonnière, mis aux enchères et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1925, cour tenante, dans la salle d'audience, chambre 31, ou dans toute autre chambre que la cour fixera, du palais de justice de Montréal, à DIX heures TRENTE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite vente devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$850 pour l'immeuble en premier lieu mentionné, et de \$2,250 pour l'immeuble en deuxième lieu mentionné, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant que son offre ou enchère puisse être reçue.

Par ordonnance de cette cour, une mise à

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 1920. Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

a) A property known as being lot number forty nine (No. 49) of the official plan and book of reference of Saint James Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 684, 686, 688, 690 Notre Dame Street East;

b) A property known as being lot number twenty (No. 20) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2180 and 2186 Notre Dame Street East, adjudged the 26th of June, 1924, to Joseph Seraphin Avila Gaudry, dit Bourbonnière, one of the defendants, in an action for licitation between Dame Angelina Bourbonnière, wife judicially separate from bed, board and property of Borromée Dumont, physician, of Montreal, and judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; and Dame Emma Bourbonnière, widow of R. Eugène Chevrier, in his lifetime, agent, of Montreal, Avila Bourbonnière and Fortunat Bourbonnière, both of Montreal, defendants—will be, under a judgment of this Court, rendered the thirteenth of January, 1925, ordering the sale of said immovable for the false bidding of said Joseph Seraphin Avila Gaudry dit Bourbonnière, put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1925, sitting the Court, in the Court room of the Court House, room 31, or in any other room which the Court may refer, of the Court House of Montreal, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$850.00 for the property firstly above described and of \$2,250.00 for the property secondly above described shall be exacted from each and every bidder before the acceptance of his offer or bid.

By order of the Court, an upset price of \$35,000.

prix de \$35,000. a été ordonnée pour l'immeuble en deuxième lieu mentionné.

Montréal, 21 avril, 1925.

Le procureur de dame Emma Bourbonnière,
ALEXANDRE CINQ-MARS.

2051—17-2

Province de Québec, district de Montréal,
Cour Supérieure, No 1920.

Avis public est donné par les présentes que l'immeuble numéro cent quatre-vingt-quinze (No 195), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Louis, en la cité de Montréal, avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 175 et 177, rue Lagauchetière est, adjugé le 26 juin 1924 à la demanderesse dans une instance en partage mue entre dame Angéline Bourbonnière, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Borromée Dumont, médecin, de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; et dame Emma Bourbonnière, veuve de R.-Eugène Chevrier, en son vivant, agent, de Montréal, Avila Bourbonnière et Fortunat Bourbonnière, tous deux de Montréal, défendeurs—sera, en vertu d'un jugement de cette cour rendu le 13 janvier 1925, ordonnant la vente dudit immeuble à la folle enchère de la dite demanderesse dûment autorisée, mis aux enchères et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME JOUR de MAI, 1925, cour tenante, dans la salle d'audience, chambre 31, ou toute autre chambre que la cour fixera, du palais de justice de Montréal, à DIX heures TRENTE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite vente devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant que son offre ou enchère puisse être reçue.

Montréal, 21 avril, 1925.

Le procureur de dame Emma Bourbonnière,
ALEXANDRE CINQ-MARS.

2053—17-2

has been fixed for the property secondly above described.

Montreal, April 21, 1925.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
Attorney for Dame Emma Bourbonnière.
2052—17-2

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court, No. 1920.

Public notice is hereby given that the property number one hundred and ninety-five (195), on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 175 and 177 Lagauchetière Street East, adjudged the 26th. of June 1924, to the plaintiff, in an action for licitation between Dame Angéline Bourbonnière, wife judicially separated as to bed and board and property from Borromée Dumont, physician, of Montreal, and judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; and Dame Emma Bourbonnière, widow of R. Eugène Chevrier, in his lifetime, agent, of Montreal, Avila Bourbonnière and Fortunat Bourbonnière, both of Montreal, defendants—will be, under a judgment of this Court, rendered the 13th of January, 1925, ordering the sale of said property for the false bidding of said plaintiff duly authorized, put to auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1925, sitting the Court, in the Court Room, room 31, or in any other room which the Court may refer, of the Court House of Montreal, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$450.00 shall be exacted from each and every bidder, before the acceptance of his offer or bid.

Montreal, April 21, 1925.

ALEXANDRE CINQ-MARS,
Attorney of Dame Emma Bourbonnière.
2054—17-2

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, cité du Cap-de-la-Madeleine.

Avis public est par les présentes donné, que les propriétés décrites ci-dessous seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'hôtel de ville, dans la cité du Cap-de-la-Madeleine, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1925, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales mentionnées au dit état et les intérêts et les frais légaux et ultérieurs, à moins que les dites taxes ne soient payées avec les frais et intérêts avant la vente.

Un morceau de terrain étant le No 144 du cadastre officiel No 416 de la cité du Cap-de-la-Madeleine—avec bâtisses dessus construites,

Sales for municipal taxes

Province of Quebec, city of Cap de la Madeleine.

Public notice is hereby given that the properties described herewith will be offered for sale at public auction, in the hall of the city hall, in the city of Cap de la Madeleine, on TUESDAY, the NINETEENTH day of MAY, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, to pay for the municipal taxes mentioned in the said statement plus the interests, legal and further costs, unless the said taxes be paid with costs and interest before the sale.

A parcel of land being the lot number 144 of the cadastral lot No. 416 of the city of Cap de la Madeleine—with the buildings thereon erected,

tel que le tout se trouve actuellement comme appartenant à la Soil Pipe & Fittings, Ltd., en banqueroute, et S.-W. Sharp, son syndic autorisé.

as the whole presently subsists as belonging to the Soil Pipe & Fittings, Ltd., Bankrupt, and S. W. Sharp, the authorized Trustee.

CADASTRE	NO	MUNICIPAL	INTÉRÊT INTERESTS	FRAIS—COSTS	TOTAL
416	144	\$1,456.26	\$266.48	\$25 00	\$1,747.74

Donné en la cité du Cap-de-la-Madeleine, ce quinze jour d'avril, 1925.

Le greffier pro-tem.,
2041—17-2 ROMEO MORRISSETTE.

Passed in the city of Cap de la Madeleine, the fifteenth day of April, 1925.

ROMEO MORRISSETTE,
2042—17-2 City clerk, pro-tem.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit à Thetford-Mines.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: DAME VEUVE LS No 93. COTÉ, demanderesse; vs GAUDIAS CARRIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. La demie nord-ouest du lot No 281 et toute la partie sud-ouest des lots Nos 212 et 213 comprise entre le chemin du Cordon des 4e et 5e rangs et un ruisseau passant à l'extrémité sud-ouest desdits lots 212 et 213, du cadastre officiel du canton d'Inverness, contenant environ 135 acres en superficie—avec les bâtisses y érigées; cette partie desdits lots 212 et 213 bornée d'un bout par ledit chemin, de l'autre bout par le ruisseau susdit, sur toute la largeur desdits lots 212 et 213;

2. Le lot No 287 et la partie sud-est du lot No 288 du cadastre officiel sus-mentionné, contenant 65 acres en superficie, environ—avec les bâtisses y érigées; bornés d'un bout par le chemin entre les 4e et 5e rangs, de l'autre bout par le lot No 289, d'un côté par le lot No 285 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 288 appartenant aux représentants de J. T. Little: (George Morency?)

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 29 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]
2223—18-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court at Thetford Mines.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: DAME WIDOW LS. No. 93. COTÉ, plaintiff; vs GAUDIAS CARRIER, defendant.

As belonging to said defendant:

1. The northwest half of lot No. 281 and all the southwest part of the lots Nos. 212 and 213 included between the concession line road of the 4th and 5th ranges and a stream crossing the southwest end of said lots 212 and 213, of the official plan and book of reference for the township of Inverness, containing about 135 acres in superficies—with the buildings thereon erected; this part of said lots 212 and 213, bounded at one end by said road, at the other end by said stream, upon the whole width of said lots 212 and 213;

2. The lot No. 287 and the southeast part of lot No. 288 of the official plan and book of reference aforesaid, containing about 65 acres in superficies—with the buildings thereon erected; bounded at one end by the road between the 4th and 5th ranges, at the other end by the lot No. 289, on one side by the lot No. 285 and on the other side by the remainder of said lot 288 belonging to the representatives of J. T. Little: (George Morency?)

To be sold at the Registry Office for the county of Mégantic, at Inverness, on the FOURTH day of JUNE next, (1925) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, April 29th, 1925.

[First publication, May 2nd, 1925]
2224—18-2

BEDFORD

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Canada,
Province de Québec, } CHARLES-ALBERT
No 557, } NUTTING, avocat
et conseil en loi du Roi,
de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, demandeur; vs THE AUDITONE COMPANY, LIMITED, corporation dûment constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires à Fulford, canton de Brome, dans le district de Bedford, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

1. Un certain lopin ou parcelle de terrain formant partie du lot numéro vingt-sept (27), dans le septième rang de l'arpentage primitif du canton Brome, dit district, et connu comme faisant partie du lot numéro huit cent soixante-quatorze (874) décrit comme suit, savoir:

Commencant à un point du côté ouest du chemin ou de la rue, à trente-sept pieds au nord du coin nord-est d'un morceau de terre possédé par un nommé Davis et ses représentants, et à quatre-vingt-douze pieds de la ligne des hautes eaux de la rivière; de là, nord soixante et un degrés ouest magnétique, une distance de cent soixante-deux pieds à une borne; de là nord trente-huit degrés et trente minutes est, une distance de seize pieds jusqu'au centre d'un puits; de là nord quarante-neuf degrés ouest, soixante-dix-neuf pieds jusqu'à une borne en cèdre; de là vers le nord vingt degrés et quarante-cinq minutes est, trois cent trente-trois pieds jusqu'à un cèdre sur la rive sud de la rivière; ledit morceau de terre ou emplacement étant borné à l'est par le chemin, au sud et à l'ouest par les terres de William Hay, et au nord par le centre de la rivière, et contenant une acre et cinquante-trois centièmes en superficie, sans tenir compte du lit de ladite rivière—avec toutes les bâtisses sus-érigées comprenant une maison, une grange et une tannerie avec toutes les machineries à demeure fixe qu'elle contient, et la force hydraulique; le barrage et les droits hydrauliques généralement acquis par Erwin-C. Joyal, de Israel England and Sons, par acte de vente passé devant E. Fleury, notaire, en date du 25 janvier 1899, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le volume 49, registre "B", No 29053, ledit morceau de terre étant sujet aux conditions suivantes, savoir: qu'à partir du chemin Fulford jusqu'au dit puits il y aura un passage en commun de douze pieds de largeur entre les propriétaires de chaque côté du chemin, et ledit puits sera utilisé en commun entre les propriétaires voisins et les dépenses de l'entretenir en bon état seront supportées en proportion égale par eux.

2. Un autre emplacement connu comme étant le lot numéro huit cent soixante-quinze (875), au plan officiel du cadastre pour le canton Brome, de la contenance qu'il peut avoir—avec une maison, grange, scierie, moulin pour moudre le grain et toutes les machineries qu'ils contiennent, la force hydraulique et les droits hydrauliques. Quant aux bornes dudit lot, il faut référer à l'acte de convention passé entre Oscar George et Nazaire Bessette par devant Louis Jodoin, notaire, le quinze mai 1888;

3. Un certain emplacement connu comme étant le lot numéro huit cent soixante-treize (873), au plan officiel du cadastre du canton Brome—avec une maison, une forge et autres bâtisses sus-érigées;

4. Un certain morceau de terre faisant partie

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada,
Province of Quebec, } CHARLES ALBERT
No. 557, } NUTTING, advocate
and King's Counsel, of the
town of Waterloo in the district of Bedford,
plaintiff; vs THE AUDITONE COMPANY,
LIMITED, a body politic and duly incorporated,
having its office and principal place of
business at Fulford, township of Brome, in the
district of Bedford, defendant.

As belonging to defendant:

1. That certain tract or parcel of land forming part of lot number twenty seven (27), in the seventh range of the primitive survey of the township of Brome, said district, and now known as being part of lot number eight hundred and seventy four (874), described as follows, to wit:

Commencing at a point on the west side of the road or street, thirty seven feet northerly from the northeast corner of a piece of land owned by one M. Davis and representatives, and ninety two feet from high water mark of the river; thence magnetically north sixty one degrees, west one hundred and sixty two feet to a stake; thence north thirty eight degrees and thirty minutes, east sixteen feet to the centre of a well; thence north forty nine degrees, west seventy nine feet to a cedar stake; thence northerly twenty degrees and forty five minutes, east three hundred and thirty three feet to a cedar on the south bank of the river; said piece or emplacement of land bounded on the east by the road, on the south and west by the lands of William Hay, and on the north by the centre of the river, and contains one acre and fifty three hundredths of an acre, in superficies, over and above what lays in the said river—together with all the buildings thereon erected including a dwelling house, a barn and tannery with all the machinery, fixed or not, therein contained, and the water-power, dam and water rights generally acquired by Erwin C. Joyal, from Israel England and Sons, by deed of sale bearing date and passed before E. Fleury, notary, on the 25th January, 1899, enregistered in the Brome County Registry Office, in volume 49, register "B", No. 29053, the said piece of land to be subject to the following conditions, to wit: That from the Fulford road as far as the said well, there shall be a twelve feet wide road in common between the proprietors of each side of said road, and the said well shall be used in common between adjoining proprietors and the expenses of keeping the same in good order shall be borne in equal proportions by the same;

2. An other emplacement known as being lot number eight hundred and seventy five (875), of the official cadastral plan of the township of Brome, containing what it may—with a house, barn, saw mill, grist mill, all machinery therein contained, water-power and rights to water. As to the boundaries of said lot, reference is hereby made to a deed of agreement passed between Oscar George and Nazaire Bessette, before Louis Jodoin, notary, on the fifteenth day of May, 1888;

3. A certain emplacement known as being lot number eight hundred and seventy three (873) of the official cadastral plan of the township of Brome—with a house and a blacksmith shop and other buildings thereon;

4. A certain piece of land forming part of lot

du lot numéro huit cent quatre-vingt-quatre (884) au plan officiel du cadastre pour ledit canton Brome et compris dans les limites suivantes: commençant au coin sud-ouest du lot numéro huit cent soixante-seize (876), appartenant à Henry Booth, de là suivant la ligne ouest dudit lot une distance de vingt pieds, de là vers l'ouest, suivant une ligne parallèle à la ligne entre ledit lot huit cent quatre-vingt-quatre (884) et le lot numéro huit cent soixante-seize (876), cent dix pieds, de là vers le sud vingt pieds, et de là vers l'est en droite ligne, cent dix pieds jusqu'au point de départ;

5. Toutes les machineries à demeure fixe et les outils qui se trouvent sur les morceaux de terre sus-décrits et dans les bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Shefford, à West Shefford, dit district, le QUATRIÈME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 27 avril 1925.
[Première publication, 2 mai 1925]
2195—18-2

number eight hundred and eighty four (884) of the official cadastral plan of the said township of Brome, comprised within the following limits: commencing at the southwest corner of lot number eight hundred and seventy six (876), owned by Henry Booth; thence following the west line of said lot a distance of twenty feet, thence westerly following a line parallel with the line between the said lot eight hundred and eighty four (884) and lot number eight hundred and seventy six (876), one hundred and ten feet; thence southerly twenty feet and thence easterly in a straight direction, one hundred and ten feet to the place of beginning;

5. All the fixed machinery and tools to be found on the above described pieces of land and in their buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François Xavier de Shefford, at West Shefford, said district, on the FOURTH day of JUNE, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office. Sheriff.
Sweetsburg, Que., April 27th, 1925.
[First publication, May 2, 1925]
2196—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.
Canada, } VALMORE PATE-
Province de Québec, } NAUDE, artisan,
No 172, } de la cité de Granby, district de Bedford, demandeur; vs EPHREM LECOURS, du canton de Granby, dit district.

Comme appartenant au défendeur:

Une ferme sise et située dans le canton Granby, district de Bedford, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton, comme étant le lot numéro huit cent quarante-huit (848) et la moitié nord du lot huit cent cinquante-quatre (854) dudit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, dit district, le DIXIÈME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 2 mai 1925.
[Première publication, 2 mai 1925]
2197—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.
Canada, } VALMORE PATE-
Province of Quebec, } NAUDE, artisan,
No. 172, } of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs EPHREM LECOURS, of the township of Granby, said district.

As belonging to defendant:

A farm situated and lying in the township of Granby, district of Bedford, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as being lot number eight hundred and forty eight (848), and the north half of lot number eight hundred and fifty four (854) of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, said district, on the TENTH day of JUNE, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office. Sheriff.
Sweetsburg, Que., May 2nd., 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2198—18-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } LOUIS TREMBLAY,
No 9605. } fils PIERRE (Camil),
rentier, de la ville de Chicoutimi; contre FRANÇOIS TREMBLAY et ELIE TREMBLAY, fils de CHARLES, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Honoré.

Comme appartenant audit Elie Tremblay, l'un des défendeurs:

La juste moitié nord du lot numéro neuf (9) du huitième rang au cadastre officiel du canton Simard—avec toutes bâtisses et dépendances; bornée en front au sud par l'autre moitié sud du même lot appartenant audit François Tremblay,

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } LOUIS TREMBLAY,
No. 9605. } son of PIERRE (Camil)
annuitant, of the town of Chicoutimi; against FRANÇOIS TREMBLAY and ELIE TREMBLAY, sons of CHARLES, farmers, of the parish of Saint Honoré.

As belonging to said Elie Tremblay, one of the defendants:

The exact north half of lot number nine (9) of the eighth range, on the official cadastre of the township of Simard—with all the buildings and dependencies; bounded in front to the south by the other south half of same lot, belonging to said

l'un des défendeurs, au nord par le chemin public, divisant le huitième rang du dixième rang du même canton, joignant d'un côté à l'est au terrain de Joseph Tremblay (Phélibert) et de l'autre côté à l'ouest au terrain de Louis Briant;

Comme appartenant audit François Tremblay, l'un des défendeurs:

a. La juste moitié sud dudit lot numéro neuf (9) du huitième rang au cadastre officiel du canton Simard—avec toutes bâtisses et dépendances; bornée en front au sud aux terres du septième rang, en profondeur au nord à la juste moitié nord du même lot appartenant audit Elie Tremblay, joignant d'un côté à l'est au terrain de Joseph Tremblay (Phélibert) et de l'autre côté à l'ouest au terrain de Louis Briant;

b. Les lots neuf-A et neuf-B (9a et 9b) du septième rang au cadastre officiel dudit canton Simard—avec toutes bâtisses et dépendances;

c. La juste moitié nord du lot numéro huit (8) du septième rang audit cadastre officiel du canton Simard, comprise dans les bornes suivantes: en front au nord aux terres du huitième rang, en profondeur au sud à la juste moitié sud du même lot, appartenant à Georges Harvey (Onésime), joignant d'un côté à l'est au terrain de Onésime Harvey, et de l'autre côté à l'ouest, au lot numéro neuf-B (9b) du même rang—avec toutes bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Honoré, LUNDI, le ONZIEME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 4 avril 1925.

[Première publication, 11 avril 1925]

1841—15-2

François Tremblay, one of the defendants, to the north by the public road, between the eighth range and the tenth range of said township, on one side to the east by the land of Joseph Tremblay, (Philibert), and on the other side to the west, by the land of Louis Briant;

As belonging to said François Tremblay, one of the defendants:

a. The exact south half of said lot number nine (9) of the eighth range, on the official cadastre of the township of Simard—with all buildings and dependencies; bounded in front to the south by the lands of the seventh range, in depth to the north by the exact north half of same lot belonging to said Elie Tremblay, on one side to the east by the land of Joseph Tremblay (Philibert), and on the other side to the west by the land of Louis Briant;

b. The lots nine-A and nine-B (9a and 9b) of the seventh range, on the official cadastre of the said township of Simard—with all the buildings and dependencies;

c. The exact north half of lot number eight (8) of the seventh range, on said official cadastre of township of Simard and bounded as follows: in front to the north by the lands of the eighth range, in depth to the south by the exact south half of same lot belonging to George Harvey (Onésime), on one side to the east by the land of Onésime Harvey, and on the other side to the west by lot number nine B (9b) of the same range—with all the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint-Honoré, MONDAY, the ELEVENTH day of MAY next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Chicoutimi, April 4, 1925.

[First publication, April 11, 1925]

1842—15-2

HULL

Cour de magistrat.—District de Hull.

No 6881.

PIERRE LAJOIE, ouvrier, de la ville d'Aylmer, dans le district de Hull, demandeur; vs ANTONIO BOUCHER, de la ville d'Aylmer, dans le district de Hull, défendeur; et LOUIS DE GONZAGUE RABY, registrateur, pour la division d'enregistrement de Hull, des cité et district de Hull, mis-en-cause.

Le lot numéro cinq cent vingt et un (521) du cadastre officiel de la ville d'Aylmer, dans le district de Hull—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église d'Aylmer, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

I. SAINT-PIERRE.

Hull, 24 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]

2199—18-2

Cour supérieure.—District de Hull.

No 4947.

DAME EMELINE LAMOTHE, de la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, veuve de Charles-Adolphe Christin, en son vivant, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario,

Magistrate's Court.—District of Hull.

No. 6881.

PIERRE LAJOIE, workman, of the town of Aylmer, in the district of Hull, plaintiff; vs ANTONIO BOUCHER, of the town of Aylmer, in the district of Hull, defendant; and LOUIS DE GONZAGUE RABY, registrar for the registration division of Hull, in the city and district of Hull, mis-en-cause.

The lot number five hundred and twenty one (521) of the official cadastre of the town of Aylmer, in the district of Hull—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Aylmer, the FIFTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. SAINT-PIERRE,

Sheriff's office.

Sheriff.

Hull, April 24, 1925.

[First publication, May 2nd., 1925]

2200—18-2

Superior Court.—District of Hull.

No. 4947.

DAME EMELINE LAMOTHE, of the town of Saint Lambert, county of Chambly, district of Montreal, widow of Charles Adolphe Christin, in his lifetime, of the city of Ottawa, Province of

demanderesse: vs DAME EMELINE CHRISTIN, de Montebello, dans le district d'Ottawa, maintenant district de Hull, épouse de Euclide Longpré, du même endroit, médecin, et ledit Euclide Longpré, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et maintenant de Saint-Boniface, dans la province de Manitoba, défenderesse.

1. De la plus grande partie de la partie sud du lot No 98 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans le comté de Labelle, laquelle partie de lot présentement décrite est située à 75 pieds à l'ouest de la ligne de division qui sépare la partie sud du dit lot No 98 de la partie sud du lot No 96 desdits plan et livre de renvoi, laquelle partie de lot présentement décrite est bornée au nord par le chemin public, en arrière par la rivière Ottawa, du côté ouest par la partie ci-après décrite du lot No 99 desdits plan et livre de renvoi et du côté est par une autre partie dudit lot No 98, contenant 75 pieds de largeur, mesure anglaise, par la profondeur qui peut s'y trouver entre le chemin public qui le borne au nord et la rivière Ottawa, qui le borne au sud, laquelle partie de lot est aussi bornée à l'est par une partie du lot No 96 desdits plan et livre de renvoi, et à l'ouest par la partie du lot No 98;

2. De la partie sud du lot No 99 desdits plan et livre de renvoi; bornée au nord par le chemin public, au sud par la rivière Ottawa, du côté est par la partie ci-dessus décrite en premier lieu dudit lot No 98, et du côté ouest par la partie ci-après décrite du lot No 100 desdits plan et livre de renvoi;

3. De la partie sud du lot No 100 desdits plan et livre de renvoi; bornée au nord par le chemin public, au sud par la rivière Ottawa, du côté est par la partie ci-dessus décrite dudit lot No 99 et du côté ouest par la partie sud du lot No 103 desdits plan et livre de renvoi.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-de-Bonsecours-de-Montebello, le DIX-HUIT MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi

Le shérif,

Bureau du shérif. I. SAINT-PIERRE.

Hull, 31 mars 1925.

[Première publication, 11 avril 1925]

1843—15-2

JOLIETTE

District de Joliette.—Cour Supérieure.

No. 1037. } GERMAIN GUILBAULT, arboriculteur, de la cité et du district de Joliette, demandeur; vs VICTORIN SYLVESTRE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Elisabeth, connue et désignée au cadastre d'icelle paroisse sous le numéro six cent cinquante-quatre (654), contenant un arpent et demi de largeur sur trente-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elisabeth, SAMEDI, le DEUXIEME jour de JUIN, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DES ROCHES.

Joliette, 27 avril, 1925.

[Première publication, le 2 mai, 1925]

2201—18-2

Ontario, Plaintiff; vs DAME EMELINE CHRISTIN, of Montebello, in the district of Ottawa, now district of Hull, wife of Euclide Longpré, of the same place, physician, and the said Euclide Longpré to authorize his wife for the purposes hereof, and now of Saint Boniface, in the Province of Manitoba, defendant.

1. Of the most part of the south part of lot No. 98 of the official plan and book of reference of the parish of Notre Dame de Bonsecours, in the county of Labelle, which part of lot presently described is situated at 75 feet to the west of the line of division which separates the south part of the said lot No. 98 from the south part of lot No. 96 of the said plan and book of reference, which part of lot presently described is bounded to the north by the public road, in rear by the Ottawa river, on the west side by the part hereafter described of lot No. 99 of the said plan and book of reference, and on the east side by another part of the said lot No. 98, containing 75 feet in width, English measure, by the depth between the public road which bounds it to the north, and the Ottawa river which bounds it to the south, which part of lot is also bounded to the east by a part of lot No. 96 of the said plan and book of reference, and to the west by the part of lot No. 98;

2. Of the south part of lot No. 99 of the said plan and book of reference; bounded to the north by the public road, to the south by the Ottawa river, on the east side by the part firstly hereabove described of the said lot No. 98, and on the west side by the part hereafter described of the lot No. 100 of the said plan and book of reference;

3. Of the south part of lot No. 100 of the said plan and book of reference; bounded to the north by the public road, to the south by the Ottawa river, on the east side by the part hereabove described of the said lot No. 99 and on the west side by the south part of lot No. 103 of the said plan and book of reference.

To be sold at the door of the church of Notre Dame de Bonsecours de Montebello, the EIGHTEENTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

I. SAINT-PIERRE,

Sheriff's office.

Hull, March 31, 1925.

[First publication, April 11, 1925]

1844—15-2

JOLIETTE

District of Joliette.—Superior Court.

No. 1037. } GERMAIN GUILBAULT, arboriculturist, of the city and district of Joliette, plaintiff; vs VICTORIN SYLVESTRE, farmer, of the parish of Sainte Elisabeth, district of Joliette, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Elisabeth, known and designated on the cadastre of said parish, under number six hundred and sixty-four (664), containing one arpent and a half in width by thirty-eight arpents in depth, more or less—with the dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Elisabeth, on SATURDAY, the SECOND day of JUNE, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DES ROCHES,

Sheriff's office,

Joliette, April 27, 1925.

[First publication, May 2nd, 1925]

2202—18-2

Province de Québec, District de Joliette.

Cour Supérieure.

No 993. } DAME ELISE GRAVEL, du village de l'Epiphanie, district de Joliette, en sa qualité d'exécutrice testamentaire et de légataire universelle de feu John-J. Glannon, son époux, en son vivant manufacturier, du même lieu, demanderesse; vs OLIVIER MORIN, père, de la ville de l'Assomption, dans le district de Joliette, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de l'Assomption, district de Joliette, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-deux (82), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de l'Assomption—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de l'Assomption, le DOUZIEME jour du mois de MAI prochain, (1925), à DEUX heures, p. m.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 1er avril. 1925

[Première publication, 11 avril 1925]
1903—15-2

Province of Quebec, District of Joliette.

Superior Court.

No. 993. } DAME ELISE GRAVEL, the village of l'Epiphanie, district of Joliette, in her quality of testamentary executrix, and residuary legatee of late John J. Glannon, her husband, in his life-time, manufacturer, of the same place, plaintiff; vs OLIVIER MORIN, sr., of the town of l'Assomption, in the district of Joliette, defendant.

An emplacement situate in the town of l'Assomption, district of Joliette, known and designated under number eighty-two (82), on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of l'Assomption—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the town of l'Assomption, the TWELFTH day of the month of MAY next, (1925), at TWO o'clock P. M.

GEORGE DESROCHES.

Sheriff's office, Joliette, April 1st., 1925.

[First publication, April 11, 1925]
1904—15-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } ERNEST DUBE, No 9731. } commerçant; et OMERINE RIOUX, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité de Rivière-du-Loup, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de "Ernest Dubé, Enrg.", demandeurs; contre J. HERMENEGILDE VAILLANCOURT, de la cité de Rivière-du-Loup, défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Fraserville, comté de Témiscouata, sous le numéro deux cent neuf (huit) trente-trois (209-8-33)—avec de plus toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Rivière-du-Loup, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 29 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]
2231—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } ERNEST DUBE, No. 9731. } trader, and OMERINE RIOUX, spinster of age in the full exercise of her rights, both of the city of Rivière du Loup, and there carrying on business in partnership under the firm name of "Ernest Dubé, Reg'd", plaintiffs; against J. HERMENEGILDE VAILLANCOURT, of the city of Rivière du Loup, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement known on the official cadastre of the town of Fraserville, county of Témiscouata, under number two hundred and nine (eight) thirty three (209-8-33)—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff, in the city of Rivière du Loup, the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD.

Sheriff's office, Joliette, April 29, 1925.

[First publication, May 2nd, 1925]
2232—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } FRANÇOIS LE- No 9686. } VESQUE, marchand, de Saint-Epiphanie, demandeur; contre PIERRE CARON, artisan, de Saint-Clément, défendeur, à savoir:

Une terre située dans le neuvième rang du canton Viger, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels, pour le neuvième rang du dit canton Viger, sous le numéro quarante-huit (48)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Clément, le QUATRIEME jour

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } FRANÇOIS LE- No. 9686. } VESQUE, merchant, of Saint Epiphane, plaintiff; against PIERRE CARON, artisan, of Saint Clément, defendant, to wit:

A farm situate in the ninth range of the township of Viger, containing one hundred acres, more or less, in superficies, known and designated on the official plan and book of reference for the ninth range of the said township of Viger, under number forty-eight (48)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Clément, the FOURTH day of

de juin prochain, dix neuf cent vingt-cinq (1925),
à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, le 28 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2233—18-2

JUNE next, nineteen hundred and twenty-five
(1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office.
Rivière du Loup, April 28, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2234—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir:) **PAUL MICHAUD,**
No 9706.) journalier, de
Notre-Dame-du-Lac, demandeur; contre JO-
SEPH OUELLET, cultivateur, de Saint-
Benoît-de-Packington, et les HERITIERS de
FEU DAME MARIE-LOUISE LEBEL, du
même endroit, défendeurs.

Une terre située sur le treizième rang du canton
Packington, contenant environ cent trente
acres en superficie, plus ou moins, faisant partie
pour un quart du numéro six (1-4 No 6) et
comprenant les numéros sept, huit et neuf (Nos
7, 8 et 9) du treizième rang du dit canton Pack-
ington; bornée au nord, partie à Louis Voisine,
partie à Paul Valcourt partie à Joseph Thériault
et partie à François Michaud, au sud au fron-
teau séparant le dit canton Packington du canton
Robinson, à l'ouest partie à Joseph Valcourt,
partie à Lambert Thériault et partie à François
Dubé, et à l'est à Paul Michaud, fils d'Alfred—
avec bâtisses sus-construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Benoît-de-Packington,
le NEUVIEME jour de JUIN prochain
(1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 29 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2235—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit:) **PAUL MICHAUD,**
No. 9706.) laborer, of Notre
Dame du Lac, plaintiff; against JOSEPH OUEL-
LET, farmer, of Saint Benoit de Packington,
and the HEIRS of the LATE DAME MARIE
LOUISE LEBEL of the same place, defend-
ants.

A farm situate in the thirteenth range of the
township of Packington, containing about one
hundred and thirty acres in superficies, more or
less, forming part, for one quarter, of number
six (1-4 No. 6) and comprising numbers seven,
eight and nine (Nos. 7, 8 and 9) of the thirteenth
range of said township of Packington; bounded
to the north partly by Louis Voisine, partly by
Paul Valcourt, partly by Joseph Thériault and
partly by François Michaud, to the south by the
front range line between the said township of
Packington and the township of Robinson,
to the west partly by Joseph Valcourt, partly
by Lambert Thériault and partly by François
Dubé and to the east by Paul Michaud, son of
Alfred — with the buildings thereon erected and
circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church
of the parish of Saint Benoit de Packington,
the NINTH day of JUNE next (1925), at TWO
o'clock in the afternoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office.
Rivière du Loup, April 29, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2236—18-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Montmagny

Montmagny, à savoir:) **JOSEPHAT BER-**
No 96.) **NIER,** cultiva-
teur, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, AL-
PHONSE BERNIER, menuisier, et BERNARD
BERNIER, fabricant de beurre, tous deux de
la paroisse du Cap-Saint-Ignace, district de
Montmagny, demandeurs; contre EDOUARD
COUTURE, de la paroisse de Saint-Thomas-de-
Montmagny, et FIDELE BERNIER, de la pa-
roisse du Cap-Saint-Ignace, défendeurs.

Comme appartenant à Edouard Couture:

Un terrain mesurant soixante-douze (72)
pieds sur cent (100) pieds de profondeur; borné
au nord au chemin public, au sud à Timothée
Paradis, au nord-est à Joseph Mathurin, au
sud-ouest à Frédéric Boulanger, et faisant partie
du lot numéro cent treize (113) du cadastre
officiel pour la paroisse de Saint-Thomas—avec
la maison dessus construite et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Thomas-de-Montmagny, JEUDI,

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit:) **JOSEPHAT BERNIER,**
No. 96.) farmer, of the parish
of Saint Jean Port Joli, ALPHONSE BERNIER,
joiner, and BERNARD BERNIER, cheese-
maker, both of the parish of Cap Saint Ignace,
district of Montmagny, plaintiffs; against
EDOUARD COUTURE, of the parish of Saint
Thomas de Montmagny, and FIDELE BER-
NIER, of the parish of Cap Saint Ignace, de-
fendants.

As belonging to Edouard Couture:

A lot of land measuring seventy-two (72) feet
by one hundred (100) feet in depth; bounded to
the north by the public road, to the south by
Timothée Paradis, to the northeast by Joseph
Mathurin, and to the southwest by Frédéric
Boulanger, and forming part of lot number one
hundred and thirteen (113) of the official cadas-
tre for the parish of Saint Thomas—with the
house thereon erected, and dependencies. Sub-
ject to church assessments for the future.

To be sold at the door of the parish church
of Saint Thomas de Montmagny, on THURS-

le CINQUIEME jour du mois de JUIN prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 28 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2203—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **LE PROCUREUR**
No 2067. } **GENERAL DU**
CANADA, pour et au nom de SA MAJESTE
LE ROI, demandeur; contre **GEORGES LAN-**
GEVIN, marchand de bois, de Notre-Dame-du-
Rosaire, comté de Montmagny, défendeur.

A. Un lot de terre—avec bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashburton, comme étant le numéro sept (7), dans le septième rang du dit canton; à l'exception d'une lisière de terrain appartenant à Rosaire Morin, sur le côté est, sur toute la longueur de ce numéro par une largeur suffisante pour former une superficie totale de six acres et treize centièmes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire, **MERCREDI**, le **QUATRIEME** jour du mois de **JUIN** prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 27 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2205—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **LA BANQUE ROY-**
No 2123. } **ALE DU CANA-**
DA, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires dans la cité de Montréal et un bureau d'affaires dans la ville de Montmagny, demanderesse; contre **FRED. GIRARD**, de la ville de Montmagny, défendeur.

Un terrain de soixante (60) pieds de front sur quatre-vingt-onze (91) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au sud à la rue Frontenac, au nord au terrain du Gouvernement (l'Arsenal), à l'est à Amédée Coulombe et à l'ouest à Ernest Paré, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Montmagny, comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (188)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la ville de Montmagny, **MARDI**, le **DOUZIEME** jour du mois de **MAI** prochain (1925) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 6 avril, 1925.
[Première publication, le 11 avril, 1925]
1845—15-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Montréal, à savoir : } **DAME SOPHIE BOY-**
No 142. } **ER**, veuve de feu

DAY, the **FIFTH** day of the month of **JUNE** next (1925), at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, April 28, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2204—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **THE ATTORNEY GE-**
No 2067. } **NERAL OF CANA-**
DA, for and in the name of His Majesty the King, plaintiff; against **GEORGES LANGEVIN**, lumber merchant, of Notre Dame du Rosaire, county of Montmagny, defendant.

A lot of land—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Ashburton, as being lot number seven (7), in the seventh Range of the said township; save and except a strip of land belonging to Rosaire Morin on the east side, of all the length of such number by a sufficient width to form a total area of six acres and thirteen-hundredths.

To be sold at the door of the parish church of Notre Dame du Rosaire, on **WEDNESDAY**, the **FOURTH** day of the month of **JUNE** next, (1925), at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, April 27, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2206—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **THE ROYAL BANK**
No 2123. } **OF CANADA**, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, and an office in the town of Montmagny, plaintiff; against **FRED. GIRARD**, of the town of Montmagny, defendant.

A lot of land of sixty (60) feet in front by ninety-one (91) feet in depth, English measure; bounded to the south by Frontenac Street, to the north by the land of the Government (Arsenal), to the east by Amédée Coulombe and to the west by Ernest Paré, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the town of Montmagny, as forming part of lot number one hundred and eighty-eight (188)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to church dues for the future.

To be sold at my office, at the court house, in the town of Montmagny, on **TUESDAY**, the **TWELFTH** day of the month of **MAY** next, 1925, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, April, 6, 1925.
[First publication, April 11, 1925]
1846—15-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District d'Iberville.

Montreal, to wit: } **DAME SOPHIE BOY-**
No 142. } **ER**, widow of the

Georges Laplante, demanderesse; vs FIRMIN PRIMEAU, défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Lebrun, dans le quartier Mercier, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, sous le numéro sept cent dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397-710)—avec les bâtisses dessus érigées et droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans les ruelles desservant ledit lot de terre.

2o. Un lot de terre ayant front sur la rue Lebrun, dans le quartier Mercier, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe sous le numéro sept cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397-711)—avec les bâtisses dessus érigées et droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans les ruelles desservant ledit lot de terre.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Demers, daté le 25 avril, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 29 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2237—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: J. T. FONTAINE, demandeur; vs ULRIC TAPIN, défendeur.

Un terrain, borné en front par la rue Omer, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, comme étant le numéro 394, subdivision 183 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 29 avril 1925.
[Première publication, 2 mai 1925]
2239—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DELLE MARIE-ANTOINETTE, fille majeure et usant de ses droits, demanderesse; vs JOSEPH BERNARD, défendeur, et TELESOPHORE BRASSARD, registrateur de la division d'enregistrement de Montréal, mis-en-cause, et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain formant partie du lot onze cent trente quatre (partie 1134) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, mesurant quarante et un pieds de front sur cent un pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front, par la rue Visitation, en arrière, par le résidu du dit lot, d'un côté par le lot numéro onze cent trente-trois, de l'autre côté, par une partie du lot numéro onze cent trente-six des dits

late GEORGES LAPLANTE, plaintiff; vs FIRMIN PRIMEAU, defendant.

1. A lot of land fronting on Lebrun Street, in Mercier ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, under number seven hundred and ten of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-seven (397-710)—with the buildings thereon erected and right of way in common with those having right thereto, in the lanes leading to and from said lot of land.

2. A lot of land fronting on Lebrun Street, in Mercier ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe under number seven hundred and eleven of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-seven (397-711)—with the buildings thereon erected and right of way in common with those having right thereto, in the lanes leading to and from said lot of land.

To be sold *en bloc* at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Demers, dated the twenty-fifth of April 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 29, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2238—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: J. T. FONTAINE, plaintiff; vs ULRIC TAPIN, defendant.

A lot of land fronting on Omer Street, in the city of Montreal, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, in the district of Montreal, as being number 394, subdivision 183, of the aforesaid official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 29, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2240—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: MISS MARIE ANTOINETTE DESAUTELS, spinster of age in the full exercise of her rights, plaintiff; vs JOSEPH BERNARD, defendant, and TELESOPHORE BRASSARD, registrar of the Registration division of Montreal, mis-en-cause, and L. A. BEDARD, curator to the surrender of property made herein.

As belonging to said defendant:

A parcel of land forming part of lot number eleven hundred and thirty-four (Part 1134) of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, measuring forty-one feet in front, by one hundred and one feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by Visitation Street, in rear by the residue of said lot, on one side by lot number eleven hundred and thirty-three and on the other side by a part of lot number eleven

plan et livre de renvoi officiels—avec les maisons et autres bâties dessus érigées, portant les numéros 709 à 711 de la dite rue Visitation, et les servitudes y relatives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 7 avril, 1925.
[Première publication, 11 avril 1925]
1861—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME HELEN - I.
No 3873. } BARNSTON & AL,
demandeurs; vs BENJAMIN LAWTON & AL,
défendeurs.

Ce lopin de terre situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Beaconsfield, et connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent vingt et un du lot primitif numéro cent soixante-cinq (165-121) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâties en construction sus-érigées, portant les numéros civiques 238 et 240 de la dite avenue Beaconsfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 4 avril 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 7 avril 1925. 1863—15-2
[Première publication, le 11 avril 1925]

hundred and thirty-six of said official plan and book of reference—with the houses and other buildings thereon erected, bearing numbers 709 to 711 of said Visitation Street, and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 7, 1925.
[First publication, April 11, 1925]
1862—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME HELEN I.
No. 3873. } BARNSTON & AL,
plaintiffs; vs BENJAMIN LAWTON & AL,
defendants.

That lot of land situate in the Notre Dame de Grace ward of the city of Montreal, fronting on Beaconsfield Avenue, and known and designated as subdivision number one hundred and twenty one of original lot number one hundred and sixty-five (165-121) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal—with the building in course of construction thereon erected, bearing civic numbers 238 and 240 of said Beaconsfield Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 4th of April, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 7, 1925. 1864—15-2
[First publication, April 11, 1925]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } CEDEON LAFOND,
District de Nicolet, } demandeur; vs
No 471. } OLYMPE DUGUAY,
défendeur.

1. Un immeuble portant le numéro trente-six (36) du cadastre pour la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de Nicolet, situé dans le rang Saint-Joseph de ladite municipalité—avec bâties dessus érigées;

2. Un immeuble portant le numéro quatre-vingt-deux (82) du cadastre pour la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de Nicolet, situé dans le rang Saint-Joseph de ladite municipalité—avec bâties y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Perpétue, comté de Nicolet, le VINGT-SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, 21 avril 1925.
[Première publication, 25 avril 1925]
2099—17-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CEDEON LAFOND,
District of Nicolet, } plaintiff; vs OLYMPE
No. 471. } DUGUAY, defendant.

1. An immovable bearing number thirty-six (36) of the official cadastre for the parish of Sainte-Perpétue, county of Nicolet, situate in range Saint Joseph of said municipality—with the buildings thereon erected;

2. An immovable bearing number eighty-two (82) of the cadastre for the parish of Sainte-Perpétue, county of Nicolet, situate in range Saint Joseph of said municipality—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Sainte-Perpétue, county of Nicolet, the TWENTY-SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, April 21, 1925.
[First publication, April 25, 1925]
2100—17-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir:) **L**A BRASSERIE CHAM-
No 1625.) **L**PLAIN, LIMITEE, cor-
poration commerciale ayant sa principale place
d'affaires en la cité de Québec, contre L'HOTEL
LAPOINTE, LIMITEE, corporation commer-
ciale, ayant son siège social en la cité de Québec.

Le lot No 767 (sept cent soixante-sept) du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de
la cité de Québec, étant un emplacement situé
sur la rue de la Couronne — avec les bâtisses
dessus contruites, circonstances et dépendan-
ces.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le CINQUIEME jour de JUIN pro-
chain, à DIX heures du matin.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 29 avril 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2207—18-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:) **D**ANS une cause où Geor-
No. 2250.) **D**ges Naud, cultivateur;
de Saint-Alban, comté de Portneuf, était de-
mandeur, et la corporation de la paroisse de
Saint-Alban, corporation légale ayant son siège
social à Saint-Alban, comté de Portneuf, était
défenderesse, la dite CORPORATION DE LA
PAROISSE DE SAINT-ALBAN; contre le dit
GEORGES NAUD, à savoir:

Partie des lots Nos 201 et 203 (deux cent un
et deux cent trois) du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf,
étant une partie de terrain de la contenance d'en-
viron trois arpents et demi en superficie, plus
ou moins; bornée au sud à la rivière Sainte-Anne,
au nord à Théode et Damase Naud, à l'ouest à
Vve Prosper Falardeau et à l'est à la Cie Elec-
trique de Deschambault. A distraire de la
partie du No. 203 le chemin public qui traverse
le dit lot conduisant au pont de la rivière Sainte-
Anne, circonstances et dépendances; le dit che-
min ayant une largeur d'environ trente pieds et
conduisant au pont de la rivière Sainte-Anne vers
le nord sur toute la profondeur de la dite partie
de ce lot.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-
Alban, comté de Portneuf, le CINQUIEME
jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 29 avril 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2209—18-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:) **A**VARD-G. SIM, manu-
No 786.) **A**facturier, de la ville
de Farnham, district de Bedford, et y faisant
affaires seul comme tel sous les nom et raison
sociale de "Missisquoi Tanning Co."; contre
ALFRED PAQUET & H.-J. CONNOLLY, tous
deux agents, des cité et district de Québec, et y
faissant affaires ensemble en société comme tels
sous les nom et raison sociale de "Paquet &
Connolly", à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente de

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) **L**A BRASSERIE CHAM-
No. 1625.) **L**PLAIN, LIMITEE, a bo-
dy politic and corporate having its head-office
in the city of Quebec; against L'HOTEL LA-
POINTE, LIMITEE, a body corporate
having its principal place of business in the city
of Quebec.

The lot No 767 (seven hundred and sixty-seven)
of the official cadastre for Saint Roch ward, in
the city of Quebec, being an emplacement situa-
te on Crown Street—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock
in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 29, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2208—18-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) **I**N a cause in which Geor-
No. 2250.) **I**ges Naud, farmer, of
Saint Alban, county of Portneuf, was plaintiff,
and the corporation of the parish of
Saint Alban, a body politic and corporate,
having its principal place of business at
Saint Alban, county of Portneuf, was defendant,
The said CORPORATION OF THE PARISH OF
SAINT ALBAN; against the said GEORGES
NAUD, to wit:

Part of lots Nos. 201 and 203 (two hundred
and one and two hundred and three) of the
official cadastre for the parish of Saint Alban,
county of Portneuf, being a parcel of land
containing about three arpents and a half in
superficies, more or less; bounded to the south
by the river Sainte Anne, to the north by Théode
and Damase Naud, to the west by widow Pros-
per Falardeau and to the east by Cie Electrique
of Deschambault. To be deducted from the
part of No. 203, the public road which crosses the
said lot leading to the bridge of the river Saint
Anne, circumstances and dependencies; the said
road having a width of about thirty feet and
leading to the bridge of the river Sainte Anne,
towards the north, by all the depth of the said
part of this lot.

To be sold at the door of the church of Saint
Alban, county of Portneuf, the FIFTH day of
JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 29, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2210—18-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit:) **A**VARD G. SIM, manu-
No. 786.) **A**facturer, of the town
of Farnham, district of Bedford, and there
carrying on business alone as such under the
firm name and style of "Missisquoi Tanning
Co."; against ALFRED PAQUET & H. J.
CONNOLLY, both agents, of the city and
district of Quebec, and there carrying on busi-
ness together in partnership as such under the
firm name and style of "Paquet & Connolly",
to wit:

Notice is hereby given that the sale of the

l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le vingtième jour de mars dernier, à mon bureau, aura lieu à DIX heures du matin, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI courant, au même endroit.

Le Shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du Shérif,
Québec, 29 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2211—18-2

immovable seized in the present cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, the twentieth day of March last, at my office, will take place at TEN o'clock in the forenoon, the TWENTY-SECOND day of MAY instant, at the same place.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Quebec, April 29th, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2211—18-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat, Mont-Joli.—District de Rimouski.

No 788. } L EVESQUE & CIE, Mont-Joli; vs JOSEPH GUIMOND, Hauteurs, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichements, de préemption et autres que le défendeur Joseph Guimond a et peut avoir sur le lot No dix-neuf au cadastre officiel du deuxième rang du canton Massé—avec bâtisses sus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-François-Xavier, Hauteurs, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain 1925, à DIX heures a.m.

Le shérif,
CHS DANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 28 avril 1925.

2227—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

No 9242. } E RNEST TREMBLAY; vs JOSEPH MASSÉ, Causapsal, savoir:

Le lot No Un au cadastre officiel du rang un du canton Humqui—avec bâtisses; sous réserve de la coupe du bois franc vendue à Ernest Martel.

Pour être vendu à la porte de l'église de Causapsal, le DEUX JUIN prochain, 1925, à DIX heures a.m.

Le shérif,
CHS DANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 28 avril 1925.

2229—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

No 8534. } A LFRED PELLETIER; vs JOSEPH CORBIN, Hauteurs, savoir:

Tous les droits d'occupation, de défrichements, d'améliorations, de préemption et autres que le défendeur Jos. Corbin a sur les lots Nos vingt-deux A et vingt-deux B, au cadastre officiel du rang trois du canton Massé.

Pour être vendus à l'église de Saint-François-Xavier, Hauteurs, le TREIZE MAI prochain, 1925, à ONZE heures A. M.

Le Shérif,
CHS. DANJOU.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 8 avril, 1925.
[Première publication, le 11 avril, 1925]
1901—15-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, Mont Joli.—District of Rimouski.

No. 788. } L EVESQUE & CO., Mont Joli; vs JOSEPH GUIMOND, Hauteurs, to wit:

All the rights of occupation, clearing, pre-emption and other rights which the defendant Joseph Guimond has and may have upon the lot No. nineteen, on the official cadastre of the second range of the township of Massé—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Saint François Xavier, Hauteurs, the FOURTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock a.m.

CHS DANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, April 28, 1925.

2228—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 9242. } E RNEST TREMBLAY; vs JOSEPH MASSÉ, Causapsal, to wit:

The lot No. One on the official cadastre of range one of the township of Humqui—with the buildings thereon; under the reserve of the cut of hard timber sold to Ernest Martel.

To be sold at the door of the church of Causapsal, the SECOND day of JUNE next 1925, at TEN o'clock a.m.

CHS. DANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, April 28, 1925.

2230—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 8534. } A LFRED PELLETIER; vs JOSEPH CORBIN, Hauteurs, to wit:

All the rights of occupation, clearing, improvements, pre-emption and other rights which the defendant Jos. Corbin has upon the lots Nos. twenty-two A and twenty-two B, on the official cadastre of the third Range of the township of Massé.

To be sold at the door of church of Saint François Xavier, Hauteurs, the THIRTEENTH of MAY next, 1925, at ELEVEN o'clock A. M.

CHS. DANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, April 8, 1925.
[First publication, April 11, 1925]
1902—15-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LOUIS GAGNÉ, de
District de Roberval, } Saint-François-de-
No 4192. } Sales, forgeron, deman-
deur; vs FRANÇOIS GAUTHIER, du même lieu,
défendeur; et JOHNNY GAUTHIER, aussi du
même lieu, mis en cause; et JOSEPH LA-
BERGE, cultivateur, aussi de Saint-François-
de-Sales, curateur au délaissement, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné
sous le numéro cinquante et un-B (No 51b), aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour
le sixième rang du canton Métabetchouan—avec
ensemble les bâtisses dessus construites, appur-
tenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-François-de-Sales, MARDI,
le DEUXIEME jour de JUIN prochain, (1925),
à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.

Roberval, 27 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]

2213—18-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec, District de Roberval. Cour
Supérieure.

No 4267. } JOSEPH BELLEY, de Saint-
Félicien, cultivateur, deman-
deur; vs HYPOLITE BRASSARD, de Saint-
Félicien, cultivateur, défendeur, et NAPOLEON
SENNEVILLE, commerçant, de Pierreville,
comté de Yamaska, LEGER LAVERDIERE,
de Saint-Félicien, cultivateur, et LA BANQUE
NATIONALE, corps politique et incorporé
ayant son principal siège social en la cité de
Québec et une succursale dans le dit village de
Saint-Félicien, et MAURICE HOUDE, de Saint-
Félicien, cultivateur, mis-en-cause. A savoir:

1. Le lot de terre maintenant connu et dési-
gné sous le numéro dix (No 10), aux plan et
livre de renvoi officiels du cadastre pour le
premier rang du canton Parent—avec ensemble
les bâtisses dessus construites, appartenances et
dépendances.

2. Les lots de terre maintenant connus et
désignés sous les numéros dix et onze (No 10 et
11), aux plan et livre de renvoi officiels du ca-
dastre pour le deuxième rang du canton Parent
—avec ensemble les bâtisses dessus construites,
appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Félicien, JEUDI, le QUATOR-
ZIEME jour de MAI prochain (1925), à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 6 avril, 1925.

[Première publication, le 11 avril, 1925]

1865—15-2

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH PELLETIER,
District de Roberval, } fils d'Eleuthère, ci-
No 4582. } devant de la paroisse
de Saint-Roch-des-Aulnaies et maintenant de la
paroisse de Sainte-Germaine du Lac-Etchemin,
comté de Dorchester, rentier, demandeur; vs
TREFFLE SAINT-HILAIRE, de la paroisse de

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS GAGNÉ, of
District of Roberval, } Saint François de Sa-
No. 4192. } les, blacksmith, plain-
tiff; vs FRANCOIS GAUTHIER, of the same
place, defendant; and JOHNNY GAUTHIER,
also of the same place, mis-en-cause; and JOSEPH
LABERGE, farmer, also of Saint François de
Sales, curator to the surrender of property made
herein, to wit:

The lot of land now know and designated under
number fifty one-B (No. 51b), on the official
cadastral plan and in the book of reference for
the sixth range of the township of Metabet-
chouan—together with the buildings thereon
erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint François de Sales, on TUESDAY,
the SECOND day of JUNE next, (1925), at
TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office.

Sheriff.

Roberval, April 27, 1925.

[First publication, May 2nd., 1925]

2214—18-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, District of Roberval.
Superior Court.

No. 4267. } JOSEPH BELLEY, of Saint
Félicien, farmer, plaintiff; vs
HYPOLITE BRASSARD, of Saint Félicien,
farmer, defendant, and NAPOLEON SENNE-
VILLE, trader, of Pierreville, county of Ya-
maska, LEGER LAVERDIERE, of Saint
Félicien, farmer, and LA BANQUE NATIO-
NALE, a body politic and corporate having its
head office in the city of Quebec, and a branch
in the said village of Saint Félicien, and MAU-
RICE HOUDE, of Saint Félicien, farmer, mis-
en-cause, to wit:

1. The lot of land now known and designated
under number ten (No. 10), on the official ca-
dastal plan and book of reference for the first
range of the township of Parent—together with
the buildings thereon erected, appurtenances and
dependencies.

2. The lots of land now known and designated
under numbers ten and eleven (Nos. 10 and 11),
on the official cadastral plan and book of refer-
ence for the second range of the township of
Parent—together with the buildings thereon
erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Félicien, on THURSDAY, the
FOURTEENTH day of MAY next (1925), at
TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office,

Sheriff.

Roberval, April 6, 1925.

[First publication, April 11, 1925]

1866—15-2

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH PELLETIER,
District of Roberval, } son of Eleuthère,
No. 4582. } heretofore of the par-
ish of Saint Roch des Aulnaies, and now of the
parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin,
county of Dorchester, annuitant, Plaintiff; vs
TREFFLE SAINT-HILAIRE, of the parish of

Sainte-Lucie-d'Albanel, et THADDEE THÉRIAULT, de la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, défendeurs, à savoir:

Contre les biens immobiliers du dit défendeur Thaddée Thériault:

1. La juste demie sud-est du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-quatre ($\frac{1}{2}$ S.E. No 224), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Roberval, d'une superficie d'environ cinquante acres et bornée comme suit: au nord-est au rang deux du même canton, au sud-ouest au rang quatre, au nord-ouest par l'autre demie du même lot et au sud-est par le lot numéro deux cent vingt-cinq—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent trente-deux (No 232), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Roberval—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, à Roberval, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, le 6 avril 1925. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, le 11 avril 1925] 1867—15-2

Province de Québec. District de Roberval. Mandat de Saisie de la municipalité de Saint-Amédée.

No 1. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE } pour la municipalité de Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, district de Roberval, demandeurs; vs LA SUCCESSION BROET et CHARLES-EUGÈNE GAUTHIER, occupant, défendeurs, à savoir:

Tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que les dits défendeurs ont et peuvent avoir sur les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit (Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) du premier rang, et les lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, cinq et six (Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6), du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, MARDI, le DIXIÈME jour de MAI prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Roberval, le 6 avril, 1925. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, le 11 avril, 1925] 1869—15-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } PIERRE MORIN, cultivateur de Saint-Fidèle, demandeur; contre ARMAND SAVARD, journalier, de Saint-Fidèle, défendeur.

A. Un certain terrain situé dans la paroisse de Saint-Fidèle, contenant cent pieds de largeur sur le chemin public et quatre-vingt-dix au bout de la profondeur, sur deux arpents de profondeur,

Sainte Lucie d'Albanel, and THADDEE THÉRIAULT, of the parish of Notre Dame du Lac Saint Jean, defendants, to wit:

Against the immovable property of said Defendant, Thaddée Thériault:

1. The exact southeast half of the lot of land now known and designated under number two hundred and twenty-four (S. E. $\frac{1}{2}$ —No. 224), on the official cadastral plan and book of reference for the township of Roberval, containing about fifty acres in area, and bounded as follows: to the northeast by Range two of same township, to the southwest by Range four, to the northwest by the other half of same lot and to the southeast by lot number two hundred and twenty-five—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. The lot of land now known and designated under number two hundred and thirty-two (No. 232) on the official cadastral plan and book of reference for the township of Roberval—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, at Roberval, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MAY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, April 6, 1925. 1868—15-2
[First publication, April 11, 1925]

Province of Quebec. District of Roberval. Writ of Seizure. Municipality of Saint Amédée.

No. 1. THE SCHOOL COMMISSIONERS for the municipality of Saint Amédée, county of Lake Saint John, district of Roberval, plaintiffs; vs. THE BROET ESTATE and CHARLES EUGENE GAUTHIER, occupant, defendants, to wit:

All the rights, privileges and pretensions whatsoever which the said defendants have and may have upon the lots of land now known and designated under numbers one, two, three, four, five, six, seven and eight (Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8) of the first Range, and the lots of land numbers one, two, three, four, five and six, (No. 1, 2, 3, 4, 5 and 6) of the second Range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Dolbeau—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Edouard de Péribonca, on TUESDAY, the TWELFTH day of MAY next (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, April 6, 1925.
[First publication, April 11, 1925] 1870—15-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } PIERRE MORIN, farmer, No. 4200. } of Saint Fidèle, plaintiff; against ARMAND SAVARD, laborer, of Saint Fidèle, defendant.

A. A lot of land situate in the parish of Saint Fidèle, containing one hundred feet in width on the public road and ninety feet at the end of the depth, by two arpents in depth, the whole

le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre numéro 393 du cadastre officiel de Saint-Fidèle; borné, le dit terrain, vers le nord au chemin public, et vers le sud au gros cap communément appelé "Cimetière", joignant au nord-est, à Bernard Brisson et au sud-ouest à Joseph Savard—ensemble, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Fidèle, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ELIE MALTAIS.
Malbaie, 28 Avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai 1925]
2215—18-2

more or less without warranty of precise measure, being part of lot of land number 393 of the official cadastre of Saint Fidèle; bounded, the said lot of land, towards the north by the public road, and towards the south by the big cape called "Cimetière", to the northeast by Bernard Brisson, and to the southwest by Joseph Savard—together with all the buildings thereon erected, dependencies and circumstances.

To be sold at the door of the church of Saint Fidèle, the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff's office,
Malbaie, April 28, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2216—18-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } CORDELIA LE-
District de Montréal, } CLERC, deman-
No 1050. } deresse; vs VINCENT-
MICHEL THERIAULT, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain présentement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, district de Terrebonne, sous le numéro quatre-vingt-douze (No 92), et compris aussi dans la présente vente un droit de passage sur le terrain de Joseph Raymond, père, ou représentants, et étant connu sous le lot officiel numéro quatre-vingt-huit (No 88), et tel que ledit droit de passage a été réservé et établi en vertu d'un acte de vente par Trefflé Raymond à John West, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le No 44651—avec bâtisses dessus érigées;

2. Une pointe de terre à prendre et détacher du lot officiel numéro quatre-vingt-onze (91) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, de la contenance d'environ un arpent et quart et plus ou moins et compris dans les bornes suivantes: tenant vers l'est audit lot numéro quatre-vingt-douze, vers le sud, au Lac Guindon, et vers l'ouest à partie dudit lot numéro quatre-vingt-onze (91) et se bornant par la clôture existante actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, district de Terrebonne, le DEUXIÈME jour de JUIN, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 28 avril 1925.
[Première publication, 2 mai 1925]
2241—18-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } ERNEST DEGUIL-
No 637. } SE, demandeur;
vs WILBROD BROUILLETTE, défendeur.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CORDELIA LE-
District of Montreal, } CLERC, plaintiff;
No. 1050. } vs VINCENT MICHEL
THERIAULT, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

1. A lot of land presently known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Sauveur des Monts, district of Terrebonne, under number ninety-two (No. 92), and included also in the present sale the right of passage upon the land of Joseph Raymond, Sr., or representatives, and being known as official lot number eighty-eight (No. 88), as the said right of passage has being reserved and established by virtue of a deed of sale by Trefflé Raymond to John West, registered at the Registry Office of the county of Terrebonne, under No. 44651—with the buildings thereon erected;

2. A point of land to be taken out of and detached from the official lot number ninety one (91) of the official plan and book of reference of said parish of Saint-Sauveur des Monts, containing about one arpent and a quarter and more or less and contained within the following bounds: towards the east adjoining said lot number ninety-two, towards the south to the Guindon Lake, and towards the west to the part of said lot number ninety one (91) and being bounded by the fence actually existing.

To be sold at the door of the catholic parochial church of the parish of Saint Sauveur des Monts, district of Terrebonne, the SECOND day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon (standard time).

J. W. CYR,
Sheriff's office.
Saint Jérôme, April 28, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2242—18-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } ERNEST DEGUIL-
No. 637. } SE, Plaintiff; vs
WILBROD BROUILLETTE, defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, à la concession de la Rivière-à-la-Lime, connue et désignée sous le numéro six cent quarante-sept (No 647) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Geneviève—avec bâtisses;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, dans la concession des neuf arpents, connue et désignée sous le numéro deux cent trente-trois (No 233), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Luc—avec bâtisses.

Pour être vendu, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain, le QUATRIEME jour de JUIN prochain 1925, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, dans le comté de Champlain, le QUATRIEME jour de JUIN prochain 1925, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 28 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]

2243—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME EMMA
No 511. } DELANGIS,

ES-QUALITE, demanderesse; vs AUGUSTIN THIFFAULT, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une lisière de terrain situé en la paroisse de Saint-Adelphe, faisant partie du lot de terrain numéro sept cent vingt-deux (Ptie No 722) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, contenant à son front, au chemin public, une largeur de quinze pieds, et de vingt-huit pieds à sa profondeur, sur une profondeur de cent sept pieds, le tout mesure anglaise, sans garantie de mesure précise; bornée en front par le chemin public, en profondeur par Garneau Trudel, tel qu'indiqué par une clôture, d'un côté par le défendeur Augustin Thiffault ou représentants et de l'autre côté par Léon Dupuis ou représentants, ainsi qu'indiqué par une clôture.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, le CINQUIEME jour de JUIN prochain 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 27 avril 1925.

[Première publication, 2 mai 1925]

2245—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } A DOLPHE LE-
No 346. } BLEU, deman-

deur; vs JOSEPH BOURGEOIS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Saint-Paul, connu et désigné sous le numéro quarante de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-40) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant vingt-six pieds de large sur une profondeur moyenne de soixante-dix-neuf pieds cinq dixièmes, mesure anglaise;

As belonging to said defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, in the concession of Rivière à la Lime, known and designated under number six hundred and forty seven (No. 647) of the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Geneviève—with the buildings thereon.

2. A farm situate in the parish of Saint Luc, in the concession of nine arpents, known and designated under number two hundred and thirty three (No. 233), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Luc—with the buildings thereon.

To be sold, the immovable firstly above described, at the door of the church of the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, in the county of Champlain, the FOURTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly above described, at the door of the church of the parish of Saint Luc, in the county of Champlain, the FOURTH day of JUNE next, 1925, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office.

Three Rivers, April 28, 1925.

[First publication, May 2nd., 1925]

2244—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME EMMA
No 511. } DELANGIS,

ES-QUALITE, plaintiff; vs AUGUSTIN THIFFAULT, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A strip of land situate in the parish of Saint Adelphe, forming part of the lot of land number seven hundred and twenty two (Pt. No. 722) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, containing in front on the public road a width of fifteen feet and in rear a width of twenty eight feet, by a depth of one hundred and seven feet, the whole English measure, without warranty of precise measurements; bounded in front by the public road, in rear by Garneau Trudel as shewn by a fence, on one side by the defendant Augustin Thiffault or representatives and on the other side by Léon Dupuis or representatives, as shown by a fence.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, the FIFTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office.

Three Rivers, April 27, 1925.

[First publication, May 2nd., 1925]

2246—18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } A DOLPHE LEBLEU,
No. 346. } plaintiff; vs JO-

SEPH BOURGEOIS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the city of Three Rivers, on Saint Paul Street, known and designated under number forty of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty-four (1124-40) of the official cadastre of the city of Three Rivers, containing twenty-six feet in width by a mean depth of seventy-nine feet and five tenths, English measure.

2. Un emplacement situé sur la rue Saint-Paul, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro quarante et un de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-41) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-six pieds de large sur une profondeur moyenne de soixante-seize pieds cinq dixièmes, mesure anglaise;

3. Un emplacement situé sur la rue Whitehead, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-37) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-cinq pieds de large sur une profondeur moyenne de quatre-vingt-cinq pieds six dixièmes, mesure anglaise.

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le HUITIEME jour de JUIN prochain, 1925, à DIX HEURES du matin (heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PH.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 28 avril, 1925.
[Première publication, le 2 mai, 1925]
2247-18-2

2. An emplacement situate on Saint Paul Street, in the city of Three Rivers, known and designated under number forty-one of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty-four (1124-41) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty-six feet in width by a mean depth of seventy-six feet and five tenths, English measure.

3. An emplacement situate on Whitehead Street, in the city of Three Rivers, known and designated under number thirty-seven of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty-four (1124-37) of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty-five feet in width by a mean depth of eighty five feet and six tenths, English measure.

To be sold at the office of the Sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, the EIGHTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 28, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2248-18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : DAME MARIE-ERNESTINE-SOPHRONIE TRUDEL, veuve de Louis Deshaies, demanderesse; vs THEOPHILE BORDELEAU, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Timothée, dans le rang Saint-Moise, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-quinze (partie No 575), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Tite, contenant un arpent de largeur sur environ vingt-deux arpents et demi de longueur; borné en front au chemin public; en profondeur aux continuations des terres sud-ouest de la Rivière-des-Envies, joignant du côté nord-est à Hercule Mongrain et du côté sud-ouest au lot de terre numéro cinq cent soixante-seize;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Timothée, dans le rang Saint-Moise, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-seize (No 576), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Tite—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, dans le comté de Champlain, le DEUXIEME jour de JUIN prochain 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, PH.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 27 avril 1925.
[Première publication, 2 mai 1925]
2249-18-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit: DAME MARIE-ERNESTINE-SOPHRONIE TRUDEL, widow of Louis Deshaies, plaintiff; vs THEOPHILE BORDELEAU, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Timothée, in range of Saint Moise, known and designated as forming part of the lot of land number five hundred and seventy-five (part No. 575), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Tite, containing one arpent in width by about twenty two arpents and a half in length; bounded in front by the public road, in rear, by the continuation of the lands southwest of the river Des Envies, on the northeast side by Hercule Mongrain and on the southwest side by the lot of land number five hundred and seventy-six;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Timothée, in range of Saint Moise, known and designated under number five hundred and seventy six (No. 576), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Tite—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Timothée, in the county of Champlain, the SECOND day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 27, 1925.
[First publication, May 2nd., 1925]
2250-18-2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-
Général Suppléant. } **A**T TENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner la tenue d'un terme extraordinaire de la Cour du banc du Roi siégeant en matière criminelle;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'il y ait un terme extraordinaire de la Cour du banc du Roi, siégeant en matière criminelle, dans et pour le district d'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordinaire de la Cour du banc du Roi, siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district d'Abitibi, à Amos, le huitième jour de juin, 1925, et les jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, ce PREMIER jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2259 ALEXANDRE DESMEULES.

Département de la colonisation, des mines et des pêcheries

Vu que, par sa pétition du 6 avril 1925, Dame Azilda Arvisais, de la cité de Granby, dans le district de Bedford, veuve de feu Ferdinand Lamy, en son vivant courtier, de la paroisse de Saint-Barthélemy, dans le district de Richelieu, se plaint de ce que le lot No 423 du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélemy susdit a été subdivisé et vendu par lots de village, sans qu'au préalable des plan et livre de renvoi en aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois subséquentes y suppléant;

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General. } **W**HEREAS under and by virtue of the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, order the holding of an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of Justice that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in and for the district of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct, pursuant to the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes 1909, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, be held in the district of Abitibi, at Amos, the eighth day of June, 1925, and the following days.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FIRST day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty five, and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
2260 Acting Assistant Provincial Secretary.

Department of Colonization, Mines and Fisheries

Whereas by petition of the sixth of April, 1925, Dame Azilda Arvisais, of the city of Granby, in the district of Bedford, widow of the late Ferdinand Lamy, in his lifetime, broker, of the parish of Saint Barthélemy, in the district of Richelieu, complains that the lot No. 423 of the cadastre of the parish of Saint Barthélemy aforesaid has been subdivided and sold as village lots, with no official plan and book of reference having seriously been prepared according to article 2175 of the Civil Code, or in conformity with subsequent laws completing same;

Vu que les propriétaires des lots ainsi subdivisés et vendus, ont refusé ou négligé de donner leur consentement à la préparation d'un plan et d'un livre de renvoi réguliers du dit terrain;

Le soussigné invite, par les présentes, les parties intéressées dans les subdivisions du susdit lot No 423, à faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'elles allèguent à l'encontre de la requête, ces motifs devant être exposés à une époque postérieure à la dernière publication de cet avis.

Le sous-ministre,
L.-A. RICHARD.

2251—18-4

Whereas the owners of the lots thus subdivided and sold, have refused or neglected to give their consent for the preparation of a regular plan and book of reference of said piece of land;

The undersigned hereby calls upon the parties interested in the subdivisions of aforesaid lot No. 423, to bring forth in writing or verbally the reasons they allege against the petition, such reasons to be set forth at a date posterior to the last publication of this notice.

L. A. RICHARD,
Deputy-Minister.

2252—18-4

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté d'Abitibi, sous le nom de "Société des Patrons de la Beurrerie et Fromagerie de Barraute", avec sa principale place d'affaires à Barraute, comté d'Abitibi.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 29 avril 1925.

2255

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Abitibi, under the name of "Société des Patrons de la Beurrerie et Fromagerie de Barraute", with its chief place of business at Barraute, in the county of Abitibi.

The Minister of Agriculture authorizes the formation of this society.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister.

Quebec, April 29, 1925.

2256

Action en séparation de biens

* Avis est, par les présentes, donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en Cour supérieure, district de Kamouraska, par Dame Eugénie Bégin, contre Paul-Eugène Bilodeau, marchand, tous deux du village de Cabano, district susdit.

Rivière-du-Loup, 1er mai 1925.

L'avocat de la demanderesse,
S.-C. RIOU.

2257—18-5

Action for separation as to property

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted this day, in the Superior Court, district of Kamouraska, by Dame Eugénie Bégin, against Paul Eugène Bilodeau, merchant, both of the village of Cabano, aforesaid district.

Rivière du Loup, May 1st, 1925.

S. C. RIOU,
Attorney for Plaintiff.

2258—18-5

Avis aux annonceurs

AVIS

On peut maintenant se procurer le Supplément de la Gazette Officielle contenant certaines lois adoptées à la dernière session de la Législature, en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, Québec.

Prix 50 centins.

2253

Notice to advertisers

NOTICE

The Supplement of the Official Gazette containing certain laws passed at the last session of the Legislature can now be obtained from the King's Printer, Quebec.

Price 50 cents.

2254

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Bacon vs Permentier.....	1522
" Bégin vs Bilodeau.....	1551
" Derosia vs McLeish.....	1523
" Hovington vs Marcoux.....	1523
" Lacombe vs Bergeron.....	1523
" Lobel vs Berman.....	1522
" Lubet vs Adelman.....	1522
" St-Ours vs Rupert.....	1523

Index of the Quebec Official Gazette, No 18

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Bacon vs Permentier.....	1522
" Bégin vs Bilodeau.....	1551
" Derosia vs McLeish.....	1523
" Hovington vs Marcoux.....	1523
" Lacombe vs Bergeron.....	1523
" Lobel vs Berman.....	1522
" Lubet vs Adelman.....	1522
" St-Ours vs Rupert.....	1523

Dame Tanguay vs Beaudin.....	1522	Dame Tanguay vs Beaudin.....	1522
" Turcot vs St-Maurice.....	1522	" Turcot vs St-Maurice.....	1522
" Turcotte vs Chauvette.....	1523	" Turcotte vs Chauvette.....	1523
ANNONCEURS:—AVIS AUX:—.....	1489	ADVERTISERS:—Notice to:—.....	1489
Supplément de la Gazette officielle.....	1551	Supplement of the Official Gazette.....	1551
ASSEMBLÉE:—		MEETING:—	
Scottish Trust Company.....	1524	Scottish Trust Company.....	1524
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Quebec Development Co., Ltd.....	1524	Quebec Development Co., Ltd.....	1524
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Cote's Economic Rosser, Ltd.....	1525	Cote's Economic Rosser, Ltd.....	1525
CHARTRE—ABANDON DE:—		CHARTER—SURRENDER OF:—	
La Lithographie du Peuple, ltée.....	1524	La Lithographie du Peuple, ltée.....	1524
The Lacolle Brokerage Co., Ltd.....	1525	The Lacolle Brokerage Co., Ltd.....	1525
DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC.:—		DEPARTMENT OF COLONIZATION, ETC.:—	
Cadastre de la paroisse Saint-Barthélémy.....	1550	Cadastre of the parish St. Barthelemy..	1550
Fermeture de routes dans le canton Taché.....	1513	Closing of roads in the township of Taché.....	1513
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Erratum:—Paroisse de Saint-Benoît.....	1517	Erratum:—Parish of Saint Benoit.....	1517
Grand-Rang de Sainte-Mélanie.....	1517	Grand-Rang de Sainte-Mélanie.....	1517
Municipalité Scolaire de Clarendon.....	1517	School Municipality of Clarendon.....	1517
Ptie Lacolle à Saint-Cyprien.....	1518	Part Lacolle to Saint-Cyprien.....	1518
Ptie Saint-Charles-de-Caplan à Saint-Siméon.....	1518	Part Saint-Charles-de-Caplan to Saint-Siméon.....	1518
Sainte-Jeanne-de-Chantal.....	1517	Sainte-Jeanne-de-Chantal.....	1517
Val-Brillant.....	1518	Val-Brillant.....	1518
Villeroy.....	1518	Villeroy.....	1518
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
Cie d'Assurance Mutuelle de Saint-Alexandre.....	1520	Cie d'Assurance Mutuelle de Saint-Alexandre.....	1520
Lumbermens Mutual Casualty Co.....	1518	Lumbermens Mutual Casualty Co.....	1518
Phoenix Insurance Co. of Hartford.....	1519	Phoenix Insurance Co. of Hartford.....	1519
Sea Insurance Co., Ltd.....	1520	Sea Insurance Co., Ltd.....	1520
The British Colonial Fire Ins. Co.....	1521	The British Colonial Fire Ins. Co.....	1521
The British Law Insurance Co., Ltd.....	1519	The British Law Insurance Co., Ltd.....	1519
The Connecticut Fire Insurance Co.....	1519	The Connecticut Fire Insurance Co.....	1519
The Equitable Fire and Marine Ins. Co.....	1519	The Equitable Fire and Marine Ins. Co.....	1519
The Laurentian Insurance Co.....	1520	The Laurentian Insurance Co.....	1520
The Westchester Fire Insurance Co.....	1520	The Westchester Fire Insurance Co.....	1520
DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE:—		ROADS DEPARTMENT:—	
Route Richmond-Yamaska.....	1521	Richmond-Yamaska Highway.....	1521
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Alpha Delta Phi (McGill) Inc.....	1491	Alpha Delta Phi (McGill) Inc.....	1491
Darwin's Furs Limited.....	1492	Darwin's Furs Limited.....	1492
Gerald Smith Inc.....	1494	Gerald Smith Inc.....	1494
Joncas Limited.....	1498	Joncas Limited.....	1498
La Cie de la Mine d'Amiante Boisvert, Ltée.....	1500	La Cie de la Mine d'Amiante Boisvert, Ltée.....	1500
La Cie Electrique de Ville-Marie, Ltée.....	1501	La Cie Electrique de Ville-Marie, Ltée.....	1501
La Propriété Immobilière, Ltée.....	1503	La Propriété Immobilière, Ltée.....	1503
North Western Gold Mining & Exploring Co., Ltd.....	1509	North Western Gold Mining & Exploring Co., Ltd.....	1509
Quebec Southern Power Corporation.....	1510	Quebec Southern Power Corporation.....	1510
Ramway Glass Company, Ltd.....	1513	Ramway Glass Company, Ltd.....	1513
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Canadian International Paper Co.....	1515	Canadian International Paper Co.....	1515
Geo. Hall Coal & Shipping Corp.....	1515	Geo. Hall Coal & Shipping Corp.....	1515

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Les Producteurs de sucre d'érable de Québec.....	1521
Société des Patrons de la Beurrerie et Fromagerie de Barraute.....	1551

PROCLAMATIONS:—

Cour du Banc du Roi, district d'Abitibi.....	1550
Paroisse de Saint-Philéas-de-Villeroy....	1490

SOUMISSIONS:—

Bureau Protestant des Syndics d'Ecoles, cité d'Outremont.....	1525
Ville Laval-des-Rapides.....	1526

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Dominion Express Company.....	1527
-------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Arseneault, Loguay.....	1527
Dallaire, Dame Joseph.....	1527
Malouin, Alexandre.....	1528

VENTES PAR LICITATION:—

Bergevin vs McCarthy.....	1530
Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	1531
Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	1532
Legault <i>et al</i> vs Dufresne <i>et al.</i>	1528

VENTE POUR TAXES:—

Cité du Cap-de-la-Madeleine.....	1532
----------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Côté vs Carrier.....	1533
----------------------	------

BEDFORD:—

Nutting vs The Auditone Co., Ltd.....	1534
Patenaude vs Lecours.....	1535

CHICOUTIMI:—

Erratum: Tremblay vs Tremblay.....	1525
Tremblay vs Tremblay <i>et al.</i>	1535

HULL:—

Lajoie vs Boucher.....	1536
Lamothe vs Christin.....	1536

JOLIETTE:—

Gravel vs Morin.....	1538
Guilbault vs Sylvestre.....	1537

KAMOURASKA:—

Dubé <i>et al</i> vs Vaillancourt.....	1538
Levesque vs Caron.....	1538
Michaud vs Ouellet <i>et al.</i>	1539

MONTMAGNY:—

Bernier <i>et al</i> vs Couture <i>et al.</i>	1539
Banque Royale du Canada vs Girard....	1540
Le Procureur Général du Canada vs Langevin.....	1540

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Les Producteurs de sucre d'érable de Québec.....	1521
Société des Patrons de la Beurrerie et Fromagerie de Barraute.....	1551

PROCLAMATIONS:—

Court of King's Bench, district of Abitibi.....	1550
Parish of Saint-Philéas-de-Villeroy....	1490

TENDERS:—

Protestant Board of School Trustees City of Outremont.....	1525
Town of Laval des Rapides.....	1526

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Dominion Express Company.....	1527
-------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Arseneault, Loguay.....	1527
Dallaire, Dame Joseph.....	1527
Malouin, Alexandre.....	1528

SALES BY LICITATION:—

Bergevin vs McCarthy.....	1530
Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	1531
Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	1532
Legault <i>et al</i> vs Dufresne <i>et al.</i>	1528

SALES FOR TAXES:—

City of Cap-de-la-Madeleine.....	1532
----------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Côté vs Carrier.....	1533
----------------------	------

BEDFORD:—

Nutting vs The Auditone Co., Ltd.....	1534
Patenaude vs Lecours.....	1535

CHICOUTIMI:—

Erratum: Tremblay vs Tremblay.....	1525
Tremblay vs Tremblay <i>et al.</i>	1535

HULL:—

Lajoie vs Boucher.....	1536
Lamothe vs Christin.....	1536

JOLIETTE:—

Gravel vs Morin.....	1538
Guilbault vs Sylvestre.....	1537

KAMOURASKA:—

Dubé <i>et al</i> vs Vaillancourt.....	1538
Levesque vs Caron.....	1538
Michaud vs Ouellet <i>et al.</i>	1539

MONTMAGNY:—

Bernier <i>et al</i> vs Couture <i>et al.</i>	1539
Banque Royale du Canada vs Girard....	1540
The Attorney General of Canada vs Langevin.....	1540

MONTRÉAL :—

Barston <i>et al</i> vs Lawton <i>et al</i>	1542
Boyer vs Pruneau.....	1540
Desautels vs Bernard.....	1541
Fontaine vs Topin.....	1541

NICOLET :—

Lafontaine vs Duguay.....	1542
---------------------------	------

QUÉBEC :—

La Braserie Champlain, Itée vs L'Hôtel Lapointe, Itée.....	1543
Naud vs Corporation de la paroisse de Saint-Alban.....	1543
Sim vs Paquet <i>et al</i>	1543

RIMOUSKI :—

Levesque & Cie vs Guimond.....	1544
Pelletier vs Corbin.....	1544
Tremblay vs Massé.....	1544

ROBERVAL :—

Gagné vs Gauthier.....	1545
Belley vs Brassard.....	1545
Commissaires d'Ecole, municipalité de Saint-Amédée vs la succession Broet <i>et al</i>	1546
Pelletier vs Corbin.....	1545

SAGUENAY :—

Morin vs Savard.....	1546
----------------------	------

TERREBONNE :—

Leclerc vs Thériault.....	1547
---------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Deguisse vs Brouillette.....	1547
Delangis vs Thiffault.....	1548
Lebleu vs Bourgeois.....	1548
Trudel vs Bordeleau.....	1549

MONTREAL :—

Barston <i>et al</i> vs Lawton <i>et al</i>	1542
Boyer vs Pruneau.....	1540
Desautels vs Bernard.....	1541
Fontaine vs Topin.....	1541

NICOLET :—

Lafontaine vs Duguay.....	1542
---------------------------	------

QUEBEC :—

La Braserie Champlain, Itée vs L'Hôtel Lapointe, Itée.....	1543
Naud vs Corporation of the parish of Saint-Alban.....	1543
Sim vs Paquet <i>et al</i>	1543

RIMOUSKI :—

Levesque & Cie vs Guimond.....	1544
Pelletier vs Corbin.....	1544
Tremblay vs Massé.....	1544

ROBERVAL :—

Gagné vs Gauthier.....	1545
Belley vs Brassard.....	1545
School Commissioners Municipality of Saint Amédée vs the Broet estate <i>et al</i>	1546
Pelletier vs Corbin.....	1545

SAGUENAY :—

Morin vs Savard.....	1546
----------------------	------

TERREBONNE :—

Leclerc vs Thériault.....	1547
---------------------------	------

THREE RIVERS :—

Deguisse vs Brouillette.....	1547
Delangis vs Thiffault.....	1548
Lebleu vs Bourgeois.....	1548
Trudel vs Bordeleau.....	1549